

Sur le vif

Qui suis-je ?

Le 24 mai, on a vu à la télévision un homme d'affaires syrien, M. Omrane Adham, qui avait joué dans le passé un rôle d'intermédiaire, a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion selon la procédure dite d'urgence absolue. (Lire page 36.)

La mort de Monica Vitti

La comédienne italienne Monica Vitti est décédée le 3 mai à Rome, à l'âge de 52 ans. Elle avait été atteinte d'un cancer du sein. Elle était mariée à Pier Paolo Pasolini.

La beauté et l'insécurité

Les femmes ont toujours été la cible de la violence. C'est pourquoi elles ont toujours été la cible de la violence. C'est pourquoi elles ont toujours été la cible de la violence.

Les grèves et les manifestations contre les hausses de prix

Le PC polonais s'efforce de désamorcer le mouvement de mécontentement

L'embarras de M. Gorbatchev

Le développement des grèves en Pologne commence à sérieusement inquiéter les dirigeants soviétiques. Dès que les chantiers de Gdansk ont été à leur tour gagnés par la fièvre, la presse de Moscou a rompu le silence qu'elle observait jusqu'à présent sur cette nouvelle étape de la crise polonaise.

Ces grèves sont naturellement condamnées sans appel, de même que les dirigeants de Solidarité, accusés de travailler à la perte de la Pologne. Derrière ces incantations, toutefois, une malaise est perceptible : à moins que le général Jaruzelski ne parvienne à reprendre la situation en main par la seule vertu de l'intimidation policière et des concessions salariales, M. Gorbatchev risque d'être placé bientôt devant un choix douloureux : présider, comme dirigeant du camp socialiste, à une répression brutale ou, au contraire, à l'amorce d'un marchandage politique entre le pouvoir et l'opposition polonaise.

Dans le premier cas, ce n'est pas seulement son image qui en souffrirait grandement, mais aussi - et surtout - la crédibilité du sommet avec M. Reagan à Moscou - sa politique étrangère, qui se réclame du principe de la solution pacifique des conflits et des crises. Dans le second, M. Gorbatchev s'exposerait - non seulement en URSS, mais dans toutes les capitales socialistes - au reproche de lâcheté.

A moins de deux mois de la conférence du PCUS, qui devrait promouvoir une « démocratisation » de la vie politique, ce serait là une suite inespérée pour les conservateurs, actuellement en recul mais toujours très nombreux et bien décidés à ne pas laisser les réformes devenir irréversibles.

La « Pravda » a tenu en tout cas à rappeler que s'il y a eu des hausses de prix, c'est parce que l'on procède en Pologne à une réforme économique radicale. Mais n'est-ce pas précisément une « réforme économique radicale » qu'a lancée en URSS M. Gorbatchev ?

Cette réforme ne prévoit-elle pas, elle aussi, des hausses de prix qui n'ont certes pas encore été décidées, mais dont on parle déjà beaucoup ?

Devant les grévistes des chantiers navals de Gdansk, M. Lech Walesa, visiblement réticent à prendre la tête d'un mouvement qu'il n'a pas lancé, s'est référé, mardi, à la « perestroïka » et à M. Gorbatchev.

Certains des intellectuels qui conseillent M. Walesa, comme Adam Michnik ou Jacek Kuron, semblent craindre qu'une éventuelle explosion sociale en Pologne ne plonge M. Gorbatchev dans de sérieuses difficultés et, partant, n'anticipe les chances d'une libéralisation à l'Est. Avant eux, pourtant, d'autres, comme les Arméniens, en ont appelé à la « perestroïka » et au numéro un soviétique. Mais l'intérêt prioritaire de ce dernier est de maintenir la stabilité dans son empire.

Le PC polonais s'efforce de désamorcer le mouvement de mécontentement consécutif aux hausses de prix. Une légère détente était sensible le mercredi 4 mai à Gdansk à la suite du retrait du dispositif policier qui encerclait depuis mardi les chantiers navals où au moins trois mille grévistes étaient retranchés. La tension reste cependant forte dans plusieurs autres villes. Quatre cents personnes ont été interpellées dans l'ensemble de la Pologne, selon l'opposition qui voit dans la grève « une motion de censure contre le pouvoir ».

Profitant du départ des forces de l'ordre, une centaine d'habitants de Gdansk, selon l'AFP, se sont rassemblés dès les premières heures de la matinée devant le célèbre portail numéro deux des chantiers Lénine, où l'atmosphère s'est quelque peu détendue.

Deux missions de médiation patronées par l'épiscopat et composées d'intellectuels catholiques, dont MM. Tadeusz Mazowiecki et Andrzej Wielowiecki, anciens conseillers de Solidarité, sont par ailleurs arrivées dans la matinée aux aciéries de Nowa Huta et aux chantiers navals de Gdansk.

La veille, les chantiers navals avaient pris des allures de camp retranché, encerclé, au sens propre du terme, par un impressionnant dispositif policier.

M. Lech Walesa, l'ancien président du syndicat dissous Solidarité, avait regagné son domicile dans la soirée. Les chantiers étaient devenus inaccessibles, des chicanes ayant été disposées en travers des rues dans un rayon de plusieurs centaines de mètres.

Longue matraque à la ceinture, des « zomos » (unités anti-émeutes) en treillis contrôlaient le moindre véhicule circulant dans les parages. Les passants étaient fermement éloignés et, en ville, les patrouilles renforcées.

Des manifestants, qui s'étaient rassemblés à la sortie de masses dites à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution libérale de 1791, ont été brutalement dispersés mardi à Varsovie, Cracovie, Lodz et Lublin.

(Lire la suite page 8.)

L'expulsion d'un homme d'affaires syrien ayant servi d'intermédiaire

Une polémique s'amorce sur les tractations autour des otages au Liban

Une polémique s'amorce dans la campagne électorale, sur les tractations concernant les otages français détenus au Liban. M. Pasqua a déclaré le mardi 3 mai à Bourgen-Bresse : « Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, j'expliquerai au jour le jour les embûches que le gouvernement a rencontrées pour parvenir à la libération des otages. » Le même jour, un homme d'affaires syrien, M. Omrane Adham, qui avait joué dans le passé un rôle d'intermédiaire, a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion selon la procédure dite d'urgence absolue. (Lire page 36.)



Lire également nos informations politiques pages 11 à 17

L'opération israélienne au Liban sud

Jérusalem a voulu montrer sa force sans pour autant provoquer Damas.

PAGE 3

Enlèvements en Colombie

Six étrangers, dont des diplomates.

PAGE 4

La fausse mort de Monica Vitti

D'un communiqué trompeur à une gerbe de roses...

PAGE 36

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Expositions : métamorphoses du verre à Cologne et à Marseille. ■ Le commerce de l'art à l'horizon 1992. ■ Photo : Jacques-Henri Lartigue au Grand Palais ; Humphrey Spender au Comptoir de la photographie.

Pages 23 à 25

Le CNPF et les syndicats

Les questions salariales exclues des négociations.

PAGE 32

Fédération anti-SIDA

Le professeur Luc Montagnier veut rassembler des fonds européens pour la lutte contre l'épidémie.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve en page 36

Un entretien avec le PDG d'UTA

« De droite comme de gauche, les hommes politiques ne comprennent pas les problèmes de la France dans la concurrence européenne »

M. René Lapautre, PDG de la compagnie aérienne UTA et proche de la majorité, n'est pas content du gouvernement Chirac. Il comptait sur celui-ci pour libéraliser le ciel français et permettre à sa compagnie de sortir enfin de l'Afrique et du Pacifique où elle est confinée pour desservir New-York et l'Europe. Rien n'est venu. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il reproche aux hommes politiques, à l'administration et aux syndicats de tuer - en douceur - le transport aérien français.

« Des bruits couraient selon lesquels UTA serait bientôt autorisée par le premier ministre à se poser à New-York. Tel n'a pas été le cas. Que pensez-vous de ce refus implicite ?

— Je suis un des déçus de ce gouvernement. Il a pratiqué un

libéralisme facile et de peu de conséquences. D'accord, les liaisons aériennes ont été assouplies sur les départements et territoires d'outre-mer ; on peut effectuer quelques vols charters en métropole. Et après ? Rien.

« Qu'a-t-on fait pour casser le corporatisme du transport aérien organisé en complète connivence avec la direction générale de l'aviation civile ? Rien.

« Les mêmes procédures en place visent à organiser le transport aérien avec l'assentiment des syndicats. Ça s'appelle effectivement le corporatisme. Je croyais que, depuis le maréchal Pétain, cela avait disparu, et je m'aperçois que c'est toujours là la mode !

— Le premier ministre vous avait-il fait des promesses ?

— Aucune, mais ce gouvernement se voulait libéral. Il avait commencé à le manifester, comme je le disais, en assouplissant la desserte des départements

d'outre-mer, les vols charters en métropole et en désignant Air France et nous-mêmes sur San Francisco. Tout ça ne suffit pas à faire une politique libérale du transport aérien. Pourquoi n'a-t-il pas poursuivi dans cette voie ? Je n'ai pas la réponse.

« Il y a eu, certes, la contribution française aux directives communautaires en matière de libéralisation aérienne - à combien timides ! - mais le ministre des transports n'a pas fait savoir à son administration la doctrine d'application de ces directives.

« Je constate donc qu'il existe une sorte de complot contre toutes les demandes d'UTA. On repousse nos dossiers lorsque nous voulons certifier de nouveaux avions, lorsque nous demandons à faire du charter sur Venise ou à desservir New-York, lorsque nous déposons au Conseil supérieur de l'aviation marchande un projet de lignes régulières européennes. Les fonctionnaires de l'aviation civile nous

répondent : « plus tard, plus tard ». Ils croient faire leur métier en défendant Air France et seulement Air France.

— Vous attendez avec impatience le prochain gouvernement ?

— Je n'attends rien de quiconque. Dans ce gouvernement, les ministres conservateurs l'ont, à l'évidence, emporté sur leurs collègues libéraux. Je ne suis pas sûr que cela changera demain. De droite comme de gauche, les hommes politiques français ne comprennent pas ce que vont être les problèmes de la France dans la concurrence européenne. Le secteur aérien est un de ceux qu'ils comprennent le moins. Ils ne paient pas leur billet d'avion, alors, ils ne sont pas attentifs à ce poste budgétaire comme les chefs d'entreprise et les particuliers. Trêve de plaisanterie !

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 32.)

Force 10

La force des liens

Pour ceux qui croient aux liens, Fred, homme de la mer et joaillier transforme un câble marin en bijou d'or et d'acier.

Pour lui : 9900 F.

Pour elle : 6450 F.

FRED

4, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

La Carrière, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace "Galeries Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Leows, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

L'ENQUÊTE : ouverture à Vientiane

Le lent éveil du Laos

L'un des cinq pays les plus pauvres du monde, le Laos, cherche à sortir du sous-développement : dans cet Etat, longtemps replié sur lui-même, « ouverture » et « rentabilité » sont devenus les maîtres mots. Réhabiliter le secteur privé, encourager les investissements étrangers, introduire une vraie fiscalité, autant de tentatives qui devraient trouver leur prolongement politique avec les premières élections législatives depuis 1975, annoncées pour le 26 juin prochain.

VIENTIANE de notre envoyée spéciale

Doucement, Vientiane secoue sa torpeur et sa poussière. Sous ses allures de gros bourg nonchalant égayé de petites rizières, la capitale du pays le plus pauvre d'Asie du Sud-Est frémit d'une activité inhabituelle, perceptible à de multiples signes.

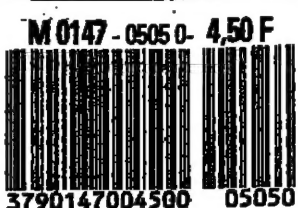
Les motos concurrencent les bicyclettes, dont les prix ont chuté de moitié depuis que le gouvernement, décidé à freiner la contrebande, en a assuré l'importation de Thaïlande. Les rideaux de fer, symboles d'une longue condamnation du secteur privé, se rouvrent prudemment sur des échoppes.

L'approvisionnement des marchés fait les délices des Soviétiques comme des Vietnamiens. A elles seules, les maisons neuves, voire en « dur », inabornables à l'air de salaires dérisoires, attestent de l'émergence d'une épargne longtemps cachée.

« Les Laotiens reprennent confiance », se félicite le vice-ministre de la planification, M. Somphavanh. « Ils se prennent à croire dans les nouveaux mots d'ordre de libéralisme économique », affirme en souriant un technicien européen. De fait, l'ouverture - timidement engagée dès 1982, accélérée depuis le quatrième congrès du parti en novembre 1986, et orchestrée depuis quelques mois avec l'appui des experts du Fonds monétaire international, tient de la « révolution », dans les textes tout au moins.

Car son application exige, chacun en est conscient, tant le « pays du million d'éléphants » a de plaies à panser.

FRANÇOISE CROUGNEAU. (Lire la suite page 10.)



Débats

HORIZON 1993

L'Europe des uns, l'Europe des autres

par CLAUDE CHEYSSON (*)

C'EST convenu. Avant 1993, les frontières tomberont, les marchandises, les personnes et les capitaux circuleront librement dans le grand marché communautaire. Economies et effets de taille nous donneront à l'extérieur une autorité plus grande et, à l'intérieur, permettront des progrès remarquables en revenu et en emploi.

C'est fort bien. Mais qui profitera de cette Europe ? Qui l'inspirera et la mènera ? La responsabilité aura été largement transférée à la Communauté et celle-ci aura été libérée des contraintes, des barrières, des règlements nationaux ; le champ sera libre, pour les plus forts, les plus audacieux, les mieux organisés, qu'ils soient communautaires ou « extra-européens ».

D'eux-mêmes, pourquoi s'occuperaient-ils des faibles ? Cela ne relève ni de leur intérêt ni de leurs critères d'analyse. Tout au plus quelque charité paraîtra-t-elle être de bon ton.

Remarques caricaturales ? Certes. Mais bien des signes viennent renforcer l'inquiétude.

La productivité des exploitations agricoles et laitières ne cesse pas de croître ; il faut donc limiter la production. On ne le fera pas aux dépens des « extra-européens » qui bénéficient de conditions aberrantes de pénétration sur le Marché commun. On réduira donc les surfaces et les effectifs. La Communauté s'est engagée sur cette voie avec courage en utilisant le jeu du marché. Il le fallait. Mais qui se soucie de l'avenir des hommes et des espaces ainsi marginalisés ? Il y a pourtant possi-

bilité, parfois nécessaire, d'y promouvoir des industries et des services nouveaux. Il faudrait former les jeunes générations, multiplier les incitations à ces nouvelles activités, financer les infrastructures correspondantes, j'oserais écrire planifier la reconversion d'une partie du monde rural en dehors de la production alimentaire. Les puissances publiques nationales n'en sont pas plus responsables ; les forces du marché de l'agriculture n'ont pas de raison d'en traiter. Tout au plus prévoira-t-on quelques indemnités pour ceux qui mettront des terres en jachère ou se retireront avant l'âge. Charité louable, mais ce n'est pas une politique.

Il faut élargir les charges qui pèsent sur les entreprises européennes, puisque, demain, entre elles jouera la libre concurrence. On propose en conséquence d'uniformiser les charges fiscales. Rien, en revanche, n'est proposé quant aux charges sociales, qui sont pourtant fort inégales. On ne peut rien en dire parce qu'il n'y a pas d'espace social européen, parce que le « grand marché » de 1993 est commercial et économique. Le « social » d'ailleurs ne pourrait être traité que par l'intervention des puissances publiques, en accord avec les représentants des travailleurs. Ce ne sont pas des méthodes en faveur au niveau européen, où la mode est celle des débuts du réaganisme et du Thatcherisme. Donc, si la Communauté ne se décide pas à traiter des structures sociales, comme François Mitterrand l'a demandé avec insis-

— Nos opinions attendent des activités culturelles conjuguées, multiples, sur le plan de la formation (supérieure et professionnelle), dans le domaine de l'audiovisuel, dont la production, en fiction comme en information, n'est pas à la hauteur de ce qu'exige l'affirmation des identités nationales et européennes.

— Nous devons pouvoir prendre des positions politiques vis-à-vis de l'extérieur, là où nos pensées sont semblables, là où nous sommes l'objet de menaces agressives, là où nos actions doivent être conjuguées pour prendre une pleine valeur.

— Ceux qui ont la même conception en matière de sécurité doivent s'exprimer et parfois agir ensemble dans la farouche volonté de prévenir la guerre.

Le rôle de la France est déterminant. Il lui faut agir dans le très proche avenir, parce que le grand marché ne se fera pas ou sera remis en cause si l'espace monétaire, social, politique, culturel, n'est pas également mis en exploitation commune. Notre pays a été et est toujours au centre de la construction européenne. Chaque fois qu'un homme a parlé résolument en son nom, que son discours a marqué la continuité, voire l'obstination, de nos propositions et exigences, il a été entendu. Encore faut-il que les propos sur l'Europe aient pas varié selon les changements de majorité. Celui qui parle au nom de la France doit avoir l'appui de l'immense majorité des Français ; son discours doit être incontesté. Notre Constitution le permet, en confiant justement ce rôle au président de la République ; cela nous donne un avantage sur les autres Européens. Certains sujets seront, par nature, ou parce que l'on ne doit pas attendre que les plus hésitants se décident, abordés à moins (défense...) ou à plus (Eurêka...) de douze ; le discours doit être le même.

L'action est urgente, car 1993 est proche. La France doit pouvoir compter sur des pays qui ont conscience de l'urgence.

— L'Allemagne. Le couple franco-allemand a été à l'origine de tous les progrès dans la Communauté. D'autre part, les plus importants dirigeants à Bonn sont réalistes, quelle qu'en soit la difficulté, à faire vite l'intégration de l'avenir allemand dans celui de l'Europe, parce que certains autres ont la nostalgie d'une politique centre-européenne, plus traditionnelle, plus ouverte vers l'Est, tandis que d'autres encore seraient enclins à réserver plus nettement à la République fédérale les bénéfices que l'on peut attendre du deutschmark et de la brillante économie allemande.

— L'Espagne. Ses dirigeants actuels ont tiré les leçons du passé et ont décidé d'engager leur pays sur le continent. Cela comporte, pour l'Espagne plus que pour tout autre, l'adoption de politiques volontaristes menées avec résolution par les pouvoirs politiques ; l'Espagne de Felipe Gonzalez et du PSOE doit donc être un partenaire privilégié pour un président français de même tendance.

L'Europe est notre avenir, personne n'en doute plus. Les gouvernements, les Parlements, les institutions communautaires doivent assumer leurs responsabilités. Cela ne peut être l'Europe du laissez-faire. Qui le veut ? Et qui ose le dire ? La lecture des discours des candidats à la présidence est bien instructive à cet égard.

— L'union monétaire doit encadrer la construction économique, dans le plein respect des contraintes du marché ; elle donnera le moyen d'agir en face des puissances financières et économiques, multinationales et étrangères.

— Des actions communes doivent être développées en matière de recherche, en amont des opérations normalement entreprises par le secteur industriel et les services.

(*) Ancien ministre des relations extérieures.

Clarifier

par ALFRED GROSSER

Le vainqueur du 8 mai se sera proclamé européen pendant toute sa campagne. Il se sera fait fort de conduire la France au sein d'une Europe de plus en plus communautaire.

Mais acceptera-t-il, une fois l'élection passée, de clarifier l'attitude française ? De cesser notamment de faire comme si la constante double affirmation de la Communauté européenne et de l'indépendance nationale allait sans difficulté, sinon même sans contradiction ?

La contradiction est de toute façon présente dans l'acte unique. D'un côté, celui-ci organise, par-delà l'unification du marché intérieur de la CEE, une véritable inter-pénétration des sociétés ; de l'autre, il proclame que les politiques étrangères des Douze seront simplement coordonnées, sans qu'il y ait ni autorité institutionnelle commune ni possibilité de décision majoritaire. Une Europe unifiée sans mécanisme d'expression d'une volonté commune : pourra-t-on en rester là si, par ailleurs, on veut même mettre en place quelque chose de politique communautaire aussi contraignant qu'une monnaie commune ?

Il est difficile de faire à la longue comme si on était fidèle à la fois à Jean Monnet et au général de Gaulle. Le premier voulait qu'on n'admette la Grande-Bretagne qu'une fois la Communauté solidifiée. Le second a fait accepter ce bizarre raisonnement : « La Grande-Bretagne ne doit pas entrer puisqu'elle refuse la forme d'Europe que nous refusons d'ailleurs aussi ». Comme il était impossible de tenir ce langage éternellement, l'élargissement s'est fait avant le progrès institutionnel.

Puis l'acte unique a remis ce progrès en route pour les Douze — avec une série de nouveaux candidats devant la porte.

Le samedi 23 avril, un congrès extraordinaire du Parti populaire autrichien a adopté à l'unanimité un texte réclamant la candidature officielle de l'Autriche à la CEE. Ce texte suppose que l'appartenance à la Communauté ne serait pas en contradiction avec le principe de neutralité de ce pays. La réplique n'est pas aisée si l'on admet qu'il n'y a pas contradiction entre Communauté et indépendance. Et l'Autriche s'apprête à dire que la CEE n'est en rien concernée par la défense, alors que l'été du 8 mai aura évoqué la nécessité de progresser au moins vers un pilier européen de la défense occidentale.

Les sept de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) — dont les membres viennent encore de proclamer de défendre le partenaire attaqué — à ses frontières, donc la France à la frontière est de la RFA — ont invité l'Espagne et le Portugal à se joindre à eux. Est-ce dans l'idée de faire se rejoindre l'Est-UEO et CEE ? Autrichiens et Suisses, eux, parlent d'entrer dans la Communauté économique en conservant une absolue neutralité militaire. Mais, si la CEE se réduit à l'économique, il n'y a pas de poids international possible pour l'Europe, car aucune diplomatie de puissance n'est séparable du militaire.

Il faudrait pouvoir parler clairement aux nouveaux postulants. Ce n'est possible qu'une fois clarifiée notre propre attitude. C'est été un autre sujet de débat électoral. Ce devrait être au moins un sujet prioritaire de politique présidentielle.

IGF

Le grand démagogue

par PHILIPPE ROBERT (*)

« Les démagogues en les flattant font le malheur des peuples. » Les lycéens de la génération Mitterrand qui apprennent la grec traduisaient ce genre d'aphorisme. Est-ce parce qu'ils n'apprennent plus que rarement les langues anciennes et ont oublié la sagesse antique que les Français sont devenus si vulnérables à la démagogie ?

La Lettre à tous les Français de M. Mitterrand est pénétrée de bons sentiments. Quelle sollicitude à l'égard des plus démunis ! Quel souci de faire disparaître les inégalités ! Sa principale disposition, le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes pour en distribuer le produit aux « nouveaux pauvres », qui n'y accuserait ? Prendre un peu de leur superflu à ceux qui ont beaucoup pour le donner à ceux qui n'ont rien, quelle meilleure preuve de générosité ? Tout homme qui a tant soit peu de cœur ne peut qu'applaudir à pareille proposition, et il y a tout lieu de penser qu'elle sera très populaire et fera gagner de nouveaux suffrages à son auteur.

Et pourtant, si l'on analyse les effets d'une telle mesure, il n'en est pas en réalité de plus démocratique. Elle est dans le droit fil de la personnalité de son initiateur. Elle flatte et séduit le peuple, mais ses conséquences vont à l'encontre du véritable intérêt des Français.

La situation économique de notre pays est grave. Sa balance commerciale de produits industriels est lourdement déficitaire, ce qui est tout à fait anormal pour un vieux pays développé. Nos entreprises se révèlent incapables de rivaliser avec leurs concurrents étrangers et ne cessent de perdre des parts de marché depuis plusieurs années. Les causes de cette perte de compétitivité se trouvent dans les charges fiscales et surtout sociales qui accablent nos entreprises et dans l'insuffisance de leur modernisation et de leurs investissements. Ces derniers n'ont cessé de baisser de 1980 à 1984, à l'époque du socialisme triomphant ; ils augmentent faiblement depuis, mais de façon insuffisante pour rattraper leur retard par rapport aux concurrents étrangers. L'épargne des ménages, qui en 1975 atteignait 18,5 % de leur revenu, est tombée à moins de 13 %. Le principal mal dont souffre notre économie tient à cette insuffisance de l'épargne et de l'investissement et à notre excès de consommation interne.

Or la distribution aux plus démunis du produit de l'impôt sur les grandes fortunes aura pour effet d'accroître encore la

consommation des Français et de réduire davantage leur épargne et leurs investissements. En effet, les nouveaux pauvres utiliseront pour leur consommation les sommes provenant des grandes fortunes qui, si l'IGF n'était pas rétabli, auraient constitué de la part de leurs fortunés détenteurs d'épargne et d'investissement. Keynes observe très justement que la propension à épargner, inverse de la propension à consommer, est beaucoup plus élevée chez les détenteurs de hauts revenus que chez ceux qui n'ont que de faibles revenus. La conséquence de cette mesure sera donc un accroissement de nos importations et une aggravation de notre déficit extérieur, en même temps qu'une baisse de l'épargne et de l'investissement qui affaiblira encore la compétitivité de nos entreprises. La contrainte extérieure se durcira, le franc s'affaiblira, le chômage augmentera et les nouveaux pauvres se multiplieront. Ainsi cette mesure apparemment généreuse ira en définitive à l'encontre du but recherché et nuira à tous les Français.

Il en va ainsi de toutes les mesures démagogiques dont le socialisme et M. Mitterrand nous ont abreuvés depuis 1981. Comment la France, avec la retraite ramenée à soixante ans, peut-elle rivaliser avec d'autres pays comme l'Espagne et les États-Unis, qui ont reculé la leur ? Comment pouvons-nous, avec cinq semaines de congés payés, concurrencer les Japonais et les Américains, qui, pourtant plus riches que nous, n'en prennent pas plus de deux ? Comment les salariés français, qui travaillent trente-neuf heures par semaine, peuvent-ils se défendre face aux salariés du Sud-Est asiatique, qui travaillent soixante heures, ou même face aux Japonais ? Comment l'économie française, écrasée par des prélèvements obligatoires atteignant 44,7 % du PIB, pourra-t-elle résister en 1993 aux économies anglaises et allemandes, qui ne supportent que des prélèvements de 36 % ?

Tous ces acquis sociaux dont se targue M. Mitterrand et notre Sécurité sociale, dont le poids croît sans cesse et que M. Mitterrand veut défendre à tout prix, sont autant de boulets qui rivent au sol notre économie.

Faute d'être un grand président, M. Mitterrand est un immense démagogue. Les Français d'aujourd'hui sont-ils moins clairvoyants que les Grecs de l'Antiquité et incapables de déceler la démagogie qui fait le malheur des peuples ?

(*) Professeur à l'université Paris-V.

Au courrier du Monde

ARGUMENT

L'âge du candidat

Comme l'a souligné Philippe Bogio dans le Monde, M. Mitterrand respire la jeunesse, alors que M. Chirac voudrait nous faire croire à l'immense sénéilité du chef de l'Etat. Flouyable recours d'un quinquagénaire aux abois ! Car à le poids de l'âge objectif était un argument, pourquoi M. Chirac, en 1965, n'a-t-il pas dissuadé celui dont il se réclame sans cesse d'entamer un deuxième septennat ? Le général de Gaulle avait alors soixante-quinze ans, soit trois ans de plus que M. Mitterrand aujourd'hui, et les tâches qui l'attendaient n'étaient pas moins rudes qu'en 1988.

On souhaite à M. Chirac d'être en 2004 aussi fringant que M. Mitterrand aujourd'hui, et en 2007, aussi vert que le Général en 1965 !

M. BROUÉ (Paris).

EXPÉRIENCE

Les villes et le minimum social

Contrairement à ce qu'affirme dans vos colonnes (le Monde du 21 avril) M. Alain Carignon, minis-

tre de l'environnement et maire de Grenoble, le minimum social d'insertion voté par le conseil municipal de cette ville, le 8 avril, n'est pas « une expérience unique en France ».

Le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) vient de publier un rapport (le Monde du 19 avril) qui fait état de vingt-cinq expériences de ce type recensées fin 1986. Parmi les villes qui ont imaginé des dispositifs semblables à celui mis en place par Grenoble, on peut citer : Angers, Antony, Besançon (dès 1968 pour les personnes âgées), Chamalières, Clichy, Nantes, Nîmes et Rennes. Les villes s'engagent de plus en plus dans la communication. Mais, à trop vouloir se médiatiser, elles tombent parfois dans l'excès. Plusieurs villes françaises, par exemple, s'honorent d'être « la ville la plus sportive » du pays ou « carrefour de l'Europe... ».

Si l'habitant en retire un regain de fierté, l'observateur extérieur demeure perplexe et devient de plus en plus méfiant à l'égard de ces affirmations.

Cela dit, pour n'être pas unique, l'expérience grenobloise n'en est pas moins exemplaire par le gros travail de préparation et de concertation du projet.

JEAN-LUC MARTIN-LAGARDETTE, journaliste à la « Gazette des communes, des départements et des régions ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850572 F
Tél. MONDIPUB : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982) Une
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Varouf

Correspondant en chef :
Claude Sala

ABONNEMENTS
PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tar. FRANCE REVUE SUISSE AUTRES

3 mois 354 F 399 F 594 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 331 F

9 mois 994 F 1 089 F 1 404 F 1 932 F

1 an 1 280 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changement d'adresse définitif en
prévision : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
les noms propres en capitales
d'imprimerie.

50 من الأصل

Le grand démagogue

par Phil Witte

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le démagogue est un homme qui parle à la foule. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut. Il est capable de faire croire à la foule ce qu'il veut.

Le soulèvement dans les territoires occupés

Le « front » s'est déplacé vers les villages

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La situation est paradoxale. Le gouvernement israélien ne cesse de proclamer l'épuisement progressif de la révolte dans les territoires occupés, mais le nombre de Palestiniens tués ou blessés lors d'affrontements avec l'armée ne paraît nullement diminuer. Le paradoxe n'est qu'apparent. Cela fait plusieurs semaines déjà, sinon plusieurs mois, que les manifestations de masse ont cessé dans les camps et dans les villes et que le « front » s'est déplacé dans les villages, là où les accrochages, pour être moins spectaculaires, n'en sont pas moins meurtriers.

Mardi 3 mai encore, c'est dans une bourgade, Bani-Naïm, près de Hébron, que soldats et manifestants se sont affrontés. Le communiqué de l'armée ne fournit guère d'explications, se bornant à affirmer qu'une patrouille, attaquée à coups de pierres, a dû riposter en ouvrant le feu : deux Palestiniens ont été tués et quelque douze autres blessés par balles. En fin d'après-midi, on annonçait qu'un troisième Palestinien avait été tué, lors d'un face à face similaire, dans le camp de réfugiés de Balata, à l'entrée de Naplouse.

Mais ce bilan très lourd pour une seule journée — et qui doit porter à près de cent soixante-dix le nombre de Palestiniens tués depuis le mois de décembre — ne dit pas tout. Plusieurs incidents auraient également eu lieu dans la bande de Gaza et, pour la seule journée de lundi par exemple, le *Jerusalem Post* recensait des violences dans près d'une demi-douzaine de localités de Cisjordanie, dans la région de Naplouse et de Tulkarim, notamment.

Si l'on se tient aux apparences, la vie quotidienne dans les grandes villes des territoires et dans certains camps a repris un semblant de normalité. Très nombreux sont les Palestiniens à se rendre à leur tra-

vail en Israël ; mais une bonne part d'entre eux n'ont jamais cessé de le faire depuis le début du soulèvement. Très nombreux sont les commerces ouverts ; mais ils le sont aux heures autorisées par la « direction unifiée » du soulèvement, ce rassemblement de dirigeants clandestins qui regrouperait les différentes tendances du mouvement.

Si l'on ne parle plus guère de l'évolution de la révolte vers une campagne de désobéissance civile, les autorités viennent elles-mêmes de rappeler que c'était là un phénomène qu'elles prenaient très au sérieux. Ainsi, au début de la semaine l'administration des territoires a-t-elle menacé de couper l'eau et l'électricité à tous les villages de Cisjordanie qui ne paient plus leurs factures. Enfin, et là encore c'est un indice de la mobilisation continue, le gouvernement étudie les moyens de rendre les parents civils et pénalisant responsables des manifestations violentes auxquelles pourraient se livrer leurs enfants.

A. Fr.

● Arrestation du rédacteur en chef d'« al Fajr ». — Les autorités israéliennes ont arrêté lundi 2 mai M. Hatem Abdel Khader, rédacteur en chef d'« al Fajr » (l'aube), un important quotidien palestinien, a annoncé mardi la police. Le directeur du quotidien, M. Hanna Siniora, a expliqué que des policiers en civil et en uniforme avaient fait irruption lundi soir dans ses bureaux à Jérusalem-Est. La police, a-t-il ajouté, a arrêté M. Khader et enregistré les noms de plusieurs employés du journal.

Les forces de sécurité israéliennes ont confirmé cette arrestation et précisé que M. Khader serait détenu pendant six mois avant d'être jugé, ainsi que le permet la loi d'urgence. « J'estime que ces mesures d'oppression ne peuvent que nuire au processus de paix », a commenté M. Siniora. — (AP.)

La tension entre les Etats-Unis et l'Iran

Le département d'Etat met en garde les diplomates et hommes d'affaires américains contre d'éventuels actes terroristes

Le département d'Etat a mis en garde, mardi 3 mai, les diplomates et hommes d'affaires américains dans le monde contre d'éventuels actes terroristes à la suite de la récente opération militaire américaine contre l'Iran dans le Golfe.

« Le gouvernement iranien pratique le terrorisme depuis neuf ans », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, en notant que « de hauts responsables iraniens ont récemment brandi la menace de représailles terroristes après les actions américaines dans le Golfe ». Il a ajouté : « Les Etats-Unis prennent ce genre de menaces au sérieux et nous avons donné pour instruction à nos postes diplomatiques de prendre les précautions appropriées ».

Un avertissement a été envoyé la semaine dernière aux missions diplomatiques, aux bases militaires et aux compagnies américaines dans le monde. Selon des responsables qui ont demandé à conserver l'anonymat, cette mise en garde souligne que « le gouvernement iranien possède des informations qui l'amènent à croire que le gouvernement iranien va autoriser des attaques terroristes contre des cibles américaines dans un très proche avenir ».

Le même langage a été utilisé par l'amiral William Crowe, le chef d'état-major interarmes américain, qui a déclaré mardi au cours d'une remise de médailles à bord du *Coronado*, navire-amiral de la flotte amé-

ricaine dans le Golfe, que l'Iran constituait toujours une « menace très sérieuse » pour les Etats-Unis dans le Golfe en dépit des pertes qu'il a récemment subies. « Je crois, a-t-il dit, que les Iraniens aimeraient nous frapper, nous humilier s'ils le pouvaient. Je pense que le terrorisme est l'un des moyens qu'ils pourraient employer pour le faire ».

A Téhéran, en revanche, le journal *Eslahat* a écrit sous la plume d'un éditorialiste qui reflète le point de vue des gardiens de la révolution que la situation devenait « plus sérieuse ». L'Iran doit modifier sa stratégie dans le Golfe et passer d'une politique « basée sur les représailles » à une politique « offensive » à « effet dissuasif ». « Les actions de représailles menées jusqu'à présent par l'Iran dans le Golfe, selon l'éditorialiste, ne seront désormais ni efficaces ni profitables ». La République islamique doit « prendre l'initiative » et mener une « stratégie offensive », forçant ainsi les Etats-Unis « à réfléchir, avant toute action » contre l'Iran.

La radio iranienne a accusé d'autre part, mardi soir, l'Arabie saoudite d'avoir maltraité et « transféré en un lieu inconnu » le personnel du consulat d'Iran à Djeddah, alors que Riyad avait affirmé dans la matinée que les diplomates iraniens devaient quitter le royaume à l'expiration du délai d'une semaine accordé après la rupture des relations entre les deux pays. — (AFP.)

Israël affirme vouloir montrer sa force sans pour autant provoquer Damas

L'opération israélienne de ratissage au Liban sud se poursuivait mercredi 4 mai en début d'après-midi. Selon des sources proches de la police libanaise, l'armée israélienne et ses alliés libanais de l'Armée du Liban sud ont progressé mercredi, sous une forte couverture d'artillerie, en direction de deux villages de la vallée de la Bekaa — Maldoune et Ain-el-Tineh, situés à 5 kilomètres des positions tenues par l'armée syrienne, et à environ 100 kilomètres au sud-est de Beyrouth. De violents accrochages ont opposé quelque cinq cents soldats israéliens aux miliciens chiites d'Amal, aux intégristes du Hezbollah et aux combattants des partis de gauche libanais, indiquant une source des services de sécurité. Par ailleurs, des hélicoptères ont mitraillé cette région, alors que la population fuyait les zones de combat, ajoute-t-on de même source. A Jérusalem, on laissait entendre, avant que cette nouvelle avancée militaire

soit connue, que l'opération déclenchée lundi prendrait fin mercredi tard dans la soirée.

Le gouvernement américain a exprimé, mardi 3 mai, sa préoccupation face à la « montée de la violence » et lancé un appel à la « modération de toutes les parties » à la suite de l'opération de ratissage israélienne au Liban sud. Les Etats-Unis ne sont cependant abstenus de condamner explicitement le gouvernement de Jérusalem.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Il s'agissait de montrer notre force ». Ainsi résume-t-on, à Jérusalem, l'opération lancée depuis lundi par l'armée israélienne au Liban et qui, pour la plupart des commentateurs, devrait s'achever « très rapidement », peut-être même mercredi 4 mai. Dès mardi soir, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, s'était efforcé, à l'instar de la plupart des responsables israéliens, de minimiser la portée de l'opération : « C'est une opération ponctuelle, limitée, qui devait prendre fin très rapidement ». Le ministre expliquait que les troupes déployées au nord-est de la frontière israélienne, dans la zone dite de sécurité et des tirs (le Monde du 4 mai), avaient pour

mission « de rechercher des terroristes » et de mettre en garde la population locale.

L'opération a été déclenchée à la suite de la recrudescence ces dernières semaines des infiltrations en Israël de commandos palestiniens en provenance du Liban. Elle a été conduite en coopération avec l'ALS (armée du Liban sud), la milice libanaise alliée contrôlant cette « zone de sécurité ». Faisant le point, M. Rabin assurait, mardi, que les forces israéliennes n'avaient rencontré aucune opposition locale de la part des villageois de la région.

Il n'y a eu ni affrontements, ni victimes, ni prisonniers, a affirmé le ministre ; cependant d'autres sources expliquaient que l'opération avait été précédée par des tirs d'artillerie et que de nombreux habi-

tants de la zone concernée (sur les versants occidentaux des monts Dov et Hermon) avaient eu le temps de prendre la fuite.

En dehors des commentaires de M. Rabin, très peu d'informations ont été fournies de source officielle israélienne sur le déroulement du raid. Il a sans doute mobilisé plus d'un millier d'hommes et constitué la plus importante opération au Liban sud depuis l'incursion menée en février 1986 pour tenter de récupérer des soldats capturés par des miliciens chiites. Telle qu'on la présente à Jérusalem, l'opération a semblé jusqu'à présent relever de l'action psychologique.

« Nous avons voulu prendre l'initiative face à la recrudescence des infiltrations », a indiqué le commandant du secteur nord, le général Issi Peled : « Il s'agissait de faire passer un message auprès des résidents des villages, et j'espère que le message a été compris ». Le message en question — parfois dévié sous forme de tracis — était une mise en garde contre l'aide que les villageois apportent ou seraient tentés d'apporter aux commandos qui cherchent à pénétrer en Israël.

Des unités d'artillerie, des chars et des hélicoptères auraient participé à l'incursion et à un ratissage mené parfois de maison à maison dans les villages « visités ». — Mimes, Ain-Ara, Kfar, Chabab, notamment. Les troupes se sont approchées mardi à une dizaine de kilomètres des positions syriennes dans la vallée de la Bekaa libanaise. La radio a annoncé que ces forces syriennes avaient été mises en état d'alerte maximum. Mais les responsables israéliens ont pris grand soin de souligner que l'opération n'entendait aucunement provoquer Damas.

La « zone de sécurité »

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a assuré qu'il n'y avait « pas de changement » de la politique israélienne dans la région. Interrogé sur la possibilité d'un affrontement avec les Syriens, il a répondu : « Je suis certain que l'armée a pris en compte toutes les éventualités et je ne pense pas que nous courons un

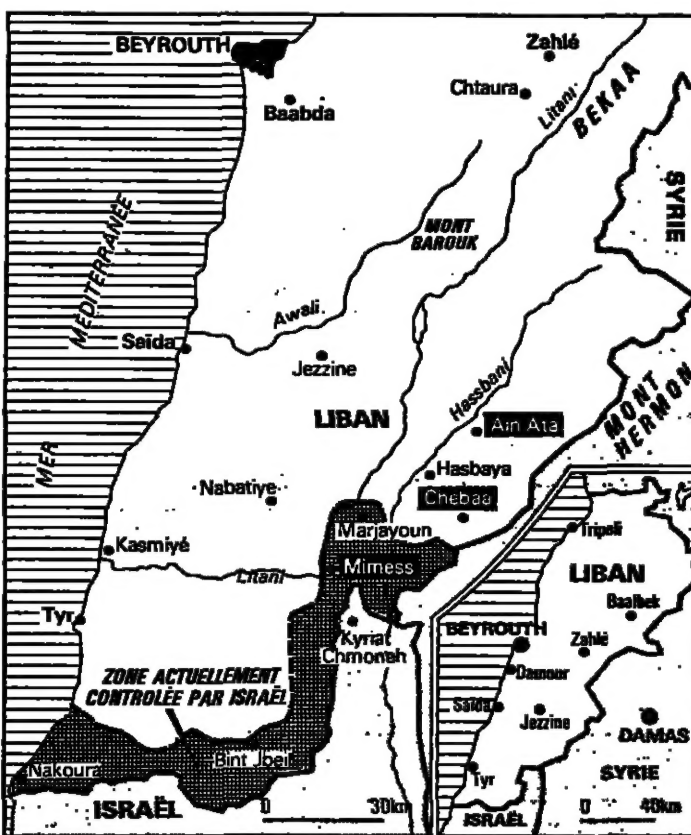
risque de complications (avec les troupes syriennes) ». Le général Peled a fourni les mêmes assurances, affirmant pour sa part : « Je suis sûr que les Syriens comprennent parfaitement ce que nous faisons, et il n'y a pas de danger de conflit entre nous ».

En dépit de condamnations enroblées çà et là dans la communauté internationale, le raid a été unanimement approuvé par les forces politiques israéliennes. Aucun des grands partis n'y voyait mardi le risque d'un nouvel enlèvement libanais. Chacun estimait que l'opération était conforme à la politique définie il y a trois ans lorsque l'armée quitta le Liban (au printemps 1985) à l'issue de la désastreuse campagne lancée en 1982. Un secteur tampon avait alors été mis sur pied par l'Etat hébreu tout au long de la frontière, côté libanais : cette « zone de sécurité » a été confiée au contrôle de l'ALS, qui dispose de quelque deux mille sept cents hommes.

Aujourd'hui, la plupart des dirigeants du pays estiment que la zone remplit correctement son rôle, empêchant un grand nombre d'infiltrations le long d'une frontière dont personne n'imaginait qu'elle puisse être un jour totalement imperméable. L'Etat-major n'a jamais exclu la nécessité d'incursions ponctuelles au Liban en cas de réchauffement du secteur ; mais il estime en revanche qu'il n'a pas besoin d'étendre la « zone de sécurité ».

Le ministre de la Défense est du même avis. Dressant dimanche le bilan de la situation à la frontière nord depuis trois ans, M. Rabin constatait : « Depuis que le retrait a été achevé, aucun civil israélien n'a été tué dans le Nord à la suite d'une attaque terroriste en provenance du Liban ; par contre, trente-quatre soldats israéliens ont été tués, deux autres ont été kidnappés par le Hezbollah extrémiste chiite et un troisième, un navigateur des forces israéliennes, est détenu par le mouvement chiite Amal. C'est un prix à payer, et il est douloureux, mais en dernière analyse la mission d'assurer la sécurité des populations civiles de Galilée a été accomplie ».

ALAIN FRACHON.



Après l'assassinat de Mgr Khoreiche

Le patriarche maronite dénonce ceux qui veulent instaurer « la terreur »

Beyrouth (AFP). — La plus haute autorité maronite du Liban, Mgr Nasrallah Sfeir, a dénoncé, le mardi 3 mai, le climat de « terreur » que les meurtriers de Mgr Albert Khoreiche ont cherché, selon lui, à créer en l'assassinant. « La liberté de parole ouvrirait-elle au Liban le chemin du tombeau ? » s'est interrogé le patriarche maronite dans son communiqué, lors des obsèques de Mgr Khoreiche en siège du patriarcat, à Bkerke, à 20 kilomètres au nord-est de Beyrouth.

Après avoir tracé de Mgr Khoreiche le portrait d'un homme de foi, d'intégrité et de courage, Mgr Sfeir

enthousiasme de ses étudiants de l'université libanaise et du séminaire de Ghazir. Mgr Sfeir s'est demandé : « L'a-t-on tué pour créer une atmosphère de terreur où chaque citoyen sait ce qu'il attend s'il ose élever la voix pour se plaindre ? »

Le président libanais Amine Gemayel et le premier ministre, M. Selim Hosn (sunnite), s'étaient fait représenter aux funérailles de Mgr Khoreiche, auxquelles ont assisté plusieurs centaines de personnes, dont des diplomates et des représentants des Forces libanaises et le président du parti Kataeb, M. Georges Saadé.

A TRAVERS LE MONDE

Nigéria

Les syndicats mettent fin au mouvement de grève nationale

Les dirigeants syndicaux nigériens ont accepté, lundi 2 mai, de suspendre le mouvement de grève qui touchait l'ensemble du pays depuis la semaine dernière pour protester contre l'augmentation du prix de l'essence. La décision a été annoncée lors d'une conférence de presse commune avec le ministre du travail, après trois jours de négociations à Lagos.

Selon un communiqué signé par les deux parties, les dirigeants syndicaux emprisonnés vont être libérés, les ouvriers qui s'étaient mis en grève ne seront pas pénalisés, et le gouvernement militaire s'engage à

accélérer la réévaluation des salaires, que ce soit dans le secteur public ou dans le secteur privé.

Mais les pressions exercées par les syndicats pour faire revenir le gouvernement sur l'augmentation du prix de l'essence n'ont, semble-t-il, pas donné de résultats. — (Reuters.)

Tchad

La France va construire un aéroport en dur à Faya-Largeau

Le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, a annoncé mardi 3 mai que la France allait construire un aéroport en dur à Faya-Largeau, la grande palmeraie du nord du Tchad reconquise l'an passé par

les forces du président Hissène Habré.

Dans un entretien accordé à Radio-France Internationale (RFI), M. Aurillac a précisé que cet aéroport serait utilisé « essentiellement » à des fins civiles et économiques pour permettre le développement du nord du Tchad. « Qui dit aéroport en dur et piste longue dit aussi que l'on peut y poser des avions de combat, et je crois que le colonel Kadhi comprendra très bien que c'est dissuasif », a-t-il cependant ajouté.

Ancienne capitale du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti) et ville natale du président Hissène Habré, Faya-Largeau avait été occupée par les Libyens en 1983 et les partisans de Goukouni Oueddei. L'armée de l'air française devait compter essentiellement sur l'aéroport de N'Djamena pour ses opérations dans le pays. Depuis un an, les Français ont également entrepris l'aménagement d'une piste à Abéché, dans l'est du pays, juste au-

dessous de l'ancienne « ligne rouge » du 16° parallèle.

Koweït

M. Bellivier est nommé ambassadeur de France

M. Jean Bellivier a été nommé ambassadeur de France au Koweït en remplacement de M. Marcel Laugel. [Né en 1928, M. Jean Bellivier est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Admis aux concours pour l'emploi de secrétaire d'Orient en 1955, il a été notamment en poste à Djeddah, Sousse et Tunis (1957-1958), à Salisbury (Rhodésie du Sud) de 1964 à 1970, puis chargé d'affaires à Abou-Dabi (1972-1978) et ambassadeur à Doha (Qatar) de 1978 à 1981. Depuis mai 1983, il était ambassadeur en Maranie.]

40^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ETAT D'ISRAEL.

ELIE BARNAVI

Une histoire moderne d'Israël

Flammarion

Un livre pour ouvrir les yeux, par un politologue et professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv.

Jean-François Held - L'Evénement du Jeudi

Flammarion

Senegal : après des élections municipales contre M. Wade

Tension persistante à Dakar

Les élections municipales de Dakar, qui ont eu lieu dimanche 3 mai, ont été marquées par une tension persistante. Le maire sortant, M. Wade, a été réélu, mais avec une majorité réduite. Les résultats ont été contestés par l'opposition, qui accuse le pouvoir de fraude. Des manifestations ont eu lieu dans la capitale, et la situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

La tension persiste à Dakar, où les résultats des élections municipales ont été contestés. L'opposition accuse le pouvoir de fraude et des manifestations ont eu lieu. La situation reste tendue.

1^{er} FESTIVAL DE PARIS

LE GRAND HOMMAGE DES MUSICIENS ITALIENS

Il est des langages universels qui rapprochent les hommes. La musique en est un.
Le Groupe Ferruzzi et Béghin-Say rendent hommage à la musique en parrainant le 1^{er} Festival de Paris.

4, 5, 6 et 7 Mai - Théâtre de Paris
MILVA

«Chansons d'entre les deux guerres»
Mise-en-scène: Filippo Crivelli

15 Mai - Salle Pleyel
ADELAIDE DE BOURGOGNE
Musique: Gioacchino Rossini
Direction musicale: Alberto Zedda
Interprété par:
Martine Dupuy - Mariella Devia

25, 27 et 29 Mai - T.M.P./Châtelet
IPHIGENIE EN TAURIDE
Musique: Niccolò Piccini
Direction musicale: Donato Renzetti
Mise-en-scène: Luca Ronconi
Costumes: Carlo Diappi
Interprété par:
Katia Ricciarelli - Ludwig Bauman

13 Juin - Théâtre Marigny
LA NAISSANCE DE L'AUREOLE
«Fête Pastorale»
Musique: Tomaso Albinoni
Direction musicale: Claudio Scimone
Costumes: Carlo Diappi
Interprété par:
Cecilia Gasdia - Margarita Zimmerman



Gruppo Ferruzzi



Asie

AFGHANISTAN : selon Amnesty International

Des forces soviétiques auraient exercé des représailles contre des civils

Dans un rapport diffusé mercredi 4 mai, Amnesty International affirme avoir pu réunir des informations prouvant que des civils afghans, notamment des réfugiés, sont fréquemment capturés et exécutés par les forces soviéto-afghanes. Se fondant sur des informations recueillies au Pakistan et en Inde, l'organisation humanitaire cite plusieurs cas précis.

En octobre 1987, « un groupe d'une centaine de familles du village de Sherkhudo, dans la province de Faryab, à l'extrême nord-ouest du pays, a été attaqué à deux reprises au cours de leur fuite de plus de 500 kilomètres vers la frontière pakistanaise ». Bilan de la première attaque : dix-neuf personnes auraient été tuées, dont sept enfants de moins de six ans. « Quinze jours plus tard, poursuit le communiqué, des hélicoptères auraient ouvert le feu sur le groupe, tuant cinq hommes ».

Autre exemple, « le 10 octobre 1987, les forces soviétiques auraient tué vingt-neuf civils non armés (femmes, enfants et vieillards pour la plupart) en mettant le feu à un autobus » dans la province de Logar, à la suite d'une embuscade

au cours de laquelle « dix-sept soldats soviétiques auraient trouvé la mort, la veille, au même endroit ».

Amnesty ajoute que « les témoignages de nombreux Afghans montrent que la torture a continué à être utilisée en Afghanistan (peut-être d'une façon moins systématique que les années précédentes) ».

A Paris, d'autre part, le numéro deux de la résistance pour la province de Hérat (ouest de l'Afghanistan), le commandant Allahuddin, a déclaré que les Soviétiques prépareraient leur repli de cette région. Ils ont déjà coupé, a-t-il dit, l'oléoduc soviétique approvisionnant la ville de Hérat, et évacué la zone frontalière de l'Iran. Les résistants ont pratiqué le contrôle de la province. Le commandant Allahuddin a estimé qu'en règle générale, les réfugiés afghans ne pourraient être rapatriés avant la mise en place d'un « gouvernement de moudjahidin » à Kaboul.

Enfin, le président Najibullah, chef du régime de Kaboul, était attendu mercredi à New-Delhi pour une visite officielle. La veille, le président pakistanais a reçu à Islamabad M. K.P.S. Menon, secrétaire indien aux affaires étrangères.

JAPON

Quand les ambassadeurs se livrent à la spéculation foncière

TOKYO

de notre correspondant

Certains ambassadeurs, comme celle de l'Ouganda, ont dû fermer leurs portes en raison des loyers exorbitants pratiqués à Tokyo. D'autres cherchent à tirer profit des terrains qu'elles possèdent dans la ville la plus chère du monde. Ainsi, l'Australie vient-elle de vendre 6 000 mètres carrés, soit un tiers des propriétés qu'elle possède au centre de Tokyo, pour remédier partiellement à son déficit budgétaire. La Chine fait de même pour construire une nouvelle résidence à son ambassadeur. Le rumeur court que l'Argentine pense, en revanche, vendre celle de son représentant, afin d'investir cet argent dans la construction de sa nouvelle capitale, si celle-ci voit le jour.

Cette propension au commerce immobilier de certains missions diplomatiques ne va pas sans créer quelque tension avec la municipalité de Tokyo. Car les vendeurs entendent « faire du yen », et ils se réjouissent aussi d'un gain qu'un quelconque spéculateur nippon. Or les édiles de Tokyo craignent que ces opérations importantes ne ralentissent la hausse des prix du terrain à Tokyo. Celle-ci a déjà atteint des sommets : une augmentation de 69 % dans le centre au cours de l'année fiscale qui s'est achevée le 31 mars, soit trois fois supérieure à celle de 1986.

L'Australie était sur la sellette. Elle voulait vendre ses 6 000 mètres carrés de jardin pour 475 millions de yens, un prix deux fois plus élevé que celui

du marché dans le quartier. Mais elle a dû faire des concessions et baisser ses prétentions à 455 millions (1).

Selon la loi japonaise, les ambassadeurs ont le droit de réaliser leurs avoirs à n'importe quel prix ; mais, aux termes de nouvelles dispositions prises pour chercher à enrayer une fantastique flambée des prix, les vendeurs sont tenus d'informer les autorités des conditions du contrat avant la signature. La mairie se trouve dans une situation tout aussi délicate avec les Chinois, qui entendent vendre une partie des terrains qu'ils possèdent (ceux-ci au demeurant avaient déjà été repris à Taiwan lorsque Pékin et Tokyo rétablirent leurs relations diplomatiques en 1972) pour plus de 110 millions de dollars.

Tandis que les Américains, les Britanniques ou les Soviétiques, ancrés sur leurs positions au centre de Tokyo, observent les marchandages des missions diplomatiques qui ont fait leur entrée inopinée sur le marché foncier, une petite ambassade comme celle de la Zambie est sur le point d'être expulsée par son propriétaire dans le cadre d'un plan de redéveloppement urbain. Dans la ville la plus chère du monde, les déséquilibres Nord-Sud sont sensibles même au sein du corps diplomatique.

PHILIPPE PONS.

(1) Non sans faire remarquer aux autorités qu'elles avaient été moins regardantes, l'an dernier, lors de la vente des terrains appartenant aux compagnies de chemin de fer privatisées, marquée par une intense spéculation.

EN BREF

● PHILIPPINES : mort de la mère de M. Marcos. — La mère de l'ancien président Marcos, Dona Josefa Erdalin Marcos, est morte, le mercredi 4 mai, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, au Veterans' Memorial Hospital de Manille, a annoncé un des médecins de l'hôpital, le docteur Giovanni Ong. La nouvelle a été confirmée au service de presse de la présidence.

La présidente Cory Aquino avait été saisie d'une demande de Dona Josefa d'autoriser l'ancien président Marcos à revenir aux Philippines pour qu'elle puisse revoir son fils avant sa mort. Le gouvernement a annoncé, mercredi en milieu de journée, que l'ancien président ne serait pas autorisé à revenir d'exil pour assister aux funérailles. — (AFP.)

● CAMBODGE : soutien de la CEE au prince Sihanouk. — Les ministres des affaires étrangères de la CEE ont, pour la première fois, exprimé, mardi 3 mai, leur soutien aux efforts du prince Sihanouk pour régler le conflit cambodgien. Un communiqué conjoint publié à l'issue de la septième réunion officielle CEE-ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), qui a eu lieu lundi et mardi à Düsseldorf, invite, en outre, « le Vietnam à se joindre au prince Sihanouk dans les pourparlers de paix ». — (AFP.)

Europe

URSS

La réapparition de M. Boris Eltsine témoin du renforcement du camp des réformateurs

MOSCOU

de notre correspondant

Cinq mois après qu'il eut été limogé de son poste de premier secrétaire de Moscou pour radicalisme réformateur et deux mois seulement après son éviction du bureau politique, M. Eltsine a déjà plus qu'amorcé son retour sur le devant de la scène politique.

Aujourd'hui premier vice-président du comité d'Etat pour la construction, il vient, en effet, donner une longue interview à *Stroitelnaïa Gazeta*, journal spécialisé dans les questions du bâtiment et largement diffusé en kiosques. Trois jours plus tôt, dimanche 1^{er} mai, on pouvait l'apercevoir dans les tribunes du défilé sur la place Rouge, et le mois dernier il avait fait sa première réapparition dans les colonnes d'une nouvelle édition des *Nouvelles de Moscou* destinée à l'Allemagne fédérale.

De semaine en semaine, ce retour ne fait donc que s'affirmer à la faveur du renversement du rapport de forces entre conservateurs et réformateurs, ces derniers tenant plus que jamais le haut du pavé. Mardi soir 3 mai, les *Izvestia* ont ainsi publié l'un des réquisitoires contre le stalinisme les plus nets et plus vigoureux qu'on ait pu lire

jusqu'à présent dans la presse soviétique.

Ecrivain très connu, l'auteur de ce réquisitoire, M. Tchinguiz Altmatov, s'élève en particulier contre l'idée, très solidement ancrée dans l'esprit des Soviétiques, que ce serait Staline en personne qui aurait, grâce à un génie propre, remporté la guerre contre l'Allemagne nazie. Paradoxe quand on se rappelle que le « Petit Père des peuples » avait totalement exterminé, à la fin des années 30, tout l'état-major de l'armée rouge et qu'il avait surtout, jusqu'au dernier moment, refusé d'admettre l'imminence de l'offensive allemande, ce mythe sert de fondement premier aux protestations contre la lecture de l'histoire soviétique — c'est-à-dire, indirectement, contre la politique de M. Gorbatchev.

On ne défend pas la répression stalinienne, mais on argue de ce qu'elle serait peu de chose comparée au salut de la patrie et l'on conclut que les partisans des réformes insultent la génération de la guerre et ne sont donc pas des patriotes. « Qui peut démontrer que le pays aurait perdu la guerre si le chef suprême n'avait pas été Staline », rétorque en conséquence M. Altmatov, en déclarant — exceptionnelle audace — qu'on ne doit pas oublier l'aide militaire des Etats-Unis et de la

Grande-Bretagne et qu'il faut se souvenir des camps où Staline avait enfermé les soldats soviétiques faits prisonniers par les nazis.

Le même numéro des *Izvestia* publie une interview du général Vologonov, qui vient de prendre la tête de l'Institut d'histoire du ministère de la défense et explique que les Soviétiques ont droit à pouvoir comprendre pourquoi les « armées nazies ont pu arriver jusqu'aux murs de Moscou ». Le général déplore également la discrétion observée jusqu'à présent sur le rôle des alliés, car c'est là, dit-il, une leçon fondamentale de la dernière guerre.

Le renouveau a le vent en poupe, mais le rationnement du sucre est en train de se généraliser progressivement à l'ensemble du pays tant les rayons sont pillés pour la fabrication artisanale de l'alcool. Plus généralement, les pénuries deviennent partout de plus en plus visibles et suscitent, vient de déclarer à la *Komsomolskaïa Pravda* un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, une augmentation marquée des détournements de produits vers le marché noir.

La « perestroïka », déclare M. Eltsine dans son interview, est entrée dans une « phase décisive » et « il ne faut pas tromper l'espoir des gens, car il serait ensuite difficile de leur rendre confiance ».

BERNARD GUETTA.

« Gorbatchev cherche un compromis avec les forces religieuses »

déclare à Paris le dissident Igor Ogourtsov

« Ou bien ils périssent, ou bien ils grandissent » : quand on l'interroge sur la capacité de survie des prisonniers au goulag, Igor Ogourtsov sait de quoi il parle. Il vient de purger un total de vingt années de privation de liberté : dix ans de prison dans deux des pires établissements soviétiques (Vladimir, Tchistopol) ; cinq ans de travaux forcés et cinq ans de rééducation au nord de l'Oural. Libéré le 13 février 1987, il était pour la première fois à Paris mardi 3 mai.

Dès 1967, alors qu'Ogourtsov était jugé pour ses activités dissidentes, l'écrivain Pierre Emmanuel adressait à Kossyguine une lettre de protestation parue dans *le Monde* du 6 décembre. Par la suite, des militants d'Amnesty, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, l'Aide aux croyants d'URSS, un comité d'intellectuels né à Aix-en-Provence autour d'Olivier Clément, Maurice Clavel, Jean-Marie Domenech, Eugène Ionesco, etc., ne devaient jamais relâcher leurs campagnes d'opinion pour faire libérer l'opposant politique et l'homme de foi. « Ce témoin de l'Esprit nous ne pouvons pas le laisser détruire », disait encore Pierre Emmanuel (*le Monde* du 17 mai 1979).

Le crime d'Ogourtsov — nourri des lectures de Nicolas Berdiaev, Jacques Maritain, Emmanuel Mounier, Gabriel Marcel — avait été la création à Leningrad, en 1964 (il avait vingt-sept ans) d'une Alliance sociale chrétienne pour la libération

du peuple. Aujourd'hui encore un brin provocateur, il dit : « Même dans les griffes du goulag, je me sentais heureux. Je savais que j'avais pris le bon chemin et que le Christ était à mes côtés. Au-delà des murailles et des fils de fer barbelés, je devinais la puissance de la prière de mes sœurs et de mes frères ».

Meurtres physiques, assassinats métaphysiques : Ogourtsov n'a pas assez de mots pour décrire les internements psychiatriques mis à la mode par le KGB. De la situation actuelle en Union soviétique, il reconnaît qu'elle a un caractère inouï, sans précédent.

Mais, s'il s'insurge quand il voit, « en pleine période de démocratisation et de « glasnost », tant d'hommes encore derrière les barreaux luttant précisément pour la démocratisation et la « glasnost ». Il assure que rien n'a changé depuis Gorbatchev dans le régime péniten-

tiaire, mais que « des forces entières commencent à pousser sur les ossuaires ».

S'agissant de la liberté religieuse, le dissident admet que « la situation actuelle ouvre aux croyants soviétiques des perspectives meilleures », mais, à propos de la rencontre du 29 avril dernier entre M. Gorbatchev et le patriarche Pimène de Moscou, il dit : « Ce n'est pas la première fois que le régime, au bord de l'abîme, cherche un compromis avec les forces patriotiques et religieuses ».

Igor Ogourtsov se déclare volontaire pour aider à la création d'un large front patriotique pour la renaissance spirituelle de l'Union soviétique. « Vœu pieux ? Qui lui en voudra de ne pas être plus précis sur les moyens d'y parvenir, lui qui a quitté son pays le 29 novembre dernier et n'ignore pas qu'il ne le reverra pas avant longtemps ?

H. T.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Présentant le programme du nouveau gouvernement

M. Strougal a fait son autocritique

VIENNE

de notre correspondante

Le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladomir Strougal, a laissé prévoir « des temps difficiles et conflictuels » à la Tchécoslovaquie en présentant, le mardi 3 mai, devant l'Assemblée fédérale, le programme du nouveau gouvernement en place depuis le 21 avril dernier.

M. Strougal a fait son autocritique en reconnaissant sa part « personnelle de responsabilité dans la situation et les insuffisances de l'économie aussi bien que d'autres domaines ». Il a notamment annoncé la révision en baisse des objectifs du plan quinquennal en cours (1986-1990), en raison d'une croissance moins rapide que prévu du produit intérieur brut et de pertes considérables dans le commerce extérieur dues à la production de trop de marchandises non compétitives sur le marché international. Dans ce contexte, il a exigé une plus grande efficacité, une meilleure qualité et une baisse des coûts dans les secteurs de production. Il a également annoncé une compression de 30 % des effectifs dans l'appareil administratif.

M. Strougal a relevé la nécessité d'une profonde restructuration de l'économie et d'une démocratisation de la société en sollicitant une plus grande activité des organisations sociales réunies au sein du Front national pour soutenir le gouvernement dans la « recherche de solutions aux problèmes économiques et sociaux qui se posent ».

Le chef du gouvernement a annoncé devant l'Assemblée fédérale la modification de la législation existante en vue d'un assouplissement, dès l'année prochaine, des dispositions réglant les voyages des citoyens tchécoslovaques à l'étranger.

Le premier ministre a fait allusion aux controverses au sein de la direction tchécoslovaque sur les réformes prévues en déclarant que certains membres de l'appareil dirigeant continuent à avoir des « doutes », voire de « sérieuses réserves » en ce qui concerne la nécessité de la « perestroïka ».

WALTTRAUD BARYLL.

● Arrestations. — Cinq personnes ont été arrêtées au cours du dernier week-end à Prague et à Bratislava (Slovaquie) pour avoir enlevé des drapeaux rouges et soviétiques dans les rues pavées pour le 1^{er} mai, a rapporté, mardi 3 mai, le quotidien du Parti communiste *Rude Pravo*. — (AFP.)

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à l'assassinat, en Grèce, du chef de l'ASALA (*le Monde* du 30 avril), nous avons mentionné par erreur, au sud d'Athènes, le golfe de Salonique. Il s'agissait évidemment du golfe Saronique.



UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Un grand marché intérieur sans frontières, à l'horizon 1992, voilà la priorité politique de la Commission des Communautés européennes et celle aussi de notre programme d'édition.

Pour être régulièrement informé sur le ou les thèmes qui vous intéressent(nt), il suffit que vous complétiez cette annonce et la retourniez, sans engagement de votre part, à :

★ ★ ★ L'Office des publications officielles
des Communautés européennes
★ ★ ★ DIV. MO.
★ ★ ★ L-2985 Luxembourg

- ☐ 001 Des normes pour les entreprises
- ☐ 002 Ouverture des marchés publics
- ☐ 003 Libération des mouvements des capitaux et SME
- ☐ 004 Guide des professions dans l'optique du grand marché
- ☐ 005 Les aspects sociaux du grand marché
- ☐ 006 Transport et grand marché
- ☐ 007 Consommateurs et grand marché
- ☐ 008 Fiscalité
- ☐ 009 Télécommunications
- ☐ 010 Energie
- ☐ 011 Coopération industrielle et technologie
- ☐ 012 Agriculture
- ☐ 013 Audiovisuel et grand marché

NOM : Prénom :

Rue : N° :

Code postal : Ville : Pays :

هكذا من الأصل

ope

Une réforme réformatrice

TOUR COLOMBIEN

M. Strougal a fait
son autocritique

Strougal a fait son autocritique

Le directeur général de la télévision publique française, M. Strougal, a fait son autocritique. Il a reconnu que la télévision publique française avait commis des erreurs et qu'il fallait y remédier.

Le directeur général de la télévision publique française, M. Strougal, a fait son autocritique. Il a reconnu que la télévision publique française avait commis des erreurs et qu'il fallait y remédier.

Le directeur général de la télévision publique française, M. Strougal, a fait son autocritique. Il a reconnu que la télévision publique française avait commis des erreurs et qu'il fallait y remédier.

compromis

1985

Ogareffov

Ogareffov a fait son autocritique

Ogareffov a fait son autocritique. Il a reconnu que la télévision publique française avait commis des erreurs et qu'il fallait y remédier.

Ogareffov a fait son autocritique. Il a reconnu que la télévision publique française avait commis des erreurs et qu'il fallait y remédier.

UNE EUROPE SANS FRONTIÈRES

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

Une Europe sans frontières

*L'élan Transpac,
c'est 12% de baisse sur vos coûts
de transmission de données.
Et la sécurité en plus.*

TRANSPAC. 1^{er} RÉSEAU MONDIAL DE TRANSMISSION DE DONNÉES.

En cinq ans, TRANSPAC a multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. Les délais de raccordement sont trois fois plus courts, les performances améliorées, la sécurité renforcée, le service perfec-

tionné. Tout ceci sans augmentation des coûts de transmission, bien au contraire; pour la deuxième année consécutive, ils sont en baisse: 12% au 1^{er} janvier dernier. 1988: 50 commutateurs supplémentaires implantés dans toute

la France, ouverture de nouveaux modes d'accès indirects sécurisés (cartes à mémoire X32, modems asynchrones à correction d'erreur). A l'horizon 90: un nouveau mode d'accès à TRANSPAC: le RNIS. C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15. Tél.: (1) 45.38.52.11.

Prenez l'Élan Transpac.

TRANSPAC

Europe

RFA : Le SPD favori aux élections régionales du Schleswig-Holstein

Le point final de l'affaire Barschel, le plus gros scandale politique de l'histoire de la République fédérale

KIEL
de notre envoyé spécial.

Les élections régionales qui se déroulent le dimanche 8 mai au Schleswig-Holstein sont à tous égards exceptionnelles, même si la prise du pouvoir plus que probable par les sociaux-démocrates dans un Land tenu depuis trente-huit ans par les chrétiens-démocrates ne saurait être interprétée comme le signe annonciateur d'un changement de majorité à Bonn. L'ombre d'Uwe Barschel, trouvé mort dans la baignoire d'une chambre d'hôtel de Genève le 11 octobre 1987, plane sur ce scrutin qui, comme les autres, sera le point final du scandale politique le plus grave de l'histoire de la RFA.

La morale d'une fable ou le bon le leader SPD local Björn Engholm, victime des agissements du mauvais, le défunt ministre président Barschel, devrait, avec le pouvoir, recevoir réparation des injures subies. Celles-ci sont consignées dans un livre bleu de trois cents pages, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur « l'affaire de Kiel » qui décrit par le menu la manière dont Uwe Barschel et son équipe ont tenté, avant les élections du mois de septembre dernier, de salir la réputation d'un Björn Engholm en pleine ascension.

Les révélations du rapport confirment et amplifient les informations publiées par la presse dès le lendemain de l'élection de septembre, après que l'un des acteurs principaux de cette sale besogne, Reiner Pfeiffer, employé au service de presse de la chancellerie du Land, eut décidé de soulager sa conscience en racontant tout au magazine *Der Spiegel*. Il ne restait plus à Uwe Barschel, qui avait donné le 18 septembre sa « parole d'honneur » devant les caméras de la télévision qu'il n'était mêlé en rien à cette affaire, qu'à trouver dans la mort volontaire une issue à la situation où sa peur panique de perdre le pouvoir l'avait entraîné.

Les élections du 8 mai se déroulent ainsi à front renversé. Les chrétiens-démocrates, détenteurs d'un pouvoir sans partage pendant près de quatre décennies, apparaissent comme les challengers du Parti social-démocrate et de son leader Björn Engholm. La notoriété et la popularité de ce dernier dépassent de très loin celle de son nouveau concurrent CDU, M. Heiko Hoffmann, ministre de la justice dans le gouvernement sortant.

La campagne « molle » de la CDU

« La politique a un nouveau visage », est-il écrit sur ses affiches où il promet aux électeurs une « nouvelle pensée » de son parti. Ce manque volontaire d'agressivité dans le combat politique n'est pas du goût de tout le monde. Une partie de l'appareil chrétien-démocrate, les hommes qui furent les proches d'Uwe Barschel, voudrait que l'on tire un trait définitif sur l'affaire, et que l'on revienne à la lutte politique traditionnelle avec ses « coups de gueule » et ses coups bas.

La « mollesse » de la campagne électorale CDU inquiète même les libéraux, qui ont annoncé qu'ils feraient alliance avec les chrétiens-démocrates si les deux partis obtenaient la majorité au Landtag. Pour décrire la situation, M. Wolf Dieter Zumpfort, tête de liste du FDP, emploie une métaphore maritime qui convient à ce terroir qui s'étend entre la mer du Nord et la Baltique : « Nous sommes dans la situation du petit remorqueur qui essaie de tirer d'affaire un paquebot sinistré, si celui-ci n'y met pas un peu de sien, nous risquons de couler avec lui... » Entré de justesse au Landtag au mois de septembre avec 5,2 % des voix, le FDP craint avant tout que la polarisation sur les deux grands partis consécutifs à « l'affaire » ne lui soit fatale. Les dirigeants nationaux du Parti libéral sont d'ailleurs les seuls à venir prêter main forte à leurs candidats locaux.

M. Engholm n'estime pas avoir besoin d'une mobilisation exception-

nelle de ses amis de Bonn, et les ténors de la CDU hésitent à aller se compromettre en un combat dont l'issue pour eux fait à peine de doute. La discrétion de M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances, et président du parti au Schleswig-Holstein, est particulièrement remarquable. Le débat en cours sur la réforme fiscale à Bonn lui donne certes un prétexte à ne faire que de rares apparitions dans un Land dont il fut pendant onze ans le ministre-président, mais cela fait sur place l'effet d'un général qui laisse ses troupes aller seules à un combat sans espoir.

M. Björn Engholm, même s'il se défend de vendre la peau de l'ours, se conduit dans cette campagne comme s'il était déjà le premier à Kiel. Il a déjà constitué autour de lui un « cabinet fantôme » où les postes ministériels sont distribués, dans lequel on trouve — air du temps oblige — de nombreuses femmes. Lui, ancien « gauchiste » au sein du SPD tient maintenant le discours rassembleur et réaliste qui convient à celui qui va, dans quelques jours, devoir assumer une gestion difficile. La situation économique n'est pas rose dans cette région nordique. Le taux de chômage (10 %) est plus élevé que la moyenne nationale. A l'intérieur même du Land des disparités existent entre le sud, plus prospère grâce à la proximité de Hambourg, et le nord, frappé par la crise des chantiers navals et desservi par sa situation à l'écart des grandes voies de communication. Les agriculteurs sont mécontents de la politique suivie à Bruxelles, et les écologistes s'insurgent contre la mise en service d'une nouvelle centrale nucléaire, la troisième du Land.

M. Engholm, qui fut ministre de l'Éducation dans le cabinet d'Helmut Schmidt n'est plus, à quarante-sept ans, le socialiste romantique qu'il fut lors de ses débuts en politique. Il aime toujours à s'entourer de personnalités du monde littéraire et artistique qui viennent aujourd'hui, comme l'écrivain Günter Grass, lui prêter main forte dans sa campagne.

Dans la controverse qui, au sein du SPD, oppose M. Oskar Lafon-

taine aux dirigeants syndicaux sur la question des 35 heures avec ou sans compensation salariale intégrale, il s'est, après quelques hésitations, rangé du côté des syndicats, malgré ses affinités de génération avec le bouillant ministre-président de la Sarre. Il ne tient pas, à la veille d'élections décisives, à diviser le « parti profond » du Schleswig-Holstein, fortement imprégné de tradition syndicale. « Jamais nous n'avons eu une occasion aussi favorable de prendre le pouvoir », reconnaît M. Björn Engholm, ce sera le 8 mai ou jamais... »

S'il ne fait aucun doute que le SPD sera, comme au mois de septembre dernier, le premier parti à Kiel, quelques incertitudes demeurent sur sa capacité à conquérir à lui seul la majorité absolue des 74 man-

dates au Parlement. S'il peut compter sur l'appui du député de la minorité danoise, M. Karl Otto Meyer, qui devrait retrouver son siège sans problème, le soutien des libéraux, qui ont annoncé qu'ils engageront des discussions avec le SPD en cas d'échec des chrétiens-démocrates, devra être payé par des concessions importantes sur des questions comme l'énergie nucléaire et les privatisations. Une hypothèse que M. Engholm se refuse à évoquer avant le 8 mai, mais qui, à l'exemple de la cité-Etat voisine de Hambourg, fait partie maintenant des schémas politiques admis par les deux partis.

La faiblesse locale des Verts (3,9 % des voix aux dernières élections) leur donne peu d'espoir de faire leur entrée au Landtag.

Les observateurs politiques de la République fédérale prêteront en

revanche une grande attention au score réalisé par les divers partis d'extrême droite qui espèrent recueillir les suffrages des « déçus » de la CDU. Leur division en plusieurs formations concurrentes leur interdit d'espérer atteindre la barre des 5 %, mais si, comme aux élections du Bade-Wurtemberg du mois de mars dernier, on devait assister à une percée à droite de la CDU, le débat stratégique en cours dans le Parti chrétien-démocrate devrait être relancé. Le mouvement amorcé par ce parti vers une approche « réaliste » de la question de la réunification allemande, ses tentatives pour disputer au SPD l'électorat jeune et urbanisé des « nouvelles couches sociales » pourraient alors marquer le pas.

LUC ROSENZWEIG.

Les grèves et les manifestations en Pologne

(Suite de la première page.)

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées, ce qui porte à quatre cents, selon l'opposition, le nombre de Polonais appréhendés ces derniers jours.

Après les neuf membres de la direction de Solidarité (qui en compte treize), M. Adam Michnik, historien et idéologue du syndicat, a été interpellé à son tour dans les rues de Gdansk.

La grève est entrée dans son sixième jour aux aciéries de Nowa Huta, près de Cracovie. Elle a été déclenchée mardi dans une mine de cuivre de Polkowice, dans le sud-ouest du pays ; elle a duré quelques heures à l'usine de matériel ferroviaire Pafawag à Wrocław, en Silésie, avant que des négociations ne calment les ouvriers, et elle menace aux usines automobiles FSM de Bielsko-Biala.

Des étudiants s'y sont joints aussi à Gdansk, à Varsovie et à Cracovie, en signe de solidarité.

La télévision a diffusé mardi soir un communiqué du bureau politique du Parti communiste polonais, qui tente d'allier un ton conciliant à la fermeté. Le bureau politique affirme « pleinement comprendre et partager les préoccupations des citoyens » face aux hausses de prix et en appelle au « réalisme et au sens des responsabilités ».

Mais, dit-il, « il faut s'opposer fermement aux dangers de la désinhibition économique. Le bureau politique ne permettra pas de violation de la paix sociale, de l'ordre juridique et de la discipline. L'intérêt commun de tous les travailleurs polonais doit l'emporter ».

De son côté, la direction régionale de Solidarité pour Varsovie a averti dans un communiqué que tout recours à la force entraînerait un mot d'ordre de grève pour l'ensemble du pays. « La pression salariale est devenue un moyen de lutte et une motion de censure contre le pouvoir, ajoute le communiqué. La grève constitue aujourd'hui l'espoir et le symptôme de l'effondrement du système ».

« Trouvez-vous un autre Walesa »

Aux cris de « Lech! Lech! », M. Walesa, quarante-quatre ans, a brièvement repris du service mardi 3 mai devant les grévistes des chantiers navals de Gdansk. Mais on se faisait quelque peu prier : « Je ne suis pas votre leader », a-t-il lancé aux ouvriers. « Je suis fatigué. Vous devez vous trouver un autre Walesa ».

Puis, s'adressant visiblement au-delà des grilles des chantiers : « Nous voulons être entendus en Union soviétique. Si nous n'appliquons pas la « perestroïka », si

nous ne faisons pas les réformes pacifiquement et avec la nation, alors nous sommes menacés d'une sanglante révolution. On peut achever Gorbatchev, mais cela ne ferait que retarder une explosion d'émeutes et la nation affamée attristerait les chers ».

A Gdansk, l'atmosphère est tendue mais ne rappelle en rien celle des grèves d'août 1980. Les habitants hésitent à extérioriser leur sympathie à l'égard des grévistes. — (Reuters, AFP.)

SICOB 88 VOUS DIT 195 000 FOIS MERCI.

Cette année, vous avez été 195 000 à venir au SICOB.
20 000 de plus que l'an passé ! 195 000 à parler le
Langage des Affaires.
195 000 à avoir été mieux informés, mieux renseignés,
et plus aptes à progresser.
195 000 fois MERCI.

RENDEZ-VOUS EN 1989 DU 17 AU 22 AVRIL.

SICOB
LE LANGAGE DES AFFAIRES

500 من الأصل

scandale politique

Le scandale politique... (Text continues with details of a political scandal, mentioning names like Mitterrand and various political figures.)

les manifestations en Pologne

Les manifestations en Pologne... (Text describes the political protests and movements in Poland.)

entre Walcea

Entre Walcea... (Text discusses the relationship or situation between Walcea and other entities.)

**S DIT
MERCI.**

IL N'EST PAS A BROADWAY.



MAIS SA MUSIQUE Y PASSE.

La partition est à peine sèche, pourtant sa musique est déjà à 5000 km d'ici.

Avec la télécopie, les possibilités sont infinies.

La télécopie permet d'envoyer un document n'importe où aux Etats-Unis en quelques minutes.

N'importe quel document : dessin, diagramme - même une partition.

Exactement tel quel.

La télécopie. Ça vous donnerait envie de chanter et de danser.



Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



SICOB
LE LANGAGE DES AFFAIRES

Enquête

Libéralisation, ouverture, pragmatisme

Le lent éveil du Laos

(Suite de la première page.)

Enclavé, le Laos n'en finit pas de mesurer sa vulnérabilité : une faible population de 3,5 millions de personnes éparpillées sur un territoire montagneux grand comme l'Italie ; un réseau routier squelettique de 10 300 kilomètres, souvent impraticable durant la saison des pluies ; une pénurie de personnel qualifié, de techniciens, de gestionnaires, mal endémique depuis l'arrivée au pouvoir des communistes en 1975 et l'exode de 10 % des Laotiens. Ces handicaps se traduisent, dans la vie quotidienne, par l'un des plus bas revenus annuels au monde : 140 dollars par habitant, annoncent les organisations internationales, conscients de présenter un chiffre en trompe l'œil. La majorité de la population, à 80 % paysanne, vit surtout de troc, en dehors de tout circuit monétaire, et les statistiques, créées au détour de projets précis de développement, offrent une image pointilliste et singulière de la réalité.

« Tout semble prioritaire », reconnaît M. Maligou, directeur au ministère des affaires étrangères, « même la consolidation des acquis des treize dernières années ». Il faut aujourd'hui jouer la qualité de la formation après les progrès, incontestables, réalisés dans la marginalisation, l'analphabétisme ; conforter l'auto-suffisance alimentaire, enfin atteinte en 1985 pour être remise en cause en 1987 par une sécheresse qui a sévi dans toute la péninsule indochinoise. Il faut, surtout, renforcer les infrastructures pour désenclaver le pays et secouer sa dépendance à l'égard de la Thaïlande, un passage obligé souvent chèrement payé.

« La liste des « produits stratégiques » définis par Bangkok et par la même susceptible d'être bloqués aux frontières a été ramenée à trente ». Elle comporte encore des biens « aussi vitaux que les produits pharmaceutiques, le carburant ou le ciment », souligne M. Maligou. Les dirigeants laotiens concèdent qu'un compromis est toujours possible. La contrebande, très active entre les deux rives du Mékong, permet généralement d'éviter le pire, au prix fort. Mais « chaque litige entre Vientiane et Bangkok entraîne trocasseries et retards coûteux pour la modernisation du Laos ». La remise en état de la « route numéro 9 » vers le port vietnamien de Da Nang devrait, à la fin de l'année, offrir un nouveau débouché vers la mer. Riches de l'une des plus belles forêts d'Asie et d'un potentiel hydroélectrique capable de couvrir les besoins de tout le bassin du Mékong et de la

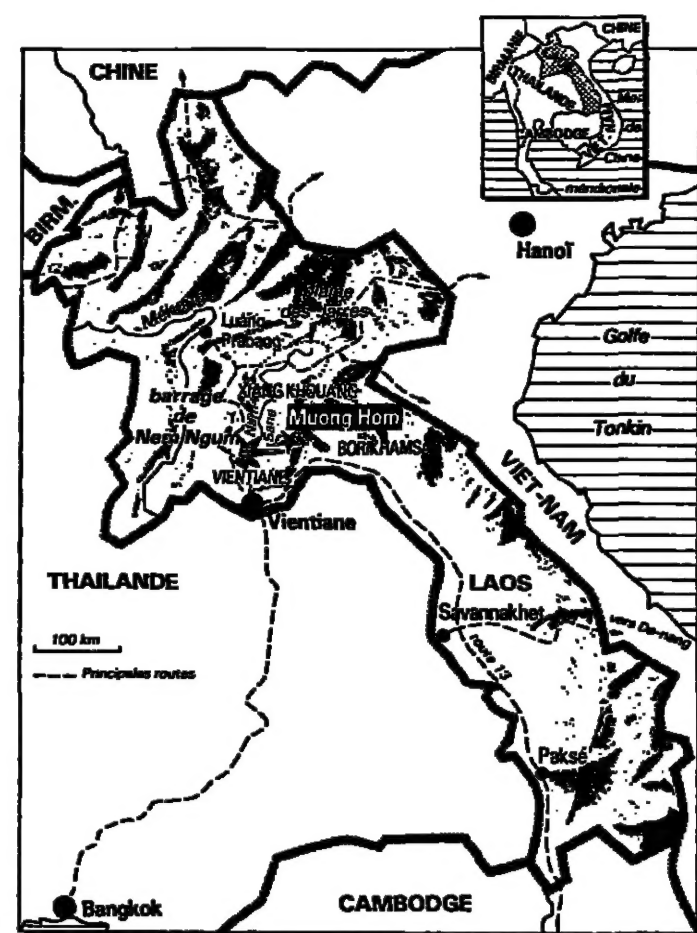
Malaisie, les Laotiens rêvent d'exportations. Tant que l'industrie restera embryonnaire, cet espoir tiendra de l'utopie. « Voilà des siècles que le Laos n'a pas pensé au commerce international », lance, lucide, M. Somphavanh. Le régime, en quête d'une voie laotienne du socialisme, parviendra-t-il à briser le sous-développement ?

Après avoir accordé l'autonomie de gestion aux provinces et desserré les verrous du secteur privé, les dirigeants laotiens semblent décidés à jouer la carte du pragmatisme. Leurs discours sont émaillés de références à la rentabilité, à la productivité, à l'initiative individuelle. Les projets de loi se succèdent, impensables il y a deux ans. « Sur bien des points, le Laos va plus loin que le Vietnam », estime un spécialiste de la région.

Partir de zéro

Le code des investissements, dont le principe a été adopté en février par le conseil des ministres, en est la principale illustration. Il prévoit la possibilité pour des sociétés étrangères de contrôler des sociétés mixtes créées avec des entreprises d'Etat ou privées, voire d'implanter des firmes à 100 % non laotiennes. L'agriculture, la forêt, les transports, le tourisme, autant de secteurs où il leur sera possible d'investir sans autorisation préalable du gouvernement. Une gageure dans un pays où l'administration demeure tatillonne. Les candidats à de tels investissements s'interrogent. Certains détails du code sont encore en cours d'élaboration. « Patience », leur préconisent leurs représentants à Vientiane. Au-delà de l'éprouvante lenteur laotienne, la volonté politique des dirigeants n'est contestée par personne. Plus simple mais plus pauvre que le Vietnam, le Laos doit surtout mettre en place des rouages, bancaires ou fiscaux, inexistant jusqu'à présent.

Avec une belle simplicité, le directeur du budget, M. Ovione, admet qu'en bien des domaines, le pays « part de zéro ». La réforme fiscale qui vient d'être bouclée n'en paraît que plus ambitieuse. Simplifiée, les impôts se feront plus légers pour les agriculteurs ayant une bonne productivité, plus lourde pour les fauteurs de culture sur brûlis — si tant est que des fonctionnaires puissent parvenir dans certaines régions reculées. Les recettes fiscales sur le bois, désormais taxé en fonction des espèces abattues, seront consacrées au reboisement. Le secteur industriel ne sera plus imposé que sur les bénéfices, et les services



sur les seuls chiffres d'affaires. Les droits de douane à l'exportation vont disparaître, et ceux à l'importation s'annuleront.

Véritable bouleversement, cette réforme porte la marque des experts du FMI. Sauf sur un point : l'introduction d'un impôt sur le revenu sera limitée aux loyers et aux salaires des Laotiens employés par des entreprises ou des « représentations » étrangères. Résistant aux recommandations du fonds, le gouvernement a « pour le moment » écarté l'idée d'une fiscalisation des salaires des fonctionnaires. Tout en affirmant qu'une politique de retour à la vérité salariale — actuellement 10 % des émoluments seulement sont versés en liquide — sera menée parallèlement à celle de vérité des prix.

Une telle remise à plat de la fiscalité s'annonce coûteuse pour le budget déjà maigre dont disposent les autorités. Les rares industries existantes témoignent pourtant de sa mise en œuvre concrète, « trop lente pour ne pas être inquiétante »,

selon les uns, « très mobilisatrice », selon d'autres. A la Fabrique d'outillage agricole l'intérêt l'emporte sur les préoccupations. L'image d'une industrie naissante, cette entreprise compte parmi les plus importantes du pays avec... deux cent trente-sept salariés.

Mais l'autonomie dont elle dispose depuis 1987 a porté ses fruits. « De 1,4 million de kips (1) après l'impôt en 1986, les bénéfices sont passés à 7,1 millions l'an dernier », annonce, satisfait, le directeur général adjoint, M. Himphet, un ingénieur chimiste formé à Toulouse. Libres de fixer leurs prix en fonction de la concurrence interne — pratiquement inexistante — mais aussi thaïlandaise, appelés à soumettre leur plan de production au ministère du plan « pour simple information », les responsables de l'usine entendent innover.

Les premiers résultats sont prometteurs et l'allègement de la fiscalité (abandon de la taxe sur le chiffre d'affaires et impôts modérés sur les

bénéfices en fonction des types de production) est jugé encourageant. Il faudra « apprendre en marchant », découvrir jusqu'où il est possible d'aller en matière de libéralisations. Mais il n'est pas question que de qualité de production, d'exportation vers des pays à monnaie convertible, de sociétés mixtes. La Thaïlande, à deux pas, semble la cible idéale. Une nouvelle ère s'annonce.

Le marché noir désarmé

Elle aura été, en janvier 1988, précédée par une opération monétaire dont le succès est, pour l'instant, sans précédent dans un pays en développement. L'instauration d'un taux unique pour la monnaie, trois cent cinquante kips pour un dollar, mettait un terme à des pratiques caotiques et obscures autour de onze taux différents, ramenés à quatre en 1987. Sur-tout, elle a désarmé le marché noir, momentanément tout au moins. Le dollar s'y échange désormais à 340 kips. Les raisons de cette étonnante réussite ? « La pénurie de billets », affirme tout un chacun. En fait, le gouvernement a asséché les liquidités en exigeant le paiement des impôts en kips alors qu'il acceptait auparavant dollars américains ou bahts thaïlandais.

Si les Laotiens retrouvent le chemin de l'initiative privée et du circuit monétaire officiel, une première bataille d'importance sera gagnée. L'essentiel restera malgré tout à accomplir. Réconcilier ce que les spécialistes du tiers-monde appellent joliment l'« économie informelle » et l'économie réelle, représente un pari redoutable. Car si le vent de réformes semble devoir se maintenir, l'autonomie financière du Laos n'est pas pour demain.

L'évaluation du budget constitue un casse-tête que les experts du FMI n'ont pas encore réussi à résoudre. La moitié du commerce extérieur échappait aux statistiques. Il est en revanche évident que seule l'aide internationale permet de combler les déficits. Longtemps fournie à 80 % par les pays de l'UEA, l'URSS en tête, cette aide s'est diversifiée. Elle est aujourd'hui assurée à 40 % environ par des pays non communistes. La pure nécessité explique partiellement ce mouvement de bascule. Les crédits des pays socialistes sont remboursables en nature, et, « depuis deux ans, le Laos n'accepte que la moitié des prêts proposés » pour sauvegarder ses quelques recettes en devises fortes à l'exportation.

Pour un pays dont les réserves monétaires représentent quelque 30 millions de dollars, le poids de la dette, pourtant contractée à des conditions très favorables, commence à peser dangereusement : près de 900 millions de dollars fin 1987, plus d'un milliard cette année. A moins de rééchelonnements, les remboursements seront insoutenables à l'horizon de 1991. Une raison supplémentaire pour hâter la modernisation et diversifier les exportations, concentrées à 70 % sur la vente d'électricité à la Thaïlande, et dont les prix ont chuté avec les cours de l'énergie.

La « nouvelle politique économique »

Certes, les Laotiens de l'étranger assurent quelques millions de dollars de revenus annuels supplémentaires à leurs familles. Les organismes d'aide se pressent au chevet du Laos. Mais la tâche du gouvernement paraît écrasante. Pour tenter d'y répondre, les dirigeants de Vientiane ont su, ces deux dernières années, améliorer leur crédibilité internationale. La « nouvelle politique économique » y a contribué. Les signes de détente aussi, comme la lente disparition des camps de rééducation.

De même, le retour des réfugiés de Thaïlande, organisé depuis 1980 avec le Haut Comité aux réfugiés des Nations unies, a permis à quelque trois mille Laotiens de retrouver le Mékong. Mais ils sont encore près de soixante mille à attendre de l'autre côté de la frontière. Quant à la reconnaissance officielle du problème de la drogue, exceptionnelle en pays communiste, elle a valu à Vientiane les félicitations du président Rengas.

Cette évolution doit encore être confortée. L'équipe au pouvoir semble vouloir y parvenir en souplesse. A l'abri des barbelés et de l'épaisse végétation qui entoure le « Kilomètre 6 », cet ancien camp militaire américain aménagé où les dignitaires du parti et du gouvernement prennent leurs décisions dans le mystère le plus complet, des changements d'affectation se produisent. Mais cette nouvelle donne devrait s'effectuer en douceur, sous la responsabilité incontestée du numéro un du parti, M. Kaysone. Selon une formule en vogue à Vientiane, « les Chinois parfois s'entre-tuent, les Vietnamiens souvent se déchirent. Les Laotiens trouvent toujours un arrangement ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 dollar = 350 kips.

Le défi de Muong-Hom

MUONG HOM de notre envoyée spéciale

Elancée, la pirogue glisse parmi les arbres morts dont les branches tordues forment, en un paysage fantasmagorique, de la forêt noyée lors de la création du barrage du Nam-Ngum, le plus important du Laos. Un lac artificiel mais riche de symboles. Il assure aujourd'hui l'essentiel des devises tirées de l'exportation d'hydroélectricité vers la Thaïlande. S'y abîment une lieue consacrée au repos des dignitaires du régime et des élus du pays qui n'ont pas encore bénéficié de la vague de libérations de 1986 et 1987 poursuivant leur « rééducation ». Et non loin des rives de la Nam-Sane qui l'alimente, se déroule une expérience pilote dont l'ambition dépasse largement les crédits qui lui sont consacrés, celle du développement du Muong-Hom, une région enclavée où vivaient des « minorités ethniques » (1), à quatre ou cinq jours de marche de Vientiane, pourtant distante de quelque 80 kilomètres seulement à vol d'oiseau.

Cette expérience est à la mesure des défis lancés par les carences du réseau de communications d'un pays aux trois quarts montagneux et par les traditions de minorités qui, comme les Hmongs, suivent une voie indépendante allant jusqu'à la rébellion, continuant la culture de l'opium et les brûles qui ravagent régulièrement la forêt laotienne, l'une des rares ressources nationales. Offrir des conditions de vie suffisamment séduisantes pour sédentariser des familles tenait du pari impossible. Surtout dans ce « coin perdu » à la frontière de trois provinces, celle de Vientiane, de Borikamsay et surtout de Xiang-Khouang, où la plaine des Jarres, rendue un temps tristement célèbre par les bombardements américains, l'est

aujourd'hui pour le trafic de l'opium.

L'un des responsables du projet se rappelle ce jour de novembre 1986 où un bulldozer, incongru, a commencé à ouvrir une route. « Il n'y avait rien, si ce n'est la végétation et quelques maisons de bambou ruelles, souvent à une journée de marche d'un village à l'autre ».

Muong Hom dispose désormais d'une école, de deux décoratives de riz, d'une scierie, d'un hôpital ; presque l'autonomie. Et les quelque 40 kilomètres de routes déjà ouvertes suscitent bien des espoirs. A l'hôpital, le médecin reconnaît que la mortalité recule. L'hygiène s'améliore. Mais il manque cruellement de médicaments, d'antibiotiques contre le dysentérie qui décime les enfants ou même de vitamines pour lutter contre les carences alimentaires, encore graves.

Quant à la voie ouverte vers la Xiang-Khouang, elle remplira sa fonction de désenclavement le jour où elle rejoindra la route de Luang-Prabang. Les financements assurés par le PNUD (2) se terminent en mars 1989. Le relais pourrait être assuré par un autre organisme des Nations unies, le Fonds pour la lutte contre l'abus de drogue (FNUAD), intéressé par un projet destiné à amener la population à troquer la culture de l'opium contre celle du riz ou du café.

Feux interdits

En attendant, les 2 millions de dollars prévus sur quatre ans — plus les 7 000 dollars de contribution laotienne — n'ont pas été perdus pour tous. Souriant de toutes ses dents, Photautat (petit grand-père) en est l'illustration la plus réussie. Hmong, il s'est établi depuis deux ans, jouissant de l'une des meilleures terres du périmètre, désormais irriguée par une dizaine de canaux en terre. La maison de bambou abrite aujourd'hui vingt

personnes. Les jupes lao, les sim, remplacent parfois les larges pantalons noirs des Hmongs. Les arbres fruitiers témoignent d'une volonté de sédentarisation. Et les planches de bois de rose traînent le buffle tiré par le chef de famille annonçant la construction prochaine d'une habitation plus coquette, faite pour durer.

Ce succès reste exceptionnel. Les conditions de vie attirent pourtant, lentement, des familles entières. Héritières dans son costume noir, le chef du village de Nassy, Bousoun, raconte les pérégrinations de sa propre maison. Abandonner les montagnes et la culture de l'opium, « dénoncé par le gouvernement », a, un temps, été désastreux. La malaria, a répondu en basse altitude, a décimé sept de ses onze enfants en 1983, et la famille a fui ce village « maudit ». Pour y revenir, rassurée par le rumeur des améliorations dues au projet de développement et intégrée de la voirie, les collines s'éclaircissent des feux des brûles interdits. « Quotidienne, cette provocation nous permet de mesurer le travail qui reste à accomplir », murmure, avec un rien de lassitude, un agronome. Un long processus est engagé à Muong-Hom. Il pourrait être suivi de tests, notamment dans le Sud, à Dak-Chum, et constituer une issue viable. A condition que les autorités locales assurent la relève, financière et technique, des experts internationaux. A condition de payer les salaires et de leur laisser une part d'initiatives. A condition...

F. Cr.

(1) Le dernier recensement, de 1985, estime à 40 % de la population laotienne des ethnies dont le nombre est incommensurablement fixé à soixante-cinq.

(2) Le Programme des Nations unies pour le développement orchestre les projets exécutés par des agences spécialisées de l'ONU : 51,9 milliards de dollars pour la période 1986-1990.

Marxisme et bouddhisme

Les eaux mêlées

VIENTIANE de notre envoyée spéciale

De la collecte des offrandes dans la brume légère du petit matin, à la tombée de la nuit, les bonzes rythment la vie quotidienne du Laos socialiste. L'« abri de vastes parapluies noirs aux heures chaudes de la journée, hiératiques ou aramées, moines et moines débambulent le long du Mékong ou s'entre-assistent aux derniers arrivages hi-fi du « marché du matin », tachaient de leur robe la foule soucieuse et tranquille de Vientiane.

Simple cohabitation pragmatique et provisoire du marxisme et du bouddhisme ? Après avoir longtemps accompagné l'animisme, encore très présent dans le pays, les bonzes ont su se frayer un chemin, tirant de la faveur d'une majorité de Laotiens comme de leurs fonctions traditionnelles — religieuses mais aussi éducatrice et médicale — une place que nul aujourd'hui ne leur conteste. La perpétuation de certains dignitaires du régime aux grandes fêtes religieuses l'atteste. L'histoire de M. Chan Hom, vice-directeur de l'école pédagogique des bonzes de Vientiane, l'illustre.

En l'absence du vénérable Phong Samanek, M. Chan fait avec un plaisir évident les honneurs de l'école. Il y a des novices puis bonzes durant quinze ans, avant de se marier et d'avoir six enfants. Mais, depuis 1972, il a sans discontinuer participé à la direction de cette institution où les Laotiens envoient volontiers leurs enfants pour la qualité de l'enseignement. Après s'être initié à la vie spirituelle, M. Chan devenu membre du parti, enseigne aujourd'hui le marxisme-léninisme. Il en appelle à un professeur de théologie pour tenter de faire comprendre les raisons de ce social-bouddhisme paradoxal mais harmonieux en apparence. « Marxisme et bouddhisme cherchent à

libérer les hommes de la souffrance, ni les uns ni les autres ne croient en un Dieu », explique sagement le théologien. Certes, l'idée même du nirvana, étape ultime du cycle des transmigration de l'homme, ne peut s'assimiler à la société égalitaire rêvée par Marx. Mais la lutte contre l'exploitation, et le respect absolu de la vie semblent des principes compatibles. Et les bonzes, qui n'ont jamais été molestés lors de la « libération » de 1975, ont constaté que le nouveau régime comprendrait rapidement qu'en ce domaine, cher aux Laotiens, « la pratique devait modérer les théories et non l'inverse ».

15 000 bonzes

La volonté d'ancrer une identité lao (1) difficilement dissociable de la tradition bouddhiste y a contribué. La cruelle absence d'enseignants ou de médecins après le départ de nombre d'intellectuels au lendemain de la révolution, aussi. Un effort considérable a été fait depuis douze ans pour assurer un minimum de formation. Mais si l'analphabétisme a de toute évidence reculé — de 35 % en 1975 à 15 % aujourd'hui selon les estimations officielles — la qualité de l'enseignement laisse toujours à désirer. Les responsables du programme de formation accablée mis en place avec le financement de l'UNESCO à l'université de Dong-Dok en témoignent : « Le moine de l'enseignement sélectionné par les universités étaient sous-qualifiés lors du lancement du projet en 1984. Les progrès restent lents et les 2 200 élèves recyclés répugnent parfois, après deux ans de formation, à quitter la capitale pour aller dans l'enseignement ». En attendant des jours meilleurs, les pagodes retrouvent, tout au moins dans les villages laos, leur rôle traditionnel et les bonzes assurent une éducation

générale aux enfants comme aux adultes quand l'enseignement laïc fait défaut. De même, la pénurie de médicaments, aggravée hors des villes par défaut de communications, se trouve très partiellement comblée par la médecine traditionnelle à base d'herbes, pratiquée par les moines.

Déormais ouvertement admis — au prix d'une refonte des programmes des écoles pédagogiques de bonzes — le bouddhisme n'est plus considéré comme un obstacle à la modernisation. Les pagodes sont restaurées et l'institut pédagogique de Vientiane est contraint de sélectionner les candidats : quatre-vingts places cette année pour quatre-vingt-cinq postulants à un cycle de trois ans d'études comportant quinze sujets allant du bouddhisme au marxisme-léninisme en passant par les sciences exactes, la médecine traditionnelle, la russe et l'anglais... avec une nette faveur pour cette dernière langue. Au total, deux cent soixante-cinq moines-étudiants s'inscrivent à cet enseignement divisé par trente-cinq professeurs dont quinze bonzes. Combien de temps cette symbiose durera-t-elle sous l'égide du ministère de l'éducation qui assure le paiement des professeurs ? La question reste ouverte. Le nombre de novices semble aller croissant. Le Laos compte aujourd'hui quelque quinze mille bonzes dont quinze cents environ dans la capitale. Mais nul ne se hasarde à prédire qui parviendra à récupérer l'autre. « Le bouddhisme a une longue histoire de deux mille cinq cent trente et un ans. Le marxisme est encore très jeune », se contente de constater, serein, un professeur en théologie.

F. Cr.

(1) Les Lao, qui constituent la majorité de la population laotienne, pratiquent, comme nombre de Cambodgiens, de Thaïlandais et de Birmanais, le bouddhisme theravada, basé sur les écritures en pali.

500 من الأصل



La campagne de M. Jacques Chirac

A Lille, le premier ministre-candidat définit ses « valeurs » : « sécurité », « famille », « patrie »... « justice sociale et liberté »

Les fausses pudeurs sont rangées au vestiaire. M. Jacques Chirac est reparti en campagne en chargeant sa barbe au clair. Comme il aime. Oubliés le souci de se ménager : il avale les provinces et les villes, arpente les rues pour serrer les mains. Oubliées les soirées électoralistes soft pronées par les spécialistes de la communication politique : revêt-il le bon et traditionnel meeting, sans faux plateau de télévision et « grande décaïne » complaisants mais avec harangue pour militants enthousiastes. Oubliée la mouche du flegme lors des assauts contre les adversaires : la critique redevient ferme, voire brutale, acerbe et sans nuance : M. François Mitterrand est, tout à la fois, « médiocre », « incompétent », « disqualifié pour toute fonction de représentation de notre pays », et « a toujours été un diviseur de la nation ».

Cette campagne du deuxième tour n'a pourtant pas l'air de passionner M. Chirac. Il l'a conduite avec détermination, car « celui qui lui enlève le moral avant la fin d'un combat n'est pas encore né ». Mais il semble la mener seul. Finies les escortes de conseillers et de ministres qui l'entouraient avant le 24 avril. Aujourd'hui l'entourage est réduit au strict minimum : un représentant de l'UDF à chaque étape pour symboliser l'union — le mardi 3 mai, c'était le tour de M. Max Lejeune à Abbeville pour le déjeuner, M. André Rossi à Châteauneuf-Thierry pour la promenade en ville, M. Jean Lecanuet pour le meeting à Lille. — Les ministres « régionaux de l'étape » pour lui tenir compagnie sur la tribune. C'est tout. Surtout, il regrette que le débat « dérive » vers un terrain, celui des « valeurs », où il pense qu'il n'aurait jamais dû s'aventurer.

Ces propres amis ont contribué à cette évolution. Aussi, au journal de 20 heures de la Cinq, lundi, M. Chirac a observé que M. Pasqua avait utilisé de « mauvaises expres-

sions » dans son interview à *Valeurs actuelles*. En fait, M. Chirac regrette des propos jugés maladroits qui permettent une exploitation facile. Pour lui, tout cela est « un piège » dans lequel il refuse de tomber. A Abbeville, comme à Lille, il s'en est expliqué : « J'observe depuis quelques jours une espèce de dérive de notre campagne ; on tente [...] d'escamoter le véritable débat en le camouflant sous une discussion générale sur les valeurs, sur le racisme », et cela « permet d'éviter de parler de l'essentiel », essentiel qui est à ses yeux : le manque de travail pour les jeunes, la préparation de la France au grand marché européen, l'éducation, etc.

« Escamotage » socialiste

Les responsables de cet « escamotage », ce sont bien entendu les socialistes. Mais M. Chirac n'est pas « disposé » à laisser « de pseudo intellectuels de gauche ou des politiciens socialistes » opérer « une censure sournoise ». Il ne veut pas « subir le terrorisme intellectuel » venu d'une gauche qu'il considère comme « moralement et intellectuellement décadente ». De toute façon, « les socialistes ont une idée fort grande de la morale quand il s'agit des autres et beaucoup plus tolérante quand il s'agit d'eux-mêmes ».

M. Mitterrand est, comme il se doit, traité tout aussi sévèrement que ses amis : « Il n'a pas que de la bonne foi [...] lorsqu'il évoque, en se drapant dans une pseudo dignité et une virginité pourtant bien éculée, le danger du racisme et de l'extrême droite ». Car, puisque ce mouvement n'est développé sous son acceptation, il est « le fruit » soit de « l'initiative » du président sortant, « parce qu'il serait conforme à ses intérêts » ; soit « de son incompétence et de son incapacité à avoir

réglé pendant cinq ans les problèmes de la France ». Aussi non seulement il fait penser à « un pompier qui après avoir allumé le feu appelle tout le monde à l'éteindre », mais il est « le seul Français » qui n'ait pas le droit d'appeler à un « rassemblement » face aux extrémismes.

Ces « valeurs », qui conduisent à débattre de « thèmes flous et vagues », M. Chirac les évoque pourtant longuement lui-même. Au fil de la journée il cite « l'ensemble des valeurs de liberté, de fraternité, de responsabilité » qui sont « le fondement même d'une civilisation à laquelle nous sommes profondément attachés ». Les « valeurs » que mettent en avant ceux qui ont voté à l'extrême droite, « qui sont à l'origine de la grandeur de notre pays et qui peut-être n'ont pas été respectées comme elles auraient dû l'être depuis un certain temps — on pense notamment au respect de la dignité de l'homme, à la famille [...], ces valeurs, elles sont les nôtres ».

Appartenance aussi à l'UDF et aux gaullistes : « des valeurs qui depuis « toujours » sont à la base même de leur réflexion et de leur action : la justice sociale, la famille, la patrie, la sécurité, la liberté ». En conclusion de son discours vespéral, M. Chirac évoquera aussi « une France tolérante, accueillante », appellera les jeunes à « l'enthousiasme », car il est le contraire de « l'intolérance et du sectarisme ». Dans ce vaste marché des « valeurs », chacun pourra trouver son bien.

M. Jacques Chirac parle aussi de l'avenir, et laisse ses amis rappeler le passé. M. Max Lejeune, après cinquante ans de mandat parlementaire sans interruption commencée sous l'étiquette de la SFIO et achevée sous celle de l'UDF, ne manque pas de mémoire. L'affaire de l'Observatoire, les « manœuvres » de M. Mitterrand pour prendre « le pouvoir illégalement » en mai 68, il s'en sou-

vient et il ne veut pas que les électeurs les oublient.

Lui qui a longtemps arpenté les couloirs de la IV^e République assure que le président sortant n'aurait jamais été élu chef de l'Etat par les parlementaires, « car eux le connaissent », malheureux électeurs qui n'ont pas la compétence de leurs élus ! Ce grand témoin affirme même que ce n'est pas un « hasard » si Vincent Auriol ni René Coty, les deux présidents de la République de cette époque, n'ont jamais nommé M. Mitterrand président du Conseil ; mais comme ni l'un ni l'autre ne sont plus là pour s'expliquer, l'électeur devra se satisfaire du doute que l'on distille. Le doute est-il une « valeur » sûre ?

THIERRY BRÉMER.

Le vendredi 6 mai place de la Concorde

Manifestation de la majorité

Une manifestation populaire pour « la sauvegarde de la V^e République » doit se dérouler le vendredi 6 mai, à 18 heures, place de la Concorde. Due à l'initiative de M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française, éditorialiste au *Figaro-Magazine*, et de l'amiral Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, elle est parrainée par un comité dans lequel figure notamment MM. Paul-Loup Sulitzer, Eric Tabary, Alain Prost, Jacques Faizant, Yves Saint-Martin, Jean-Marie LeVèque, les professeurs Lucien Israel et Christian Cabrol. Cette réunion, dont l'organisation matérielle a été confiée à M. Nicolas Sarkozy, maire RPR de Neuilly, a été évoquée lors du déjeuner de la majorité, mardi à l'hôtel Matignon, auquel M. Chirac, en déplacement à Abbeville, ne participait pas. Elle n'a pas soulevé d'objection de la part des responsables RPR et UDF.

Le vide et l'escalade

COMMENT se faire entendre de l'opinion ? M. Chirac s'est sans doute posé cette question le 24 avril, en considérant que son résultat du premier tour (19,94 % des suffrages exprimés) était bien maigre en regard de la peine qu'il s'était donnée pendant quatre mois. Il se la pose toujours, à l'évidence. Car, au fil des semaines, tout a été dit, les programmes exposés, les ambitions détaillées.

De surcroît, le score de M. Le Pen au premier tour, les déclarations vibrionnaires dans les états-majors de la majorité parlementaire sur la stratégie électorale qu'il convenait d'adopter pour récupérer les voix d'extrême droite sans se compromettre, la « maladresse » calculée ou non de M. Pasqua, les hésitations des centristes et des barriéristes, ont placé le premier ministre-candidat au centre d'un maelström dont il se serait bien passé. Comment parler de victoire quand cette atmosphère de décomposition participe d'un climat de défaite ?

M. Chirac, pour faire entendre sa voix dans cette cacophonie, multiplie les interventions et se contraint à hausser chaque jour un peu plus le ton. Il parle trois ou quatre fois par jour, il s'élève d'un avion à l'autre, il mène une campagne quasi mécanique jusqu'au bord de l'épuisement. Attaqué sur ces « valeurs » que M. Pasqua a, un moment, confondues avec celles du Front national, le premier ministre-candidat s'oblige, pour noyer ce qu'il considère comme une mauvaise querelle, à sortir du fond de ses poches une multitude de « valeurs » anciennes et nouvelles puisées aux sources du gaullisme... et d'ailleurs, et ramassées en surface de ce populisme qui rdevient à la mode.

Cela ne suffit pas pour être écouté. Puisqu'il n'y a plus de programme qui tienne, M. Chirac en est réduit à exister par simple opposition à M. Mitterrand. De son discours, on ne retient plus que les attaques, chaque jour plus brutales, lancées contre le président sortant.

A l'entendre, M. Mitterrand est indirectement responsable de l'assassinat, le 17 novembre 1986, de Georges Besse, président-directeur général de la régie Renault, abattu par Action directe ; il est le créateur d'une situation insurrectionnelle en Nouvelle-Calédonie. M. Pasqua en au chef de l'Etat d'avoir empêché la libération des otages français détenus au Liban. Si l'on comprend bien, M. Mitterrand serait devenu, à quatre jours du second tour, le candidat des terroristes, de l'insécurité, de tous les abandons.

Il est curieux de constater que, depuis son face-à-face avec le premier ministre, M. Mitterrand parle de tout sauf de M. Chirac. Dans ses meetings, dans ses interviews, les critiques adressées au gouvernement actuel sont moins nombreuses, moins appuyées qu'avant le premier tour. M. Mitterrand fait le dos rond sous les attaques, comme M. Chirac avant le premier tour. Le premier ministre, jusqu'à ce jour, ne trouvait pas en lui le répondant dont il avait besoin pour se faire entendre. Il parlait dans le vide. C'est sans doute afin de combler ce vide que ses amis en appellent à la rue, vendredi, à la Concorde, pour une grande manifestation de soutien à la V^e République, comme au bon vieux temps.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

OPPOSITION ?
... c'est page 345 du
Dictionnaire de la CONSTITUTION
CUJAS 640 p. 98 F.

Le projet social de M. Chirac

« Pragmatisme » et « souplesse »

Pour l'élection présidentielle, le pragmatisme est devenu le maître mot dans le domaine social. Entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac, c'est à celui qui fera preuve du plus grand réalisme. Ainsi pour M. Chirac, qui s'exprimait récemment dans ce sens devant les assises du travail organisées par le RPR, il faut « mettre les dogmes au rancart, qu'il s'agisse du dogme du toujours plus ou de l'immuabilité des droits acquis ; qu'il s'agisse aussi de la rentabilité garantie qu'assurait le remplacement systématique de l'homme par la machine ».

En 1988, les clivages sont moins grands par rapport à 1981 entre le candidat du RPR et celui soutenu par le PS sur le chapitre social, même si le premier prône la « souplesse » là où le second veut avant tout « préserver » les acquis sociaux. M. Chirac a défini trois priorités à sa campagne : la famille (avec la création d'un salaire maternel), la formation (avec l'objectif d'accroître l'effort de 50 % d'ici à 1992) et l'entreprise (définie comme une « communauté d'intérêts partagés »).

Prudent dans sa démarche, il n'entend pas, si on lit bien ses discours, de faire systématiquement la chasse aux acquis sociaux. Opposé au projet du CNPF sur l'annualisation du salaire minimum, il n'a pas l'intention de modifier la législation sur le SMIC. Tout changement, dans son esprit, ne pourrait venir que d'une négociation entre les partenaires sociaux. Il n'entend pas davantage céder aux exhortations de certains de ses amis en remettant en cause la législation sur ce que d'aucuns appellent « le monopole syndical » ou sur le droit de grève. Même attitude sur les lois Auroux : étrangement, il a déclaré le 7 avril à L'heure de vérité sur Antenne 2 qu'il avait annulé les dispositions qui le gênaient dans ces quatre textes de 1982. Or les lois Auroux n'ont nullement été modifiées, et M. Philippe Séguin a récemment expliqué, devant la CGPME, qu'il n'était pas question de les remettre en cause.

M. Chirac veut sortir des dogmes et des idéologies, mais il devra compter avec l'éventuelle pression de certains de ses amis. Ainsi, M. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics, qui développait dans un

récent rapport remis au CNPF une vision très libérale de la Sécurité sociale, est un conseiller régional RPR très proche de l'actuel premier ministre. Ce dernier, s'il est élu, entend trouver avant la fin de l'année une solution au déficit structurel de la branche vieillesse du régime général. L'abandonnement de l'âge de la retraite à soixante ans lui paraît l'exemple type de cette « politique sociale à crédit des socialistes » qu'il dénonce puisqu'il représente un coût supplémentaire de 10 milliards chaque année. Tout en souhaitant plus de « souplesse », il ne veut pas remettre en cause le droit à la retraite à soixante ans. La solution retenu exclura toute augmentation des charges des entreprises.

Le candidat du RPR défend une philosophie simple selon laquelle il faut créer davantage de richesse pour « financer des acquis sociaux de qualité et améliorer la compétitivité des entreprises ». Adversaire d'un interventionnisme trop poussé de l'Etat, il résume sa démarche sur le plan social par l'entreprise par deux mots : la contractualisation et la participation (l'une allant avec l'autre).

Participation et cercles de qualité

Ainsi, la négociation sociale doit-elle être de plus en plus décentralisée. Mais elle doit surtout substituer « la discussion systématique du toujours plus » celle du « toujours mieux » pour se porter sur la modernisation de l'entreprise, l'amélioration des conditions de travail ou la formation. Avant 1986, la plateforme RPR-UDF prévoyait le « gel » des effets de seuils sociaux (1) tant que la situation de l'emploi ne serait pas améliorée. Cette réforme n'a pas été réalisée, mais M. Chirac ne désespère pas que les partenaires sociaux finissent par ouvrir une négociation sur ce thème explosif.

Très hostile au « partage du travail », M. Chirac a cependant fait une légère ouverture sur la réduction du temps de travail, lors des dernières assises du RPR sur ce thème : « Laissons les partenaires sociaux sur ce sujet comme sur d'autres choisir leur lieu de négo-

ciation ; laissons-les aussi trouver au mieux de leurs intérêts, leurs terrains d'entente ». « Lutter contre le chômage, ajoutait-il toutefois, c'est avant tout accroître la quantité de travail disponible. Pour cela, il n'y a qu'une voie : la recherche de la compétitivité et du dynamisme des entreprises ».

Logique avec l'héritage gaulliste dont il se réclame, il veut aussi développer la participation présentée comme un « impératif ». Les instruments existent — notamment les ordonnances du 21 octobre 1986, — et il n'entend pas aller plus loin, par exemple, en créant une obligation pour les entreprises de faire entrer des salariés dans les conseils d'administration, ce qu'elles se sont jusqu'à présent bien gardées de faire malgré l'incitation de la législation. Pas de dirigisme mais, là encore, la négociation : « Il appartient désormais aux partenaires sociaux de définir, par la négociation, les mécanismes d'intéressement les mieux adaptés aux besoins de chaque entreprise ou aux attentes de chaque catégorie de personnel ».

Devant les assises du travail du RPR, le premier ministre s'est livré à un éloge appuyé des cercles de qualité. Ils permettent de « mobiliser tous les salariés, à la base, dans une recherche de l'excellence ». Ils constituent aussi « l'école primaire » de la participation : là, concrètement, se fait l'apprentissage du dialogue ». Le rapport de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, sur le développement de la participation dans le secteur public et l'administration, en septembre 1987, appelait à plus de prudence en soulignant qu'il ne fallait pas rechercher, sans précaution, une application trop systématique des formules comme les cercles de qualité : « Ces modes de gestion participative ne se décrètent pas [...]. Ils ne prennent naissance que là où certaines conditions favorables à leur épanouissement se trouvent réunies ». A défaut d'un cadre préalablement favorable, le risque est d'aboutir à un effet inverse de celui recherché.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Seuils qui font varier les charges et les obligations sociales, selon que l'on emploie plus ou moins de dix salariés, plus ou moins de cinquante salariés, etc.

Stratégie Immobilière

"Quand les entreprises se posent des questions difficiles, elles font appel à des professionnels pour les aider à y répondre."

- ☐ Faut-il vendre notre siège social du 8^e arrondissement ?
- ☐ Comment rationaliser nos 18 implantations en Ile-de-France ?
- ☐ Que faire des terrains de notre groupe ?
- ☐ Où s'implanter en France ?

Merci aux Aéroports de Paris, à Bull, Digital, Renault, Siemens, the Walt Disney Company France, Wang... et à tous ceux qui (se) posent les bonnes questions.

Bourdeas Consultants Associés
La Stratégie Immobilière
100 Boulevard de la Défense - 92130 Issy-les-Moulineaux - PARIS



ARCHITECTURAL DIGEST. LES PLUS BELLES MAISONS DU MONDE

DES MAISONS EXTRAORDINAIRES À VISITER

Désormais, chaque mois
l'édition française du fabuleux
magazine. Numéro 1, mai 88

هكذا من الأمل

Politique

La préparation du second tour de l'élection présidentielle

Engagés derrière M. Chirac

Des officiers généraux plus militants que militaires

« Inhabituel », « irrégu-
lier », « provocateur », « inopportu-
n ». Autant de jugements entendus, ici
ou là, dans les armées, chez ceux
qui dénoncent l'appel de
quarante-cinq officiers généraux
du cadre de réserve à voter, le
8 mai, en faveur de M. Chirac (le
Monde du 4 mai). Cet appel prend
le risque de diviser l'institution
militaire au point que des socia-
listes, tentés d'établir une contre-
lettre pour M. Mitterrand, y ont
finement renoncé par souci de
ne pas être accusés, à leur tour,
de chercher à opposer les chefs
militaires entre eux. Au cabinet du
ministère de la défense, M. Giraud,
on qualifie cette manifestation
politique d'« intempestive » au
nom du principe qui veut que
« l'armée n'est ni de droite, ni de
gauche, car elle doit transcender
l'esprit partisan pour demeurer le
creuset du consensus ».

Voilà donc quarante-cinq offi-
ciers généraux qui, ayant cessé,
pour la plupart d'entre eux,
d'exercer des responsabilités opé-
rationnelles après 1981, s'en
prennent directement au prési-
dent de la République sortant, le
chef suprême des armées selon la
Constitution, pour n'avoir pas su
moderniser l'équipement des
forces armées françaises et pour
avoir contribué à consolider
l'avantage nucléaire, à leurs yeux,
de l'Union soviétique. L'accusa-
tion n'est pas mince : en toute
logique, elle devrait conduire, si
les mots ont encore leur sens,
M. Mitterrand en Haute Cour...

Comme leurs homologues en
activité, les officiers généraux du
cadre de réserve demeurent
soumis aux règles de discipline
propres aux militaires en matière
d'expression politique. Concrète-
ment, ils n'ont pas à exciper de
leur rang dans la hiérarchie et ils
doivent éviter les jugements
outranciers à l'encontre du chef
suprême des armées et de l'exé-
cutif duquel ils continuent de
dépendre en certaines circons-
tances. Ce devoir de réserve, les
quarante-cinq signataires de
l'appel à M. Chirac s'en sont
affranchis. Délibérément et, dit-
on au cabinet de M. Giraud, sans
avoir eu la courtoisie d'en infor-
mer au préalable le ministre de la
défense, qui demeure leur autorité
normale de référence.

Un précédent et un mauvais exemple

Il est vrai que les traditions se
perdent dans les armées fran-
çaises. A droite, déjà, en 1983,
quand le général Delaunay inter-
vint sur la scène publique en
faveur d'un « réarmement moral »
de la France après avoir quitté ses
fonctions de chef d'état-major de
l'armée de terre. Mais, à gauche,
aussi, avant 1981 comme après,
quand l'amiral Sanguinetti fit
preuve d'un esprit plus militant
que militaire, dans des prises de
position politique retentissantes.
Après des années de silence sous
l'uniforme, les chefs militaires du
cadre de réserve manifestant sou-
vent des démagogues de plume
qui confinent à l'indisci-

pline et qui mettent tous les
ministres de la défense dans un
réel embarras.

Dans le cas présent, l'affaire
est d'autant plus grave qu'elle
apparaît, en l'absence de toute
sanction probable, comme un pré-
cédent et, surtout, comme un
mauvais exemple donné, par leurs
anciens chefs, à des subordonnés
en activité — officiers, sous-
officiers et appelés du contingent —
auxquels il sera difficile de
demander, désormais, de se taire.
Les pétitions collectives sont
interdites dans les armées. A plus
forte raison, les professions de foi
électorales censées désigner aux
autres le « bon » chef des armées.

Pour se justifier, certains des
signataires en cause avancent,
précisément, l'argument qu'ils
ont voulu indiquer le bon chemin,
au second tour, à une commu-
nauté militaire sensible, comme
Jeanne d'Arc, aux voix du rallie-
ment à M. Le Pen lors du scrutin
du 24 avril. Alibi ? Interprétation
a posteriori ? Volonté de conjurer
un péril réel ou amplifié de toutes
pièces ? Toutes les explications
sont plausibles.

A ceci près, cependant, que la
« dérive droite » de l'institution
de défense en 1988 n'est pas
plus démontrée — à l'exception,
peut-être, de l'amertume des
sous-officiers de la gendarmerie
préoccupés, à tort ou à raison,
par les affrontements sanglants
de Nouvelle-Calédonie, par l'insé-
curité et par l'immigration — que
ne l'a été, en 1981, pour l'élec-
tion de M. Mitterrand à l'Elysée,
la soi-disant « poussée à gau-
che » dans la corporation militaire.
JACQUES IGNARD.

La communauté juive s'inquiète de la montée du Front national et de l'attitude de la droite

M. Henri Hajdenberg, président
du Renouveau juif, a dénoncé, le
mardi 3 mai, sur la radio locale pari-
sienne Radio J, les propos « extrê-
mement graves » de M. Charles Pas-
qua à Valeurs actuelles. « Il s'agit
de racolage », a déclaré M. Hajden-
berg, ajoutant : « Mais il y a, là, une
complaisance par rapport à l'idéo-
logie du Front national qu'on ne
peut pas accepter. » « Travail,
famille, patrie, on connaît : la
France a déjà donné », a continué le
président du Renouveau juif. Si ce
sont là les valeurs de la France aux-
quelles se réfère le ministre de
l'intérieur, je dis : non ».

Estimant qu'« il y a des gens, au
sein du RPR, qui ne pensent pas
comme M. Pasqua », M. Hajden-
berg a souligné qu'« il faut que la
droite classique affirme ses
valeurs ». Le président du Renou-
veau juif, qui avait lancé, en 1981,
un mot d'ordre de « vote-sanction »
à l'encontre de M. Valéry Giscard
d'Estaing, en raison de la politique
de ce dernier au Proche-Orient, a
déclaré : « Aujourd'hui, le vote-
sanction n'est pas à l'ordre du
jour [...]. Je ne crois pas que Jacques
Chirac antisémite, raciste ou xéno-
phobe. Je ne crois pas au rejet de
Jacques Chirac dans les bras de
M. Le Pen [...]. Il n'a pas conclu
d'alliance [...]. Je crois qu'il faut
lui faire crédit sur ce point [...].
Mais j'avertis que nous n'admet-
trons pas d'alliance locale ou régio-
nale avec les partisans du Front
national [...]. Nous nous mobilise-
rons [...] contre toute tentative

d'alliance avec les nostalgiques de
Vichy ».

Le bulletin quotidien Jour J a
publié, mardi, un message de
M. Chirac dans lequel le candidat
du RPR se déclare « fier de l'action
qui a été [la sienne] pour lutter, sur
le sol national, contre le racisme et
l'antisémitisme et pour contribuer,
à l'extérieur de nos frontières, à la
recherche d'une solution entre
Israël et ses voisins ». M. Chirac
souligne qu'il a agi « au nom de cer-
taines valeurs éthiques et de morale
que partagent tous les hommes de
bonne volonté » et que « la réélec-
tion du candidat socialiste ne pour-
rait que faire grandir encore le front
du refus et du rejet ».

M. Chirac cherche à rassurer

Cette déclaration de M. Chirac,
qui se dit conscient du fait que la
communauté juive « s'est émue des
résultats du premier tour de l'élec-
tion présidentielle », répond aux
réactions qu'il avait provoquées,
parmi les juifs, non seulement ses
résultats, mais les propos de M. Pas-
qua dans Valeurs actuelles. Après le
grand rabbin de France, M. Joseph
Sitruk, qui s'était déclaré « inquiet
de ce que les gens puissent oublier
tout ce qu'il y a de négatif dans le
parti de M. Le Pen », M. Alain
Goldmann, grand rabbin de Paris, a
jugé, lundi, sur France-Inter, « abso-
lument pas supportable » le fait que
l'on puisse « s'identifier aux valeurs
qui ont été énoncées par le Front
national ».

Dès le lendemain du premier tour,
le Conseil représentatif des institu-
tions juives de France (CRIF) avait
mis en garde contre tout compromis
avec « ceux qui combattent les
valeurs » de la démocratie
(le Monde du 27 avril). Certains
souhaitaient que la communauté
organisée s'engage davantage, en
prenant position plus nettement
encore sur ce que représente le
Front national et en faisant cam-
pagne, y compris par des manifesta-
tions, contre ce mouvement et
contre ceux qui n'en dénonceraient
pas les dangers. (M. Eric Ghebali,
secrétaire général de SOS-Racisme,
et une quarantaine de personnalités
communautaires locales, organisent
un meeting à Marseille le
jeudi 5 mai.) D'autres estimaient,
au contraire, que les juifs ne
devaient pas donner l'impression de
faire une affaire personnelle d'un
problème qui concerne tous les
démocrates.

Comme M. Théo Klein, président
du CRIF, M. Hajdenberg s'est pro-
noncé contre les manifestations
publiques. Il a invité les juifs à se
mobiliser individuellement contre le
danger d'extrême droite, en s'adres-
sant à leurs proches, à leurs voisins,
pour expliquer ce qu'est ce mouve-
ment et ce qu'il représente. Les
juifs, dans leur grande majorité
convaincus, depuis l'affaire du
« point de détail », en septembre
dernier, de la fidélité du Front natio-
nal à la tradition antisémite du cou-
rant dont il procède, sont nombreux
à s'interroger sur les risques que
recèle l'attitude de la droite à
l'égard de ce mouvement.

Ils sont loin d'être unanimes sur la
conduite à suivre pour le combattre.
M. Hajdenberg a indiqué qu'il
entend « faire crédit » à M. Chirac.
Il reste que la montée en puissance
du Front national suscite, dans les
rangs de la communauté, une « sur-
détermination » du vote, qui incite
certains partisans du premier mini-
stre à s'interroger sur les inconvé-
nients comparés d'une droite affai-
blie face à l'extrême droite et d'une
gauche sous le règne de laquelle on a
vu grandir M. Le Pen.

P. J.

Gérard Fuchs



Ils resteront

le défi de l'immigration

Une politique qui s'adresse au futur des immigrés ? L'objectif
de Gérard Fuchs est plus ambitieux : une immigration de
l'immense majorité de nos compatriotes.

Copyright © 1988. A. B. 7-10 Boulevard Saint-Germain, PARIS 6ème

Retour à Digne, ville-test La chasse à la taupe

DIGNE
de notre envoyé spécial

Digne a perdu ses illusions. Elle se croyait
heureuse, emmitouflée dans son cocon bas-
alpin de montagnes et de rivières, à l'abri du
mistral mauvais qui là-bas, au sud, du côté de
Marseille, souffle l'extrémisme sur fond
d'immigration, de racisme, de psychose sécu-
ritaire, et elle s'est réveillée, le 24 avril, avec
15,36 % de partisans de M. Le Pen dans ses
pantoufles !
Digne la républicaine reste sous le choc.
Elle ne comprend pas cette dégradation spon-
tanée de l'« effet Le Pen » qui s'est manifesté
dans chacun des douze bureaux de vote, et
pas seulement dans les quartiers excentrés de
la rive droite de la Bléone, où le président du
Front national a recueilli jusqu'à 20 % des
suffrages. Elle comprend d'autant moins que
les amis de M. Le Pen n'ont eu ici, jusqu'à
présent, qu'une présence fantomatique. Ils
n'ont jamais tenu la moindre réunion publi-
que ; ils ne se manifestent jamais dans la vie
communale ; il y a quelques jours encore les
policiers en charge des renseignements gé-
néral ne savaient pas très bien qui était leur
porte-parole.

M. Jules-Henri Pansieri crêpe pourtant et
il n'a rien d'un passe-muraille. Ce pied-noir
de Tunisie, âgé de quarante-neuf ans, bâti
comme une armoire provençale, Dignois
d'adoption depuis dix-huit ans, fait même
partie des fortes personnalités locales. On le
connaît dans les milieux d'affaires, où il pro-
père en vendant des automobiles. On ne peut
l'ignorer non plus dans le microcosme politi-
que, puisqu'il fut l'un des premiers giscar-
diens du département des Alpes-de-

Haute-Provence, où il fonda naguère la
fédération des républicains indépendants.

Aujourd'hui, à Digne, M. Pansieri est le
seul dirigeant politique à avoir le sourire.
Normal. Ce patron « libéral-chrétien » — qui
a la particularité d'avoir été élève chez les
jésuites tout en apprenant l'arabe, dans son
enfance tunisienne, à l'école coranique — a
bien caché son jeu et il a rattrapé la mise.
Le voilà arbitre du second tour.

Il ne regrette pas ce jour de 1981 où, de
passage à Nice, écorché par la « dérive socia-
liste de Giscard » et par l'arrivée au pouvoir
de l'engueusse socialo-communiste, bien
décidé à se tenir à l'écart du gâchis politi-
cien, il était entré par hasard dans une salle
où s'exprimait le groupuscule président du
Front national. Il en parle comme si, ce jour-
là, il avait eu le coup de foudre : « J'ai décou-
vert alors que le discours de Jean-Marie Le
Pen représentait toutes les valeurs aux-
quelles j'adhère depuis toujours. J'ai écrit
au siège du parti, Jean-Pierre Stirbois m'a
demandé de créer une section, je l'ai fait. Au
début, il y avait quatre ans, nous étions deux, un
plombier et moi ; maintenant nous avons
huit cent cinquante adhérents en carte. »

De son idole, M. Pansieri, à vrai dire, ne
sait pas grand chose mais il ne veut pas le
savoir. Il s'en tient à ses convictions : « Le
Pen est un homme foncièrement honnête. » Il
préfère raconter comment il a réussi son pari
dignois : « J'ai fait comme les communistes :
j'ai créé un réseau clandestin de résistance
au socialisme. Le bouche à oreille. Un vrai
travail de taupe. Et vous savez, surpris du
nombre des personnalités qui sont chez nous.
Leur vote du 24 avril n'a pas été un vote de
protestation ou un vote de refus. Les Bas-
Alpes sont des gens de tradition et ils ont

compris que nous représentons la tradition
de la France... »

Triomphant, M. Pansieri se montre aussi
magnanime. Il n'hésite pas à souligner que le
maire RPR de Digne, M. Pierre Rinaldi, est
« un très bon maire ». Il reconnaît aussi à
M. Mitterrand « des qualités d'homme
d'état ». Surtout, il tient à faire savoir que,
lui, le 8 mai, il votera pour « le mal ». Jac-
ques Chirac, car rien ne serait pire que le
retour des socialistes à la direction de l'Etat.
M. Pansieri prépare déjà les cantonales et les
municipales. Il plane : « Je suis libre et de
bonnes mœurs, cariste, un meneur
d'hommes... » Ivresse des cimes...

« Les bonnes volontés sont les mêmes »

Les socialistes sont moroses. A Digne, le
président-candidat n'a recueilli, le 24 avril,
que 31,05 % des suffrages exprimés, soit trois
points de moins que sa moyenne nationale.
Pas de quoi paviser de la part d'une ville-
test (1). Les communistes, qui, d'habitude,
résistent mieux qu'ailleurs à l'érosion de
leur parti, ont cette fois, touché le fond du
trou : ils n'ont obtenu que 6,53 % (un peu
moins que la moyenne nationale de M. André
Lajoinie), tandis que M. Pierre Juquin at-
teignait 2,85 %.

Les uns et les autres paraissent décon-
nancés. Ils crient à la « peste brune », ap-
pellent à éradiquer la « racine du mal ». Les
anciens déportés ont tenu une conférence de
presse pour dénoncer la régression de
Digne, ne se sentant pas.

Les chiraquiens, bien entendu, ne veulent
pas croire au « mouvement en profondeur »
dont parle M. Pansieri qui, au fond, reste
leur cousin germain. Le premier mini-

tre-candidat n'ayant rassemblé au premier
tour que 19,79 % des suffrages en distançant
M. Raymond Barre (16,91 %) de près de
trois points, ils préfèrent parler de « malen-
tendus ».

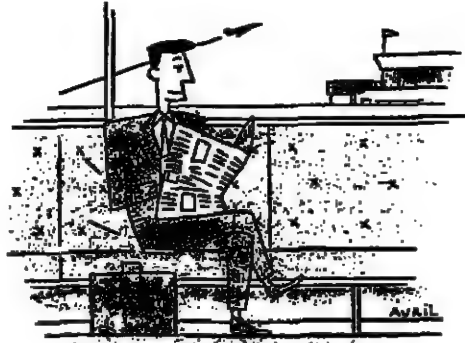
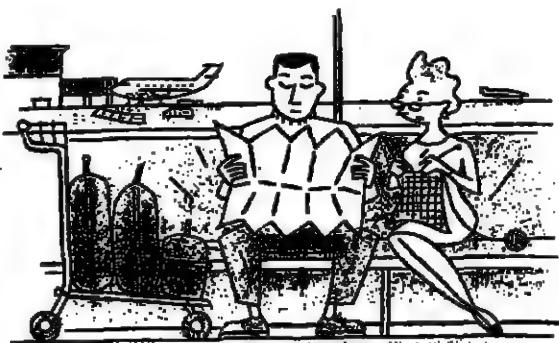
Le maire, qui pense, lui aussi, aux pro-
chaines échéances, s'est montré très occupa-
pé, le mardi 3 mai, au cours d'une réunion
publique animée conjointement par le mini-
stre RPR de la jeunesse et des sports,
M. Christian Bergelin, et le député UDF des
Hautes-Alpes, M. Pierre Bernard-Raymond.
« Il n'y a pas de place pour les états d'âme et
les supputations », a dit M. Rinaldi. Que l'on
soit du RPR, de l'UDF, du Front national,
les bonnes volontés sont les mêmes. L'amour
de la patrie est le même !

Au nom des barrières, dont le comité a
fusionné avec celui des chiraquiens, le maire
de Peyrus, M. Francis Galzi, s'est, lui aussi,
montré extrêmement conciliant dans sa
chasse à la taupe lepéniste. Il ne l'a pas prise
à rebrousse-poil : « Sachons tendre la main à
ces gens qui se sont égarés. Sachons leur dire
qu'il faut revenir vers des valeurs plus nobles... » Non, la chasse ne sera pas la
guerre ! Les chasseurs de voix ont mis leurs
gants de velours.

La veille, à Manosque, M. Pansieri avait
même été courtoisement invité à partager
une réunion des chiraquiens et des barri-
stes du département organisée opportunément
sous l'égide de l'association-passerelle Avenir
et liberté. Et il était venu, en tant qu'obser-
vateur, célébrer ces retrouvailles des
droites. Tout le monde avait été aimable avec
lui. Digne, déjà, n'était plus dans Digne...
ALAIN ROLLAT.

(1) Le Monde des 23, 24, 25, 27-28 mars, 1^{er}, 2
et 16 avril.

POUR VOUS C'EST BIEN PARTI POUR 1992,
SI VOTRE SECRÉTAIRE VOUS FAIT VOYAGER
PAR LE BUSINESS AIRPORT PLUTÔT
QUE PAR LES ROUTINE AIRPORTS.



LONDON CITY AIRPORT LE PREMIER BUSINESS AIRPORT.

Au cœur de Londres, le London City Airport est le Premier
Business Airport Européen.
Avant, pendant, après le vol, vous êtes toujours traité en VIP. Le
London City Airport, c'est du temps gagné : embarquement en
10 min, temps minimum de roulage au sol, pas d'embouteillage
aérien.
Le London City Airport c'est aussi plus d'efficacité. A votre disposi-
tion : 11 business centre avec salles de réunions, restauration de
qualité, interprète, secrétaire, télécommunications.
Le London City Airport : 11 vols quotidiens, jusqu'à 2 heures* de
gagnées dans votre journée de businessman.

11 VOLS QUOTIDIENS
PARIS-LONDRES A-R.

London City Airways* 7h30 11h 15h 18h45
Air France** 8h-10h 12h-14h 16h-18h 20h
Réservations : Toutes agences
*UK/London City Airways : 02.64.66.66 ** Air France : 45.35.00.00



© 1988 LCA

Politique

La campagne de M. François Mitterrand

Les VUES de Raymond Depardon



Mardi 3 mai, Palais de l'Élysée à 12 h 30

Jean-Louis Bianco
secrétaire général.
L'orage vient de passer
l'herbe du parc est verte
je suis de dos à la fenêtre
il est face à moi
un peu gêné
d'être photographié
il me parle de ce qu'il voit
la salle des fêtes...

là où il y avait encore
des bals du temps du général
le téléphone sonne.
c'est le président.
Il me remercie
en descendant je croise
le ministre de la défense
l'air sombre
dehors il y a du soleil
comme en pleine saison des pluies.

M. Durafour
lance l'Association
des démocrates

M. Michel Durafour, qui, après avoir soutenu M. Raymond Barre au premier tour, s'est engagé en faveur de M. François Mitterrand, a rendu public, le mardi 3 mai, la création de l'Association des démocrates dont l'objet est de réunir « tous ceux qui ne sont pas socialistes » et qui soutiennent le président-candidat au second tour. Après avoir précisé que cette association n'est pas un parti et n'a pas vocation à le devenir, le sénateur UDF de la Loire et vice-président du Parti radical a expliqué que cette association rejette le Front national, se réfère à l'« État impartial », et propose de construire l'Europe sous la forme d'une confédération politique.

M. Durafour a assuré que l'Association des démocrates compte quelque deux cents adhérents, essentiellement des élus locaux, parmi lesquels MM. Abel Sempé, sénateur du Gers, André Mure, adjoint chargé des affaires culturelles au maire de Lyon ou encore d'anciens ministres de M. Giscard d'Estaing comme lui-même, M. Gabriel Péronnet et M. Hélène Dorlhac. Figure également dans le bureau de l'association M. Gérard Israël qui avait été élu à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste conduite en 1979 par M. Chirac.

Le déclin du PCF
« L'Humanité » polémique avec « les Izvestia »

L'Humanité du 4 mai consacre une page entière aux commentaires de la presse soviétique, et en particulier à l'article d'Alexandre Bovine dans les Izvestia (Le Monde du 4 mai), concernant le résultat obtenu par le PCF au premier tour de l'élection présidentielle. Le commentateur soviétique avait estimé, entre autres, que « les communistes » et « cela ne concerne pas seulement le PCF » n'ont pas de programme, n'ont pas de slogans qui pourraient attirer de larges couches de la population, avant tout de la classe ouvrière.

Sous le titre « Glasnost » (transparence), Claude Cabanes, rédacteur en chef de L'Humanité et membre du comité central du PCF, estime d'abord que Libération et le Monde « en sont réduits à traquer leurs citations ». Les deux journaux ont strictement cité — le Monde l'a indiqué — une dépêche de l'AfP en provenance de Moscou, et la phrase extraite par le rédacteur de L'Humanité pour étayer son accusation a strictement le même sens dans les deux versions.

« Le PCF connaît les processus négatifs et les phénomènes pendant longtemps caractéristiques de notre pays », avait traduit l'AfP, et Alexandre Bovine avait écrit : « Les

processus et phénomènes négatifs qui ont longtemps été caractéristiques de notre pays se font sentir dans l'affaiblissement de l'autorité et de l'influence des communistes » français. Pour le reste, toutes les citations de l'article des Izvestia fournies par L'Humanité sont les mêmes que celles publiées par la « presse bourgeoise ». Claude Cabanes, qui donne entièrement raison à Alexandre Bovine à propos de l'observation des « processus et phénomènes négatifs », affirme qu'elle va dans le même sens que « des propos tenus récemment par Anatoli Dobrynine ». A Prague, le 15 avril, le responsable de la section internationale du comité central soviétique avait remarqué qu'« un climat favorable est en train de se créer pour l'approfondissement du dialogue et des relations » entre communistes et socialistes-démocrates. Il notait également que « la force d'attraction du socialisme s'est affaiblie ». Cette dernière considération, qui concerne prioritairement l'Union soviétique, est reprise par Claude Cabanes.

Le rédacteur en chef de L'Humanité souligne que le PCF a été confronté, au début des années 70, à la « guerre idéologique » sur les

POINT DE VUE

L'affront national

par Guy Bedos

Le 15 avril dernier, à Lyon, dans un meeting où je me produisais en vedette américaine de François Mitterrand, j'avais improvisé un sketch fortement inspiré par le fameux discours du président à Rennes — je cite de mémoire : « Il n'y a pas les bons d'un côté et les méchants de l'autre », « Il y a des hommes excellents dans l'actuelle majorité », etc. Propos « rassembleurs » dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils avaient un peu troublé l'auditoire breton mais néanmoins socialiste.

Bref, une semaine plus tard, et pour faire rire de façon non courtoise les quelques vingt mille mitterrandistes de la vallée du Rhône entassés ce soir-là sous un chapiteau, j'avais tenté de recréer le personnage du militant de base en état de choc qui disait : « Jusqu'ici j'ai voté Mitterrand les yeux fermés, maintenant, en plus, je me bouche les oreilles ! » Dès le lendemain, la formule était reprise par une grande partie de la presse, parfois faussant et sans aucune « distance » ludique : mais qu'y faire ? Il y a des journalistes qui n'ont pas besoin de se boucher les oreilles, ils sont déjà sourds, et il y en a même qui boivent. De la difficulté de manier l'humour en période électorale !

Depuis, nous avons vécu le premier tour. Les résultats du premier tour. Les 34 % de Mitterrand. Les 19 % de Chirac. Et les 15 % de La Pen. Et pour un peu, c'est moi qui, soudain, manquerais totalement d'humour.

Et pour le coup, entre ces deux tours, j'aurais presque envie de m'engager — ça frise la faute professionnelle ! — sérieusement, dans un journal sérieux. Et voici que le Monde m'accorde cette Tribune libre. Je remercie le Monde et j'écris, oui, je ne

rêve pas, c'est bien moi qui écris, pour une fois sans la moindre espérance, que si, comme toujours en politique, il faut choisir entre deux inconvénients, il préfère nettement la main tendue par Mitterrand vers Simone Veil ou Bernard Sautou, à la coupe offerte par Chirac à Jean-Marie Le Pen !

Pas très distingué, je sais, je demande pardon aux abonnés, mais Chirac, Pasqua, Le Pen, ça n'est pas Marivaux non plus. Et ce sont des gens à qui il faut quelquefois parler leur langue.

On aura tout vu

Chirac, 19 % ! Ça valait vraiment le coup de dépenser tout ce fic et pour-neux et en paves publicitaires ! Même son nouveau copain, Raymond Barre — tu parles, ils se détestent ! — qui dénonçait « l'argent qui ruisselle... ». Et c'est vrai, sans pousser trop la démagogie, que c'en aurait fait du pognon, tout ça, pour les Restos du cœur ! (Cela dit, Mitterrand, ça n'était pas gratuit non plus. Et Le Pen, le douze millions, ça n'aurait pas été jouer les pauvres... Lui, au moins, ça a payé : deux millions de voix de plus qu'en

mars 1986. Pasqua est bien forcé de reconnaître les valeurs actuelles !)

Le 15 juin 1985, SOS-Racisme réunissait trois cents mille personnes place de la Concorde. C'était la fête. Le 1^{er} mai 1988, le Front national — l'affront national ! — s'est introduit dans le cœur de Paris. Ça fut le honte.

Ces jours-ci, Jacques Chirac confie au Journal de la Une que, pendant la nuit du premier tour, il avait très bien dormi. Moi, très mal. Et Dieu sait que je n'ai pas, dans cette affaire, les mêmes responsabilités. Encore que...

Ce soir-là, je suis resté comme un papillon pénétré, collé à mon écran de télé. Et, vers minuit, je me suis dit qu'il allait falloir pas mal se bagner pour ce deuxième tour. Mais que, quelque soit le résultat, même favorable, on ne pourrait pas, comme ça, zapper une partie de la France. Et qu'il resterait beaucoup, beaucoup de boulot pour nous. Nous qui ? Nous. Et que, personnellement, et dans les limites de ce que je peux faire, j'irai partout où il faudra pour ça.

Aujourd'hui j'écris dans le Monde. On aura tout vu.

Je crois bien que nous finirons par gagner.

Le président chiffre son projet
de revenu minimum

Dans un entretien au Parisien libéré du mercredi 4 mai, M. Mitterrand donne pour la première fois des détails sur sa proposition de revenu minimum garanti pour les plus pauvres.

« On pense à 2 000 francs pour une personne, déclare-t-il. Si c'est un couple, 1 000 francs de plus. S'il

» Done, le revenu minimum doit être associé, par une étroite relation entre l'État et les collectivités locales, à une réinsertion sociale. Le premier ministre candidat propose, lui, une sorte d'aide facultative à environ vingt mille personnes sélectionnées sur un ne sait quels critères. On reste loin du compte. Selon nos estimations, le revenu



y a des enfants 600 francs par enfant. Vous voyez que cela reste très modeste, mais il faut stimuler, même régler l'insertion sociale des bénéficiaires de cette mesure afin d'éviter qu'il ne s'agisse d'assistance. Car, ce dont souffrent les pauvres qui n'ont pas toujours été pauvres, qui ont été victimes des transformations de notre société, c'est à la fois, bien entendu, de ne voir rien, mais aussi d'être exclus. C'est, je le répète, leur dignité qui est en cause. Rejetés de tous, on peut imaginer leur détresse.

minimum peut coûter 8 milliards de francs. C'est pour cela, notamment, que je préconise l'impôt sur les grandes fortunes, dont les dispositions majeures ne seraient pas très différentes de celles que l'on a connues avant 1986, si ce n'est qu'il s'appliquerait qu'à partir de 4 millions et non de 3, à cause de l'inflation. Il devrait rapporter, avec des dispositions annexes sur lesquelles je ne m'étendrai pas, 6 milliards environ. La différence de 2 milliards étant assurée par le budget.

Manque
d'analyse sérieuse

Après ces considérations, le rédacteur en chef affirme qu'« Alexandre Bovine semble tout ignorer de la réalité de la politique des communistes français, et plus généralement de la réalité du capitalisme et de la vie politique française ». Saissant un récent article de son confrère soviétique sur le manque d'analyse sérieuse [...] dans la presse soviétique » sur la vie internationale, Claude Cabanes lui demande les raisons de son dernier « monument de langue de bois » sur l'élection française.

En conclusion, Claude Cabanes laisse entendre que cet article très critique d'Alexandre Bovine est destiné à plaire à M. François Mitterrand, en ayant soin de poser seulement la question et en soulignant qu'il ne s'adresse « simplement pas à celles et ceux qui vivent, qui travaillent et qui luttent en France ». S'adressant directement au « camarade Bovine », le rédacteur en chef de L'Humanité souhaite, au nom de la « glasnost », que son article soit porté à la connaissance des lecteurs des Izvestia.

Le 22 mars 1986, l'Unità, organe du Parti communiste italien, ayant, quatre jours auparavant, fait une analyse critique du résultat du PCF aux élections législatives, L'Humanité s'était contentée, dans un petit article, de rappeler les principes de non-ingérence dans les affaires d'un parti frère.

O. B.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Arrighi

Exclusion

M. Pascal Arrighi, député (FN) des Bouches-du-Rhône, a opposé, le mardi 3 mai, « le démenti le plus formel » aux propos rapportés dans l'entretien qu'il a accordé au mensuel juit Passages. « A partir d'une interview donnée à des étudiants juits il y a plus de trois mois, il m'est prêt des déclarations que je n'ai pu faire », a indiqué M. Arrighi. Le président de la fédération marseillaise du Front national a en effet affirmé, dans Passages, que son parti « n'excluerait pas » un de ses parlementaires qui tiendrait « publiquement des propos antisémites » et qu'il ne manifesterait « aucune violence » à son encontre. « Entre les putains ghanéennes et les juits, même ceux venus récemment en France, il y a un monde », a ajouté M. Arrighi en concluant : « Si j'étais juif, je le percevrais comme ça. »

Mgr Coffy

Pas de concession

Mgr Robert Coffy, archevêque de Marseille, affirme qu'« il ne faut faire

aucune concession » aux idées de M. Jean-Marie Le Pen. Il dénonce notamment « l'exclusion » prônée par le président du FN. Dans un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire la Vie, l'archevêque de Marseille estime que l'action de M. Le Pen « se situe tout à fait dans la lignée de l'Action française ». « Ces valeurs-là ne sont ni celles de la tradition chrétienne ni, surtout, celles défendues par le concile. » Pour autant, Mgr Coffy précise que sa « condamnation » des thèses léninistes n'est pas destinée à accabler les électeurs de M. Le Pen. « Je suppose qu'il y a parmi eux d'excellents chrétiens. Certains situations, je le comprends, peuvent susciter un vote d'exaspération [...]. Qui, le problème de l'immigration existe, rien ne sert de l'étaler. »

M. Harlem Désir

Cordon

sanitaire

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, invité, le mardi 3 mai de l'Association de la presse anglo-américaine, a mis en garde

M. Charles Pasqua en affirmant que « les gens préfèrent toujours l'original à l'imitation ». Ironisant sur les « connotations » du ministre de l'intérieur, qui avait déclaré dans une interview accordée à Valeurs actuelles qu'il partageait « les mêmes valeurs » que le Front national, M. Harlem Désir estime qu'il est nécessaire de « tendre un cordon sanitaire » autour du FN en refusant toute alliance électorale avec ce parti.

M. Madelin

Recette

M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, a déclaré, le mardi 3 mai à Toulouse (Haute-Garonne), que « le gouvernement qui promet François Mitterrand, c'est la recette du plat de cheval et d'aloquette, avec un cheval socialiste et des aloquettes capitalistes ». « Il paraît, a ajouté le député général du Parti républicain, qu'on peut encore trouver des aloquettes prêtes à se faire plumer », avant de conclure qu'un gouvernement regroupant des éléments de gauche et d'autres venant de la droite rassemblerait à « un chat qui aboie ».

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par le Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
**EUROPE...
LE GRAND MARCHÉ
INTÉRIEUR**

Avec notamment
des articles de :
J. DELORS, C. LALUMIÈRE,
H. NALLET, J. AURIOUX,
Ch. GOUX, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbre à 2 F ou chèque)
à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-
Delors, 75014 Paris, en spécifiant le
dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (60 % d'économie) qui
donne droit à l'envoi gratuit de ce
numéro.

Politique

Les leçons du scrutin du 24 avril 1988

Le vote des femmes : l'autre événement

par Janine Mossuz-Lavau
et Mariette Sineau

Respectivement directrice de recherche et chargée de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Fondation nationale des sciences politiques CNRS).

La métaphore du tremblement de terre lepeniste a été reprise, non sans raison, par l'ensemble des observateurs. Pourtant, il est un autre bouleversement dont on n'a guère encore mesuré l'impact : le nouveau comportement électoral des Françaises (qui forment 53 % des électeurs inscrits). Cette préférence accordée à M. Mitterrand (37 % contre 31 % des hommes selon BVA), plus grande résistance au vote « exutoire » d'extrême droite (10 % contre 17 % chez les hommes), tels sont au soir du 24 avril 1988 les deux traits distincts de l'électorat féminin.

La fiche technique

Ce sondage a été effectué par Bull et BVA, dimanche 24 avril, auprès de 2 837 électeurs venant de voter. La méthode utilisée est la suivante : les électeurs, tirés au sort à la sortie des bureaux de vote, sont invités à remplir un questionnaire portant sur leur vote du jour, leurs votes antérieurs, leurs motivations, leurs intentions de report pour le second tour. La taille de l'échantillon permet une analyse plus détaillée que celle que l'on peut faire à partir des sondages habituels. Ce sondage a été commenté au cours de la soirée Antenne 2, Europe 1, Paris-Match, avec l'estimation des résultats du premier tour réalisée par Bull et BVA diffusée à 20 heures. Rappelons qu'à la différence du sondage l'estimation est faite sur la base de bulletins dépouillés, dans un échantillon de bureaux de vote politiquement représentatifs des consultations électorales antérieures.

Certes, ces choix étaient déjà largement inscrits dans le vote du 16 mars 1986 : à cette date, les femmes étaient un peu plus nombreuses que les hommes à voter pour les candidats socialistes (33 % contre 31 % selon l'IFOP), et surtout moins enclines qu'eux à céder à la fièvre lepeniste (7 % contre 12 %). Au premier tour de l'élection présidentielle, les Françaises ont confirmé, ou les amplifiant, les options prises deux ans auparavant, ce qui laisse à penser depuis près de dix mois les sondages préélectoraux.

Des intentions de vote formulées pour le second tour, on peut inférer que le candidat-président va obtenir un second mandat grâce aux femmes — elles disent en tout cas vouloir voter majoritairement pour lui le 8 mai. Quel changement, quand on se souvient que M. Mitterrand a perdu à cause d'elles l'élection présidentielle de 1965 (seules 39 % des Françaises avaient voté pour lui au second tour contre 51 % des hommes), comme il a perdu celle de 1974 (46 % des suffrages féminins, contre 53 % des suffrages masculins).

M. Mitterrand fait le plein des voix féminines au sein de catégories « phares », qui avaient déjà privilégié le Parti socialiste en 1986 (voir tableau). Chez les moins de vingt-cinq ans, 45 % des femmes ont voté pour lui, contre 27 % des hommes. Parmi les étudiantes, 43 % d'entre elles lui accordent la préférence (24 % des hommes). Enfin, c'est aussi et surtout dans le monde du travail que M. Mitterrand recrute ses électrices : 40 % des femmes actives lui ont donné leurs suffrages (34 % des femmes au foyer). Mise en évidence à l'occasion des élections législatives de 1978, la corrélation entre l'orientation des femmes à gauche et leur participation à la vie économique est désormais un élément marquant du paysage électoral (1). Parmi les actives, les ouvrières, les employées et les cadres moyens forment le gros de

la clientèle mitterrandienne, en votant plus souvent que les hommes pour le candidat socialiste. Même au sein des professions libérales, traditionnellement orientées à droite, celui-ci a été soutenu par 34 % des femmes et 19 % seulement des hommes.

Alors que M. Mitterrand a su attirer les franges en expansion de l'électorat féminin ainsi que les jeunes, alors qu'il a su conserver le vote des « travailleuses », il a réussi dans le même temps à mobiliser sur certains groupes d'électrices plus conservatrices. Rattachement aux idées socialistes ou « légitimisme », c'est l'ensemble des femmes de moins de soixante-cinq ans qui ont voté plus souvent que les hommes du même âge en faveur du président sortant. Ce dernier a mobilisé les femmes les plus touchées par la restructuration économique, les chômeuses : 45 % lui ont donné leurs voix, contre 35 % seulement des chômeurs, plus portés qu'eux à se ranger derrière M. Le Pen. Plus grande a été aussi la fidélité socialiste des femmes : 83 % des électrices PS de 1986 ont choisi M. Mitterrand le 24 avril, contre 76 % des électeurs.

Contre le « retour à la maison »

Alors qu'elles sont plus souvent que les hommes frappées par les effets de la crise, les femmes se refusent plus qu'eux à voter pour le Front national. Certes, les plus lepenistes d'entre elles appartiennent aux catégories les plus menacées par l'avenir : 16 % de votes Le Pen chez les femmes commerçantes/artisanes, 17 % chez les chômeuses (soit chez ces dernières une progression de 9 points par rapport à 1986) ou encore les plus isolées (15 % des femmes au foyer ont voté extrême droite). Pourtant, elles restent toujours en retrait des tendances frontistes manifestées par les hommes en situation de désarroi identique. En outre, le populisme de M. Le Pen connaît des limites sévères chez les femmes : il ne polarise que 9 % des

suffrages des ouvrières, 11 % de ceux des employées, contre respectivement 17 % et 21 % chez les hommes.

Ce que les femmes, au sommet comme en bas de l'échelle sociale, rejettent vraisemblablement, c'est l'antiféminisme primaire du Front national (suppression de l'avortement légal, « retour à la maison » avec octroi d'un salaire maternel...). Les plus anti-lepenistes d'entre elles se trouvent dans les groupes les moins propres à appuyer une idéologie qui s'avère aussi sexiste que xénophobe : les moins de vingt et un ans — 9 % de votes Le Pen contre 16 % chez les garçons du même âge — les étudiantes, les actives d'une façon générale.

Ce vote va-t-il perdurer dans les années à venir ? Après tout, la per-

somalité des hommes n'aurait-elle pu largement « guider » les choix : au charme d'un père-président particulièrement attractif pour les femmes répondraient les effets repousseurs de la virilité guerrière affichée par M. Le Pen ?

Deux types d'arguments plaident pour la thèse d'une mutation structurelle de l'électorat féminin. Tout d'abord, les Françaises ont été depuis quarante ans au cœur des plus grands changements de société : tertiarisation, sécularisation des emplois, démocratisation de l'enseignement supérieur (aujourd'hui, 57 % des bacheliers et 52 % des étudiants sont des filles). Cette prise de participation majoritaire ne peut masquer de peser gros sur le devenir de la société et sur l'ensemble des comportements féminins. Les manifestations étudiantes de l'hiver 1986, où les filles sont apparues en figure

de proue du mouvement, en sont une illustration. D'autre part, la comparaison avec l'étranger montre que, depuis le début des années 80, le « gender gap » (cette inversion des différences entre les comportements électoraux des hommes et des femmes), existe déjà dans un certain nombre de pays.

En Suède, en Norvège, au Danemark comme aux États-Unis, ce sont les femmes qui penchent du côté des sociaux-démocrates ou démocrates, les hommes du côté des conservateurs. Loin d'être spécifiquement française, l'orientation plus socialiste des femmes ne fait que s'inscrire dans un changement international plus vaste.

(1) Cf. sur ce point : Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Mariette), *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983 (collection « Recherches politiques »).

Vote du premier tour selon le sexe et la profession

Profession de l'intervinté	% Sexe	Boussel Laguerre Juquin	Lajoie	Mitterrand	Waechter	Barre	Chirac	Le Pen
Ouvriers	Hommes	8	18	41	3	5	8	17
	Femmes	6	10	53	2	16	4	9
Employés	Hommes	6	11	34	3	15	10	21
	Femmes	6	7	42	3	16	15	11
Cadres moyens	Hommes	6	7	33	6	15	17	16
	Femmes	5	4	44	5	17	15	10
Cadres supérieurs	Hommes	5	2	35	4	23	22	9
	Femmes	1	2	39	6	19	23	10
Professions libérales	Hommes	2	1	19	3	13	34	28
	Femmes	2	0	34	4	14	39	7
Commerçants artisans	Hommes	3	2	17	2	24	15	37
	Femmes	6	0	11	4	23	40	16
Chômeurs	Hommes	9	13	35	6	6	10	21
	Femmes	4	5	45	5	13	11	17
Retraités	Hommes	3	10	32	1	13	27	14
	Femmes	2	7	26	3	24	31	7
Étudiants	Hommes	4	7	24	4	27	24	10
	Femmes	6	0	43	8	20	17	6
Femmes au foyer		3	6	34	3	18	21	15
Femmes actives		5	5	40	4	17	19	10
Total	Hommes	6	9	31	3	15	19	17
	Femmes	4	5	37	5	18	21	10

Source : sondage réalisé des urnes Bull-BVA.

Aux kiosques, Citoyens!

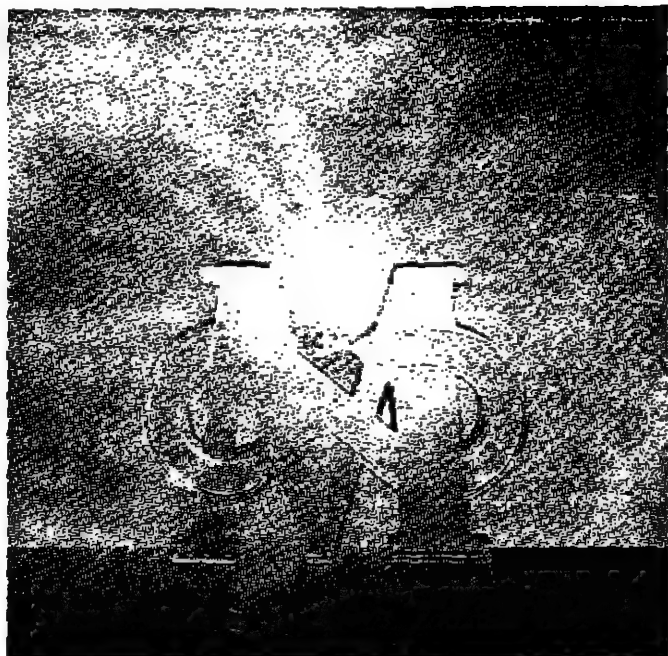
LA GRANDE
INTERVIEW DE
FRANÇOIS MITTERRAND
AVANT L'ELECTION

GLOBE

Globe, le magazine du temps qui pense.

après-demain

EUROPE
LE GRAND MAGAZINE
INTERIEUR



EUROMEDECINE

Montpellier

Georges Frèche,

*Président de l'association pour Euromédecine,
Député-Maire de Montpellier,*

Paul Puech, Jacques Demaille,

*Professeurs à la Faculté de Médecine de Montpellier,
Présidents du Comité Scientifique d'Euromédecine,*

Igor Barrère

Délégué Général d'Euromédecine,

*et tous les Conférenciers : professeurs, médecins, chercheurs, cliniciens
et fundamentalistes, biologistes, chirurgiens, dentistes, pharmaciens,
pharmacologues, psychiatres, psychologues venus du monde entier
pour présenter les informations complètes sur les grands thèmes
médicaux actuels, remercient*

*les 13 000 participants et l'industrie pharmaceutique et biomédicale
de leur présence aux 3^{èmes} Rencontres Internationales de Recherches
et de Technologies Médicales et Pharmaceutiques d'Euromédecine 87.*

*Dès à présent, le Comité Scientifique présidé par les Professeurs Paul Puech
et Jacques Demaille et le Comité d'Organisation placé sous l'autorité
de Georges Frèche (Député-Maire de Montpellier) et du Délégué Général
Igor Barrère, vous invitent à prendre connaissance de l'édition du programme
Euromédecine de Novembre 88, placé sous la présidence d'honneur
du Professeur Maurice Tubiana.*

Politique

La situation en Nouvelle-Calédonie et la campagne électorale

M. Le Pen parle de « soumettre » ou « d'exterminer » les « rebelles » M. Pasqua promet un grand déballage le 9 mai

« La soumission ou l'extermination ! » : c'est l'alternative que M. Jean-Marie Le Pen laisse à ceux qu'il appelle « les rebelles » canaques. Interrogé par RMC, le mardi 3 mai, sur la situation en Nouvelle-Calédonie, le président du Front national a estimé qu'il ne devait pas y avoir « de négociation possible entre un État et des terroristes rebelles ».

Sur place, la situation reste toujours aussi bloquée. Le chef du commando qui défient vingt-trois personnes en otage sur l'île d'Ouvéa a rejeté mardi la proposition de médiation de l'évêque catholique de Nouméa, Mgr Calvet. « Puisque Mgr Calvet prêche la souffrance et la pénitence, il n'a qu'à venir passer trente jours dans la terre, pleins et poings liés dans la grotte. Il verra ce que c'est », a affirmé M. Alphonse Diamou, considéré par le haut commandement comme le chef du commando détenant les otages.

De son côté, Mgr Calvet, dans un entretien publié mercredi 4 mai par le Croix, explique : « Cette mission, personne ne m'en a chargé. C'est moi qui me l'assigne [...] De nombreuses vies sont en danger. Je pense autant aux otages qu'à

ceux qui les gardent [...] » Le FLNKS a, pour sa part, lancé un avertissement aux autorités : « Le FLNKS a toujours garanti la vie des détenus tant que le gouvernement restait disposé à trouver une issue pacifique à l'affaire d'Ouvéa. Dans le cas contraire, tout peut arriver et le gouvernement français prendrait la lourde responsabilité de mettre directement en péril la vie des détenus. »

En métropole, M. Charles Pasqua poursuit son offensive contre le chef de l'État qui porte, selon lui, une part de « responsabilité » dans les événements du Caillou. Interrogé sur Europe 1, le ministre de l'Intérieur a brandi la menace d'un grand déballage : « Après les élections, quels que soient les résultats, nous aurons l'occasion de revenir sur tous ces points et de faire clairement apparaître au grand jour les responsabilités des uns et des autres. »

Enfin, l'union syndicale des journalistes CFDT « s'élève avec vigueur » dans un communiqué contre « l'atteinte à la liberté d'information » sur les événements calédoniens. Selon la CFDT, la Nouvelle-Calédonie est « mise entre parenthèses par le pouvoir politique ».

Le FLNKS veut négocier en position de force

NOUMÉA
de notre correspondant

« Ils sont maîtres du jeu. » Cette réflexion désabusée d'un haut fonctionnaire local traduit le sentiment d'impuissance qu'éprouvent les autorités face à la prise d'otages par le FLNKS à Ouvéa.

Pour les militaires du régiment d'infanterie de marine du Pacifique (RIMAP) et les tirailleurs d'élite du GIGN qui campent au sommet de la falaise du Gossan dans le nord de l'île d'Ouvéa, un coup de force est techniquement périlleux : il leur faudrait se laisser glisser le long d'une « cheminée » étroite pour accéder à une grotte obscure (30 mètres de long et 20 mètres de large), véritable « gruyère » percée de cavités où

des guetteurs armés de fusils ont pris position. Ne pouvant jouer sur l'effet de surprise, les gendarmes canaques ont beaucoup trop de risques. D'où un statu quo qui s'éternise.

Le FLNKS voulait créer l'événement à l'occasion du scrutin régional du 24 avril. Avec la prise d'otages d'Ouvéa, il y a réussi au-delà de ses espérances. Les indépendantistes tiennent l'opinion en haleine et placent le gouvernement dans l'embarras. Du coup, la mobilisation en demi-teinte observée sur le reste de l'archipel passe quasiment imperçue. Certes, le FLNKS a administré la preuve qu'il pouvait, dans certaines régions, se rendre maître du terrain. Lifou, Maré, Pouébo, se sont convertis de barrages routiers et ont été le théâtre d'accrochages

entre militants canaques et gendarmes. Canala vit dans un climat de guérilla : une douzaine de gendarmes blessés par balles, la population des tribus réfugiée dans la chaîne, des cases saccagées et incendiées par les forces de l'ordre.

Mais s'illusions de telles scènes sont inconnues. La côte ouest n'a pas « bougé », alors que des communes comme Poya, Voh, Koné avaient été à la pointe des troubles de fin 1984. Sur la côte est, Thio, ville « symbole », est restée en retrait. De Houailou à Hienghène, l'insécurité relève plus de la psychologie que de la réalité. Des obstacles perturbent ici et là la circulation, mais aucune agression n'a été signalée. Les jets de pierres sur les véhicules sont rares. Pourtant les quelques automobiles qui se hasardent sur la côte est refusent de circuler sans l'escorte d'un convoi de gendarmes, mitrailleuse en batterie et fusil pointé sur les crêtes.

Cette atmosphère d'état de siège disproportionnée donne la mesure de l'atout du FLNKS : susciter la peur avec bien peu de chose dans les secteurs à forte concentration canaque.

Stratégie et improvisation

Maîtres du jeu, les indépendantistes ne voient guère l'intérêt — pour l'heure — de jeter toutes leurs forces dans la bataille. Ils préfèrent les garder en réserve. « Ne forçons pas les choses, car il y a d'autres échéances », explique Léopold Jorédié, secrétaire général de l'Union calédonienne (composante majoritaire du FLNKS).

L'état-major indépendantiste a beau jeu maintenant d'accrocher l'idée que son plan se déroule comme prévu, que fort d'une stratégie dosée et graduée, il est en mesure d'orchestrer une « mobilisation tournante » sur l'archipel, selon l'expression qui fait fureur à Nouméa. C'est faire peu de cas de la part d'improvisation qui continue de caractériser le fonctionnement du FLNKS. En réalité, on sait aujourd'hui que les « comités de lutte » avaient pour consigner de « mettre le paquet » dès la semaine qui précéderait le dimanche électoral du 24 avril. Beaucoup de leurs projets ont avorté, et seuls les militants d'Ouvéa et de Canala ont pu mener à bien leurs opérations « militaires ».

Pourtant, tout indique que ce scénario du « second souffle » devrait se mettre en place à l'approche du second tour de scrutin présidentiel, conformément à la volonté maintes fois affichée par le FLNKS de négocier « en position de force » avec le futur chef de l'État, quel qu'il soit : la réflexion de François Mitterrand ne suffira pas à enrayer l'offensive indépendantiste.

Si le FLNKS conserve une vague sympathie à l'endroit de l'actuel président de la République, il n'est guère disposé à lui accorder un chèque en blanc ; d'autant qu'avec le recul, il a l'impression de s'être fait « piéger » par les socialistes entre 1981 et 1986.

FREDERIC BOBIN.

Sur la côte est avec le convoi de ravitaillement

POINDIMIÉ
de notre envoyé spécial

Col des Roussettes, 381 mètres d'altitude. L'opération « jonction » a pris du retard. Six véhicules de gendarmerie et un camion frigorifique attendent sur le bord de la route Bouail-Poindimié qui joint les côtes ouest et est du territoire, sous la protection de lance-grenades pointés sur la montagne.

Un quart d'heure sous les orbes loquaces et le convoi attendu — une dizaine de voitures civiles encadrées de véhicules blindés roulements de gendarmerie (VBRG) — arrive dans l'autoroute sens. Les gendarmes qui descendent vers Nouméa ont l'air de se précipiter, quarante-deux barrières entre Poindimié et Ponérihouen sur la côte. La gendarmerie qui monte vers le nord s'élance pour la première opération de ravitaillement des brigades de la Grande Terre : 174 kilomètres, six heures d'embouteilles.

Le convoi — trois camions de vivres, une dépanneuse, transports de troupes et VBRG — ne s'attarde pas à Koula. Le village, à 20 kilomètres du col, a payé son tribut de coconiers au barrage et l'abri du renouveau scolaire est désolé : « Machoro combattant de la liberté, martyr noir. » Les enfants s'enfuient à l'approche des Blancs, qu'ils prennent, expliquent leur père, standardiste au chômage puisque les lignes PTT sont coupées, pour des « mobiles ». Il n'y a plus de cours. Les instituteurs sont partis en prévision des élections. La route est déserte, on ne circule qu'en convoi.

« Ici terre de Kanaky, Kuter dehors, sans chien blanc. » La maison de Bernard Kuter, quarante-quatre ans, commerçant à Houailou, la localité voisine, a été incendiée mardi soir à Koula. Le propriétaire est vide, l'intérieur saccagé. La grand-mère de Bernard Kuter était « une femme indigène ». L'un de ses cousins, Martial Vahanna, cinquant ans, dont la famille affichait un drapeau tricolore sur la maison, a été tué près de la tribu la semaine dernière.

Bernard Kuter et sa femme Liliane, directrice de l'école publique de Houailou, n'ont pas l'intention de quitter une région où ils ont investi dans un supermarché et une villa pour laquelle ils prévoient encore dix années de remboursement. « Vous avez des biens ici, vous partez, vous êtes clochard. » M^{me} Kuter a fait du judo. Elle remporte les concours

de tir de la localité. « En 1984 les indépendantistes venaient au magasin avec leur casse-tête pour prévenir qu'ils montaient un barrage. Maintenant on ne sait plus rien. Un Blanc est un Blanc. »

« Mort au colon ! »

A Houailou, trois camions de lait, de fruits, de légumes et de boissons se glissent dans le convoi de la gendarmerie, qui ravitaillera sa brigade installée dans ce qui était un restaurant jusqu'aux événements de 1984. Le gérant de la station-service qui ne pouvait pas l'acquiescer à cette époque s'est installé deux ans plus tard, les prix ayant chuté de moitié. Une chienne d'essence est vide. Les camions ne passent plus là « à chaîne ».

La montagne, par endroits, a été dépeçée. Des pierres sont allongées au carrel sur la route. Les gendarmes pressés le matin n'ont déposé qu'une voie. Les cailloux, les troncs, les bidons, rappellent sur leur chemin comme sur un cyclone. Un abrégé réclame « Mort au colon ! ». Quelques kilomètres plus loin une tribu indépendante salue, les bras levés, le passage des gendarmes, mitrailleuses en alerte sur les camions, malgré la pluie. « Allée la France ! », encourent le pou-dron... Plus loin deux jeunes crient « Vive Jésus ! ».

Quelques kilomètres avant Poindimié, le convoi s'arrête entre le lagon rouge par la boue qui dégringole de la montagne et les si paisibles tribus cachées derrière une rangée de coconiers. Les gendarmes sautent des camions, se déploient jusqu'à un virage. Une tranchée creusée dans la route est apparue entre le passage du convoi du matin et celui de l'après-midi. Les indépendantistes sur cette partie de la côte est entament la chausée. Un bulldozer, encadré par deux 504 de gendarmerie, vient ramblayer. Quelques troncs encore et Poindimié va voir arriver les bouteilles de gaz qui lui manquent depuis une semaine.

Le courrier est arrivé par Transail, le fromage par l'avion régulier, ainsi que les colis que des familles se font expédier depuis Nouméa. Il manque encore du lait, de la charcuterie, certaines marques de cigarettes et surtout le gaz, qui, déjà en 1984, arrivait par bateau. Le camionneur descendant de son véhicule, les clients sont déjà à l'épicerie. « On avait l'impression d'être abandonnés, coupés en deux. On revit. »

CORINE LESNES.

(Publicité)

Le texte suivant a été élaboré mardi 26 avril à l'initiative des mathématiciens Michel Broué, Henri Cartan, Laurent Schwartz.

« Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde », écrivait Brecht. Depuis quelques jours, tout contribue à nous rappeler la montée des périls dans les années sombres entre toutes de l'histoire de l'humanité.

Certes, nous ne sommes pas en 1933. Mais le nombre des voix obtenues par Jean-Marie Le Pen, l'arrogance de ses représentants et le caractère odieux de nombre de leurs discours, les références ouvertes à une tradition que les horreurs du nazisme avaient interdite de séjour, et l'appel provocateur à manifester le 1^{er} Mai, tout cela nous inquiète, et nous indigne.

La défense vigoureuse de la démocratie redevient donc la priorité. Elle impose le refus sans faille de tout compromis quel qu'il soit avec le Front National et ses idées, le rejet clair de toute faiblesse, de toute démagogie à l'égard des forces de la xénophobie, du racisme, de l'exclusion. Elle impose de combattre, tout de suite, de toutes ses forces, le fascisme montant.

Parmi les cinq cents premiers signataires (dont 90 professeurs d'université, professeurs à l'École Polytechnique, directeurs de recherche au CNRS ou à l'INSERM, professeurs au Collège de France, ou membres de l'Académie des Sciences), on a relevé les noms suivants :

Anatole Abragam, physicien ; Philippe Alfonsi, journaliste ; Martin Andler, mathématicien ; Jean-Marie Angleraud, psychiatre ; Michel Arlaud, sociologue ; Pierre Ardit, comédien ; Philippe Ascher, biologiste ; Louis Astre, syndicaliste ; Jean-Pierre Aubert, médecin ; Lucie Aubrac, ancienne résistante ; Raymond Aubrac, ancien résistant ; Sébastien Balibar, physicien ; Jean-Roger Balaud, physicien ; Claude Bardes, mathématicien ; Daniel Barlet, mathématicien ; Daniel Barsky, mathématicien ; Anne-Marie Bauer, ancienne déportée de la Résistance ; Henri Berestycki, mathématicien ; Adrien Bertrand, agrégé de philosophie ; Adrien Bedossa, biologiste ; Fabrice Bensimon, étudiant ; Nicole Bertine, mathématicienne ; Victor Bismuth, médecin ; François Bloch-Lainé, Marcel Blum, réalisateur ; Hervé Bokobza, psychiatre ; Jean-Michel Bony, mathématicien ; Francis Boncier, banquier ; William Bourdon, avocat ; Jean-Pierre Bourguignon, mathématicien ; Lawrence Breen, mathématicien ; Pierre Bressan, astronome ; Jean Brete, mathématicien ; Edouard Brézin, physicien ; Jean Brosse, physicien ; Michel Broué, mathématicien ; Martine Burdet-Dubuc, psychiatre ; Jean-Claude Casadeu, musicien ; Laurent Carrigou, directeur de salles de cinéma ; Henri Cartan, mathématicien ; Pierre Cartier, mathématicien ; Louis Cassou, administrateur financier ; Nicolas Castin, étudiant ; Jean Cerf, mathématicien ; Madeleine Cerf, psychologue ; Marc Chaperon, mathématicien ; Gérard Chailand, écrivain ; Jean-Pierre Changuex, biologiste ; Guy Chaouat, chirurgien ; Alain Chénier, mathématicien ; Chenez, dessinateur ; Zoulikha Chergui, avocat ; Claire Chevillon ; Gustave Choquet, mathématicien ; Claude Cohen-Tannoudji, physicien ; Michel Combarous, mécanicien ; Alain Corneau, metteur en scène ; Jean-Michel Coran, mathématicien ; Jean Couleau, géophysicien ; Guy Cousineau, informaticien ; Marc Diener, mathématicien ; François Digne, mathématicien ; Claude Delcayre, biologiste ; Michel Demazure, mathématicien ; Jean-Paul Descombes, psychiatre ; Jacques Dixmier, mathématicien ; Adrien Douady, mathématicien ; Maurice Dugonnet, metteur en scène ; Henri Duranton, biologiste ; Paulette Emmanuel-Monnier ; Jean-Jacques de Felice, avocat ; Roland Filastre, ancien déporté de la Résistance ; Yvonne Filiatre, ancienne déportée de la Résistance ; André François, peintre ; Paul Frayssse, psychologue ; Laurent Fribourg, informaticien ; Jacques Friedel, physicien ; Philippe Froguel, médecin ; Jean Gemahling, Compagnon de la Libération ; Maurice Georges, étudiant ; Christian Gérard, mathématicien ; Edouard Gillet, peintre ; Marc Giusti, mathématicien ; Pierre-William Glenn, metteur en scène ; Olivier Grison, économiste ; Pierre Grivet, physicien ; Claude Gruson, économiste ; Laurent Gruson, mathématicien ; Marie-Thérèse Gschwendtner, secrétaire ; André Guinier, physicien ; Marie-Hélène Guyon, étudiante ; Yves Haguenauer ; David Hanneul, physicien ; Virginie Hasenbelg, psychiatre ; Marie-Noëlle Havreng-Garion, avocat ; Jean-Yves Hée, mathématicien ; Michael Herman, mathématicien ; Francis Hirsch, mathématicien ; Anne-Marie Hogrel, avocat ; Dominique Ho Tin Noé, secrétaire ; Christine Humzinger, étudiante ; Daniel Jacoby, avocat ; Alexis Jacot, étudiant ; Pierre Jaquinot, physicien ; Bernard Janovici, physicien ; Juliette Jost, étudiante ; Pierre Joliot, biologiste ; Yves Joffa, avocat ; Daphné Juster, avocat ; Marcel-Francis Kahn, médecin ; Marin Karmitz, producteur ; Max Karoubi, mathématicien ; Serge et Beate Klarfeld ; Henri Korn, biologiste ; Philippe Kourilsky, biologiste ; Jean-Pierre Labasse, mathématicien ; Gilles Lacan, conseiller d'arrondissement ; Jean Lacouture, écrivain ; Bernadette Lafont ; Etienne Lalou, écrivain ; Jean Lannes, mathématicien ; Claude Lanzmann, cinéaste ; Jean-Michel Lary, mathématicien ; Guy Laval, psychiatre ; Marie-Françoise Laval, psychologue ; Amosé Lazarus, médecin ; Katia Lebart,

étudiante ; Jacques Le Pape, étudiant ; Philippe Le Chenadeau, informaticien ; Michèle Le Deuff, philosophe ; Jacques Le Goff, historien ; Jean-Claude Le Guillou, physicien ; Lise Lesèvre, ancienne déportée de la Résistance ; Jacques Lesourne ; Arrigo Lessana, chirurgien ; Ivan Levai, journaliste ; Emmanuel Levinas, philosophe ; Michael Levinas, compositeur ; Bernard Lévy, médecin ; François Loeser, mathématicien ; Stéphanie Louby, étudiante ; Loup, dessinateur ; André Lwoff, biologiste, prix Nobel ; Emmanuel Mahen, rhumatologue ; Edmond Maire, syndicaliste ; Patrick Maisonneuve, avocat ; Bernard Malgrange, mathématicien ; André Mandouze, historien ; Maud Mammoni, psychanalyste ; Octave Mammoni, psychanalyste ; François Maspero ; Jean-Paul Mathieu, physicien ; Léo Matrasso, avocat ; Tania Mathon, psychologue ; Charles Menard, psychiatre ; Loti Mèrel, étudiant ; Pierre Morin, urbaniste ; Alex Métyayer, comédien ; Khalel Medha ; Philippe Meyer, physicien ; Jean Michel, mathématicien ; Karine Michel-Haciaki, étudiante ; Catherine Milhé, étudiante ; Jean-Pierre Mignard, avocat ; Fulbert Mignot, mathématicien ; Claude Miller, metteur en scène ; Paul Milliez, médecin ; Jean-Claude Milner, linguiste ; Juliette Minces, écrivain ; Jean-Marie Moalic, biologiste ; Nathalie Moine, étudiante ; Pierre Moine, de l'Académie Française ; Montagne, dessinateur ; François Morel, biologiste ; Cristel Müller, étudiante ; Bernard Murat, metteur en scène ; Sami Nair, économiste ; Aldo et Nicole Naouri, pédiatres ; Philippe Noiret, comédien ; Pierre Pansu, mathématicien ; Hélène Parmelin, écrivain ; Michel Parreau, mathématicien ; Léonid Pionchitch ; Jean-Claude Pocker, astrophysicien ; Vincent Pellissier, médecin ; Gilles Perrault, écrivain ; Bernard Perrin, physicien ; Denis Pessin, dessinateur ; Thomas Peterfalvi, mathématicien ; Claudine Picaronny, mathématicienne ; Joëlle Pichaud, mathématicienne ; Jean Pierre-Bloch ; Edouard Pignon, peintre ; Michel Polac ; Krzysztof Pomian, historien ; André Postal-Vinay, Compagnon de la Libération ; Anise Postal-Vinay, ancienne déportée de la Résistance ; Frédéric Pottecher, journaliste ; Yves Quéret, physicien ; Jean-Louis Quermonne, IEP ; Philippe Quenne, étudiant ; Roland Rappaport, avocat ; Madeleine Rébérioux, historienne ; Léon Redon, professeur de Khâgne ; Paul Ricoeur, philosophe ; Gilles Robert, étudiant ; Christine Rogez, étudiante ; François Roques, astronome ; Harold Rosenberg, mathématicien ; Jean Ruffier, psychiatre ; Françoise Sagan, écrivain ; Jane-Lyse Samuel, médecin ; Jean-Christophe Sempé, étudiant ; Jean-Jacques Semuc, mathématicien ; Bertrand Schwartz ; Laurent Schwartz, mathématicien, médaille Fields ; Léon Schwartzberg, cancérologue ; Françoise Seligman ; Serge Simony, psychiatre ; Siné, dessinateur ; Catherine Sinet, journaliste ; Antoine Spire, journaliste ; André Staropoli, agrégé de lettres ; Lionel Stoléru ; Benjamin Stora, historien ; Catherine Sulem, mathématicienne ; Bernard Swynghedauw, biologiste ; Alexandre Tarrête, étudiant ; Bertrand Tavernier, metteur en scène ; Alain Tédigi, biologiste ; Francis Teitgen, avocat ; Irène Terrel, avocat ; Francis Terquem, avocat ; René Thom, mathématicien, médaille Fields ; André Thomas, biologiste ; Jean-Michel Thuriau, psychiatre ; Paul Thibaud, directeur de la revue Esprit ; Germaine Tillon, ancienne déportée de la Résistance ; Stanislaw Tomkiewicz, médecin ; Jean-François Trogic, syndicaliste ; Hervé Vasseur, étudiant ; Jean-Pierre Vernant ; Pierre Vidal-Naquet, historien ; Bruno Wagman, journaliste ; Wendelin Werner, étudiant ; Wilhelm, dessinateur ; Etienne Wolff, biologiste ; Francis-André Wolman, biologiste ; Olga Wormser-Migot, historienne ; Jean Wyrat, minéralogiste ; François Zars, mathématicien ; Sabine Zlatins, directrice de la Maison d'Isleu ; Richard Bonneton, Olivier Gerin, Louis Joist, Pierre Lyon-Caen, Daniel Lecrubier, George Manan, Philippe Texier, magistrats.

Et 58 chercheurs et techniciens de l'Institut d'Astrophysique et de l'École Polytechnique, 24 physiciens du centre de physique théorique de Saclay, 15 chercheurs mathématiciens de l'École Polytechnique, 34 chercheurs mathématiciens et informaticiens de l'École Normale Supérieure, 32 techniciens, secrétaires et personnels administratifs de la recherche, 18 responsables de la Direction des Bibliothèques (DBMIST)...

Signatures et soutien financier à :

Professeur Michel Broué, École Normale Supérieure, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris — CCP Schwartz 15 017-42 Paris.

ELECTIONS ?
... c'est page 171 du
Dictionnaire de la
CONSTITUTION
CUJAS 640 p. 98 F.

Société

REPÈRES

Défense

La RFA approuve l'Eurofighter

Le projet Eurofighter d'un avion de combat commun à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne fédérale, à l'Italie et à l'Espagne a reçu le soutien, mardi 3 mai à Bonn, de la coalition gouvernementale (Unions chrétiennes CDU/CSU et libéraux FDP) du Bundestag. L'Allemagne fédérale prévoit de dépenser environ 20 milliards de francs pour la mise au point de cet avion, rival du Rafale français. La Grande-Bretagne a déjà donné son accord (le Monde du 26 avril).

Création d'une délégation aux études générales

Le groupe de planification et d'études stratégiques (GROUPE), dirigé par l'ingénieur en chef de l'armement Jean-Yves Leloup, est remplacé par une délégation aux études générales, selon un décret du ministre de la Défense paru au Journal officiel du 30 avril.

La délégation sera dirigée par l'ingénieur général de l'armement Henri Cornez et placée sous l'autorité directe du ministre de la Défense.

Espace

Des Atlas-2 pour le Pentagone

Des satellites de communications militaires américains seront mis en orbite par des lanceurs Atlas-2, construits par la société américaine General Dynamics. Onze lanceurs vont être commandés, pour un coût unitaire inférieur à 40 millions de dollars — sans les frais de lancement. Quatre premiers lancements sont prévus en 1991.

Ce contrat permet à General Dynamics de rejoindre les deux autres constructeurs privés américains, Martin Marietta (lanceurs Titan) et McDonnell-Douglas (lanceurs Delta) qui ont déjà reçu d'importantes commandes du Pentagone. S'appuyant sur ce marché protégé, General Dynamics va pouvoir, comme eux, mieux défendre ses chances pour les lancements de satellites commerciaux. Jusqu'à présent, l'Atlas-2, dont l'avenir paraissait incertain, n'avait obtenu qu'un contrat civil, signé par l'organisation européenne de télécommunications Eutelsat (le Monde daté 27-28 septembre 1987). Ce qui rendait très amers les dirigeants d'Arianespace, qui s'étonnaient qu'un organisme européen ne commande pas d'Arianespace, un nouveau concurrent d'Europe.

MÉDECINE

Le professeur Luc Montagnier crée une Fédération européenne de recherche sur le SIDA

Le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) a annoncé, le mardi 3 mai, la création d'une Fédération européenne de recherche sur le SIDA (FERS). Cette fédération réunit un groupe de chercheurs de différentes disciplines et de différents pays (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne). Elle est soutenue en France par la Mutualité de la fonction publique (1) et vise deux objectifs : mettre en commun les compétences en matière de recherche sur le SIDA et recueillir des fonds sous forme de mécénat industriel et de contrats de recherche avec des partenaires privés. Cette initiative illustre les difficultés rencontrées en France par certaines équipes les plus expérimentées dans le domaine de la recherche sur le SIDA (lire ci-dessous l'entretien avec le professeur Montagnier). Elle coïncide aussi avec la réduction de 100 millions de francs (en 1987) à 20 millions de francs (pour 1988) des crédits gouvernementaux de recherche sur le SIDA.

L'idée de la FERS est née d'un travail coopératif qui a réuni durant deux ans, grâce au Prix Korber d'un montant de 2 millions de deutschemarks, plusieurs équipes européennes spécialisées dans le SIDA.

La FERS est aujourd'hui une structure associative (type loi 1901). Les spécialistes suisses, italiens et belges (professeur Peter Piot, Anvers) ont, par ailleurs, donné leur accord de principe pour participer et s'associer à cette initiative.

« Il ne s'agit pas pour nous de faire appel à la générosité publique ou d'organiser des quêtes, ont expliqué les responsables de cette nouvelle fédération. Nous cherchons en revanche à nouer des contacts avec des partenaires industriels. Jusqu'à présent, les grandes firmes pharmaceutiques européennes ne se sont guère intéressées à la recherche sur le SIDA, même si quelques accords bilatéraux existent déjà. » Cet appel à un partenariat actif a déjà été lancé auprès de groupes pharmaceutiques, de sociétés d'assurances, de groupes bancaires ou de compagnies aériennes. Elle correspond à la volonté de la grande majorité des premiers spécialistes français ayant travaillé — avec succès — sur le SIDA à trouver rapidement les fonds absolument indispensables au suivi de leurs travaux.

Aux yeux des fondateurs de la FERS, tout se passe comme si l'action gouvernementale manquait de cohérence et comme si l'appel à

la charité publique sous ses multiples formes ne permettait pas de compléter le financement via les instituts ou les organismes publics de recherche. Il s'agit aussi, avec cette instance, de permettre aux chercheurs des pays de la Communauté de lutter à armes plus égales avec leurs confrères d'outre-Atlantique, largement subventionnés par le gouvernement américain.

J.-Y. N.

(1) FERS, 51, rue Liancourt, 75014 Paris. Le conseil d'administration de cette association est présidé par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) ; le vice-président est le professeur Jean-Claude Guichard (faculté de médecine Pitié-Salpêtrière). Les autres membres sont : les docteurs Willy Rosenbaum (hôpital Claude-Bernard), Christian Rouzou (hôpital Necker-Enfants malades), Françoise Brun-Vézinet (hôpital Claude-Bernard), André Capron (Institut Pasteur de Lille), le professeur Claude Griscelli (hôpital Necker-Enfants malades), et les docteurs Georges Janossy (Royal Free Hospital, Londres) et Paul Racz (Bernhard Noth Institut, Hambourg).

La Mutualité de la fonction publique, qui soutient cette initiative, réunit trente mutuelles de fonctionnaires, soit quatre millions d'adhérents.

« Je suis très inquiet pour mon laboratoire »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le professeur Montagnier expose la situation de la recherche sur le SIDA en France et à l'étranger.

« Quels commentaires vous inspire le financement actuel par le gouvernement français de la recherche sur le SIDA ?

— Nous sommes dans une situation incohérente et tout à fait inadmissible si ceci était confirmé. L'an dernier, le gouvernement a débloqué une somme de 100 millions de francs. Cette somme est, pour l'année 1988, tombée à 20 millions. Quel que soit le gouvernement à venir, il aura à résoudre ce problème essentiel. Un effort, qui n'est pas suivi dans ce domaine, correspond en réalité à...

La Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ont une tout autre politique : les gouvernements de ces pays ont commencé avec de faibles financements, mais ils ont progressivement augmenté leur effort, au fur et à mesure que des équipes se formaient et se spécialisaient.

— En pratique, quelles difficultés rencontrez-vous ?

— Je voudrais d'abord dissiper une idée trop répandue : l'Institut Pasteur n'est pas riche dans le domaine de la recherche sur le SIDA. Pour ne prendre que cet exemple, le produit de la vente des bijoux de la duchesse de Windsor, qui ont été légués à l'Institut Pasteur, et qui correspondent à environ 270 millions de francs, ne peut pas, en pratique, être affecté au financement des laboratoires travaillant sur

le SIDA mais seulement à la construction de bâtiments nouveaux. Le budget annuel de mon laboratoire, qui groupe environ cinquante personnes, est d'environ 5 millions de francs, les salaires de personnel non compris. Or il me faudrait 6 millions de francs. La direction de l'Institut Pasteur participe jusqu'à maintenant à la hauteur de 1,5 million, et je suis donc actuellement très inquiet pour le fonctionnement de mon laboratoire. Les crédits de l'Institut sont épuisés et le vis actuellement sur des crédits à venir du ministère de la recherche. Tout cela constitue une situation très précaire et très frustrante.

— Il y a pourtant les diverses initiatives privées, les appels à la charité publique...

— Bien sûr, c'est très important. L'Association des artistes pour la recherche contre le SIDA, qui préside Line Renaud, nous a permis d'obtenir un « triomphe de cellulose », appareil très coûteux. L'opération d'appel de la Fondation pour la recherche médicale de l'an dernier a permis de recueillir 17 millions de francs, dont 12 seront officiellement affectés à la recherche menée par différentes équipes en France. Il y a aussi le projet de la Communauté économique européenne, visant à financer la coordination de différents programmes de recherches sur le SIDA, à hauteur de 14 millions d'ECU. Mais tout cela ne suffit pas. Et il n'y a pas que l'aspect financier ; en France, nous sommes toujours en retard dans l'application des découvertes des équipes de recherche fondamentale.

— Même en ce qui concerne le SIDA ?

— Parfaitement. Nous avons découvert les premiers le virus du SIDA, plusieurs mois avant les Américains, en 1983 ; mais, malheureusement, nous avons été incapables de produire industriellement et de commercialiser avant eux les techniques de dépistage de la contamination de l'organisme humain par ce virus, technique que nous avions mise au point bien longtemps avant les équipes d'outre-Atlantique. Nous ne voulons à aucun prix que ce scénario se reproduise avec le vaccin ou les médicaments contre le SIDA.

— Est-il vrai que vous envisagez de travailler sous forme contractuelle avec l'Institut américain de la santé ?

— Tout à fait.

— Vous ne craignez pas d'être accusé de ne pas défendre, comme il convient, nos intérêts nationaux ?

— Vous savez, si nous arrêtons de travailler, tout le monde serait en fait très content. Nous serions considérés comme des pionniers, sous l'autorité desquels on a pu, en France, découvrir et isoler le virus du SIDA.

— Or je veux continuer à chercher. J'ai quelques idées sur ce qu'il faut faire dans ce domaine. Je veux rester dans la course, continuer à être un acteur, même si cela dérange. Un point, c'est tout.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

SCIENCES

La « médiocrité » de la recherche publique

Indignation dans la communauté scientifique après une déclaration de M. Léotard

« Médiocres ». Le souffle a manqué à M. Léotard, ministre de la culture et de la communication de M. Chirac, a jugé, le dimanche 24 avril, devant les caméras d'Antenne 2, la recherche publique française. A. M. Fabius, ancien ministre de l'Industrie et de la recherche de M. François Mitterrand, qui reprochait au gouvernement Chirac d'avoir « amputé de façon très sévère [...] ce qui détermine le futur, c'est-à-dire la recherche scientifique », M. Léotard a répondu : « Ce qui a été réduit, c'est la recherche publique, vous le savez très bien, qui ne donnait des résultats que tout à fait médiocres. »

Cette déclaration sans nuances, la première du genre de la part d'un membre du gouvernement, a suscité une certaine émotion de la part des personnels de la recherche scientifique qui rappellent que jamais M. Alain Devaquet, ancien ministre de la recherche de M. Chirac, ne s'était livré à une telle attaque. Dans de nombreux communiqués et de nombreuses pétitions, les chercheurs s'indignent de l'accusation de M. Léotard contre une communauté qui a, à son actif, des travaux retentissants dans le domaine du SIDA, des cristallins liquides, de la supraconductivité, des mathématiques, des champs magnétiques intenses ou de l'étude des chimères pour expliquer

le fonctionnement du système immunitaire.

Dans un communiqué rendu public, mardi 3 mai, une quarantaine de membres et correspondants de l'Académie des sciences (1) se sont émus des déclarations de M. Léotard. « Nous avons appris avec stupefaction, écrivent-ils, ce jugement lapidaire porté par un ministre en exercice. Un tel point de vue ne peut procéder que d'une méconnaissance qui n'exerce pas la légèreté du propos. De telles affirmations ne peuvent que nuire à l'action des responsables de la recherche, au travail des chercheurs dans leurs laboratoires et au renforcement des liens recherche-industrie. » « Le développement des pays, ajoutent-ils, repose sur un effort continu de la recherche publique, par-delà les divergences qui marquent les politiques gouvernementales successives. C'est ce qu'on a tenté de faire les divers ministres de la recherche. »

De leur côté, plusieurs centaines de personnes travaillant à l'Institut Pasteur, tout en ne niant pas qu'il soit « nécessaire d'évaluer les résultats de la recherche scientifique », condamnent les propos du ministre de la culture en rappelant que, « s'il y a médiocrité [...], elle se situe au niveau des postes, des crédits, des conditions de travail et des salaires,

et non des résultats ». « On oublie trop vite, ajoutent-ils, que de nombreux jeunes chercheurs travaillent quasi bénévolement [...] pendant plusieurs années avant de pouvoir prétendre à un emploi stable qui leur permette de vivre décemment. » Des déclarations que le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN) fait également siennes en précisant que « l'appréciation scandaleuse portée par M. Léotard [...] contredit les réponses écrites fournies par M. Barre et Chirac » au questionnaire que leur a adressé le SNCS.

J.-F. A.

(1) Les membres et les correspondants de l'Académie des sciences qui ont signé ce texte sont : MM. Antoine Abragam, Jean Ansoin, Pierre Auger, Jean-François Bach, Etienne-Emile Baulieu, Henri Cartan, Raymond Castaing, Pierre-Henry Chambon, Jean-Pierre Changeux, Georges Charpak, Gustave Choquet, M^{me} Yvonne Choquet-Bruhat, ainsi que MM. Alain Coues (médaille Fields), Jean Courtonne, Pierre Doreau, Henri Duranton, Jacques Friedel, Paul Germain, François Gros, André Guimier, Jacques Glavaux, Alain Horeau, Pierre Jolivet, Alfred Jort, Yves Laporte, Jean-Marie Lehn (Prix Nobel), André Marchal, Philippe Nozières, Guy Ourisson, Jean-Claude Pecker, Francis Perrin, Laurent Schwart, (médaille Fields), Piotr Sliozinski, René Wenzel et Jean Wyart.

Attention péage !

Les deux gyrophares bleus tournent, les phares sont allumés, le klaxon deux tons est en action, pas de doute, ce véhicule blanc avec ses inscriptions rouges SMUR (Service mobile d'urgence et de réanimation) est en urgence. Mais que vaut l'urgence d'une vie à sauver de plusieurs peut-être, en face d'un règlement ? Conducteur, médecin, personne n'a 5 francs. L'employé du péage se campe devant l'ambulance et l'empêche de passer. Pendant combien de temps ? Deux minutes et demie, selon le responsable du péage, ou huit minutes, selon le chef des pompiers.

A quelques centaines de mètres de là, une femme blessée dans un accident de la circulation agonise. Le chef du corps des sapeurs-pompiers envoie alors un de ses hommes, qui casse le barrière du péage et débloque l'ambulance. Deux minutes plus tard, celle-ci est sur les lieux ; la victime vient de mourir.

L'événement s'est produit le vendredi 29 avril, à 15 h 35 à Bandoi (Var). Le chef du corps des sapeurs-pompiers de la ville a suivi ce drame sur sa radio et le raconte minute par minute. Il en tremble encore de rage. S'il avait appelé le SMUR de l'hôpital de La Seyne tout proche, c'était pour gagner du temps, et le trajet par l'autoroute est en principe plus court de vingt minutes que par la nationale.

Quant au responsable du péage, il se défend comme il peut : il assure que le véhicule était banalisé, il chicanait sur les états. Et la victime aurait-elle été sauvée ? « Évidemment, le doute existe toujours », commente le chef du corps des sapeurs-pompiers. Le doute et la stupidité.

CHARLES VIAL.

DÉFENSE

Ancien responsable des essais nucléaires

Le général Lewin propose d'équiper des hélicoptères français de l'arme à neutrons

Une munition neutronique tirée d'hélicoptère : c'est ce que propose le général Guy Lewin dans un article, « L'arme à neutrons, pourquoi, comment ? », publié par le prochain numéro de la revue Défense nationale. La France, explique-t-il en substance, est la seule à pouvoir rapidement concevoir un tel système d'arme au bénéfice d'une dissuasion en Europe et, notamment, de l'Allemagne fédérale.

Aujourd'hui cadre de réserve et à ce titre libre de son expression, le général de division Guy Lewin, soixante-deux ans, a occupé à plusieurs reprises d'importantes fonctions à la direction des centres d'expérimentations nucléaires, qui organise les essais sur les atolls de Polynésie.

Le général Lewin rappelle que, de son point de vue, l'arme neutronique, qui privilégie l'effet d'arrêt du flux de neutrons au détriment de l'énergie dissipée en souffle et en chaleur, est particulièrement adaptée au combat contre des concentrations blindées, en évitant de surcroît des effets dévastateurs sur l'environnement. « La France, écrit-il, est capable de la réaliser rapidement si la décision en était prise » par le gouvernement.

Cependant, l'ancien directeur adjoint des centres d'expérimentations nucléaires considère que le missile sol-sol Hadès, prévu pour transporter éventuellement une munition neutronique, n'est pas adapté à un tel emploi et il estime que la France n'a pas résolu parfaitement le problème du lanceur de cette arme, s'il était décidé de la fabriquer.

Pour cette raison, le général Lewin imagine que l'hélicoptère, à la condition de l'équiper de missiles à courte portée (quelques milliers de mètres), est le vecteur adéquat, pour un coût inférieur à celui d'un missile balistique.

« Avec cette arme, écrit le général Lewin, un hélicoptère pourrait à chaque mission attaquer et neutraliser une vingtaine de chars, alors qu'il n'en attaque qu'un ou deux avec les missiles antichars. Le tir s'effectuerait pratiquement à vue, la précision recherchée dans le temps serait facilement acquise. Enfin, la mobilité des hélicoptères éviterait d'avoir à effectuer un déploiement préalable dans la zone des combats éventuels. Cela permettrait en particulier à la France de décider la réalisation de l'arme à neutrons avant d'avoir réussi à convaincre ses partenaires allemands de son intérêt pour la dissuasion en Europe. »

Le général Lewin propose en conclusion de déployer la munition neutronique à bord des hélicoptères de la Force française d'action rapide qui interviendrait en Europe.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 11 juin 1987, M^{me} PRUNIER Catherine Michèle, née le 3 septembre 1953 à THIONVILLE (57), demeurant 32, rue Grande à Aulnay (77), a été condamnée à 2 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis en 1981 et 1982).

La Cour a en outre ordonné aux frais de la condamnée la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Figaro, le Monde. L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune d'AULNAY-VALLEY (77) et sur la porte extérieure du 45, rue de la Chapelle à Paris, où M. PRUNIER a exercé son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'appel de Paris du 11 juin 1987, M. PRUNIER Maurice, né le 13 mai 1924 à Fontenay-le-Comte (85), demeurant à Mauzé-sur-le-Mignon (79120) 4, rue du Colombier, a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve pendant 5 ans et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis en 1980, 1981 et 1982).

La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans le Journal officiel, le Figaro, le Monde. L'affichage de cet arrêt par extrait pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de MAUZÉ-SUR-LE-MIGNON (79) et sur la porte extérieure du 45, rue de la Chapelle à Paris où M. PRUNIER a exercé son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES.

Par arrêt en date du 18 juin 1987, devenu définitif, la Cour d'appel de Versailles, a condamné :

M. BORREY Daniel, président-directeur général de la S.A. « Correlative Systems France » dite CSF, demeurant 1520, Greenwood Avenue, Deerfield - Illinois - 60015 USA, aux peines de trois mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, pour s'être, courant 1979, frauduleusement soustrait à l'établissement et au paiement des droits d'enregistrement dus à l'occasion de la cession du fonds de commerce intervenue le 1^{er} mars 1979.

A ordonné la publication, par extrait, du présent arrêt dans le Journal officiel de la République française et dans le journal le Monde.

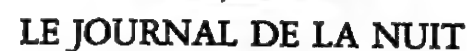
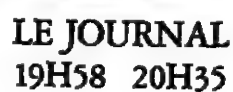
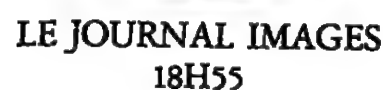
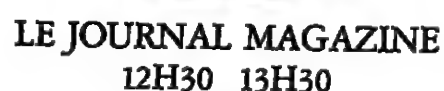
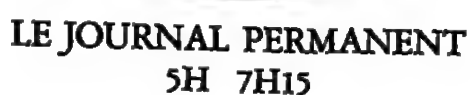
Pour expédition certifiée conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE.

Audience publique du Tribunal correctionnel de Nanterre, 15^e chambre, en date du 2 juillet 1987. A la requête de M. le Procureur de la République.

— LIENHARD Daniel, né le 10 octobre 1942 à PARIS (15^e), demeurant à VILLEMOMBLE (93), 26, rue Simon-Guillevitch, a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende pour : s'être, à Asnières, frauduleusement soustrait à l'établissement ou au paiement total ou partiel de ou des impôts du 1-12-1981 au 31-12-1983, soit en

DÉFENSE



5 H - 7 H 15 LE JOURNAL PERMANENT. 12 H 30 - 13 H 30 LE JOURNAL MAGAZINE DE JEAN-CLAUDE BOURRET. 18 H 55 LE JOURNAL IMAGES.
19 H 58 - 20 H 35 LE JOURNAL DE GUILLAUME DURAND. 24 H LE MINUIT PILE. LE JOURNAL DE LA NUIT.

Société

SPORTS

Pas plus de quatre footballeurs étrangers dans les clubs européens

Le comité exécutif de l'Union européenne des associations de football (UEFA), réuni le mardi 3 mai à Saint-André (Ecosse), a décidé de limiter à quatre le nombre d'étrangers par club. Dès la saison prochaine, aucune équipe engagée dans une compétition européenne ne pourra aligner plus de quatre joueurs non sélectionnables dans l'équipe nationale du pays auquel le club appartient.

Outre les Belges et les Hollandais dont les équipes sont très cosmopolites, les clubs britanniques seront les plus touchés par cette mesure.

Mais la France est également concernée. Alors que le débat sur l'admission d'un troisième étranger dans les clubs français menaçait d'aboutir à une impasse, la notion de « non sélectionnable » suggérée par l'UEFA, a permis de dégager un consensus chez les présidents de club réunis le samedi 30 avril à Paris, sans soulever l'opposition des organisations professionnelles de joueurs et d'entraîneurs.

Préconisée par la Fédération française de football (FFF) pour sauvegarder les intérêts de l'équipe de France, la limitation prochaine à quatre joueurs non sélectionnables dans les clubs français risque cependant de provoquer des polémiques. La définition de « non sélectionnable » recouvre, en effet, les joueurs étrangers, mais aussi les Français d'origine étrangère, ayant souvent la double nationalité. Ces joueurs évoluent sous licence française, mais, le plus souvent, ils ne peuvent être retenus en équipe de France parce qu'ils ont porté dans le passé les couleurs de leur pays d'origine. C'est le cas notamment de nombreux joueurs africains.

Certains ont déjà à la discrimination entre Français. Dès le mardi 3 mai, dans le quotidien *Le Sport*, Joseph-Antoine Bell, le gardien de but franco-camerounais de l'OM, a violemment dénoncé ce « projet raciste ». La future réglementation risque aussi de se heurter à une jurisprudence du Conseil d'Etat. Cette juridiction a, en effet, annulé pour illégalité, le 16 mars 1984, un règlement du même genre adopté par la Fédération française de basket-ball, qui entendait lutter de la sorte contre l'utilisation massive de joueurs récemment naturalisés ou réintégrés dans la nationalité française.

JUSTICE

Le rapport annuel de la Cour de cassation

La juridiction suprême a réduit en général ses délais de procédure

Il est des publicités dont la Cour de cassation se passerait volontiers. Les péripéties de l'affaire Droit-Grellier, le dessaisissement au mois de décembre dernier du juge d'instruction planant sur la présentation du rapport annuel (1) de la Cour, faite le mardi 3 mai par son premier président M^{me} Simone Rozès. D'ordinaire à l'écart des passions, la Cour de cassation n'a guère apprécié — les cicatrices ne sont toujours pas refermées — d'avoir été mise en cause, avec une certaine rudesse, par la presse.

Les institutions judiciaires souffrent, a estimé M^{me} Rozès, de n'être connues que par des présentations souvent « erronées, incomplètes et tendancieuses ». A l'occasion d'affaires, de faits divers relatés par les médias à grand tapage. Certes « la Cour de cassation n'échappe pas au bruit et à la fureur », mais elle travaille aussi dans le sérieux, le studieux.

Sacrifiant de son côté au rite du bilan, le procureur général, M. Pierre Arpaillanc, pour qui la Cour de cassation est « autre chose qu'une maison qui gère des stocks », a estimé que ce bilan est « encourageant » bien que la Cour soit toujours surchargée. Tous contentieux confondus, la juridiction suprême a reçu en 1987, 26 178 affaires nouvelles, soit une augmentation de 12 % par rapport à 1986. Dans le même temps 25 407 procédures étaient clôturées, soit 42 % de plus qu'au cours de l'année précédente. Au 1^{er} janvier 1988, 32 079 restaient à juger (+ 2,5 % par rapport à 1986). En matière civile, commerciale et sociale, l'augmentation (+ 12 %) a repris en grande partie, précise le rapport, du fait des contentieux des élections prud'homales même si, pour la première fois depuis vingt ans, il a été jugé plus d'affaires prud'homales qu'il n'en est resté.

Le volume global des affaires non jugées reste pratiquement stable et cela vaut pour toutes les chambres qui ont, nous dit-on, fait un effort considérable non seulement pour résorber leur stock, mais aussi pour réduire les délais de procédure. Ainsi le délai est-il redescendu de 8,4 mois en moyenne en 1987 (contre 20 mois en 1985 et 25,3 mois en 1986). En matière criminelle, la chambre a reçu 7 711 affaires nouvelles (+ 11 %) et le délai de règlement oscille, comme les années précédentes, autour de 7 mois. Le nombre des affaires restant à juger a augmenté de 11 %.

En matière d'indemnisation à raison d'une détention provisoire, le nombre des requêtes a diminué : 74 en 1987 contre 93 en 1986. Vingt et

une indemnités ont été allouées en 1987 soit deux fois moins que l'année précédente, pour une somme globale de 934 000 francs contre 1,5 million en 1986.

Travail en profondeur

Reste le travail en profondeur de la Cour. On trouvera dans le rapport une longue étude consacrée à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation, après l'adoption de la loi du 5 juillet 1985 et notamment une analyse circonstanciée de la notion de faute inexcusable qui exclut de l'indemnisation.

Le rapport revient aussi sur les modalités d'exercice du droit de grève que l'actualité récente du mouvement des mécaniciens navigants et des pilotes de ligne a fait resurgir. « En l'absence de prescription légale », note le rapport, il appartient bien au tribunal, et en dernier lieu à la Cour de cassation de se prononcer car ils ne peuvent refuser de juger sous le prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi.

Ainsi pour ce qui concerne l'équipe réduite à deux pilotes — sans officier mécanicien navigant — la Cour a-t-elle estimé que les exigences des syndicats (maintenir pendant vingt ans un équipage de trois techniciens) était abusive. « La grève ne saurait avoir pour objet d'appuyer des revendications que l'employeur n'est pas en mesure de satisfaire ».

Le rapport s'attache aussi au droit des personnes et de la famille. De plusieurs arrêts de 1987 se dégage un conseil adressé aux juges du fond qui « ne doivent jamais hésiter (...)

à recourir aux moyens que donne la science moderne pour établir la vérité des faits ». En matière de droit de garde des enfants un arrêt intéressant, du 7 octobre 1987, relève que « si les juges doivent prendre en considération les souhaits exprimés par les enfants et en tenir le plus grand compte, ils ne peuvent (...) subordonner l'exécution de leur décision à la discrétion des enfants ». C'est parce que la Cour a cassé un arrêt qui avait accordé à un père un droit de visite sous la condition expresse que les enfants acceptent de le voir.

En matière pénale, parent pauvre du rapport, on notera un arrêt de la chambre criminelle du 28 janvier 1987, relatif aux perquisitions pendant la phase d'enquête préliminaire. La Cour a estimé que la perquisition est légale même lorsque l'accord de l'intéressé a été recueilli sur un imprimé. Les gendarmes eux devront continuer de recueillir l'accord de la personne perçue. La Cour, sur ce point, souhaite qu'un texte unifie les procédures.

Véritable inventaire à la Prévert le rapport évoque aussi des décisions de la Cour touchant aux transsexuels, au statut juridique de Berlin, aux baux ruraux, au droit bancaire, aux brevets, à la propriété littéraire et artistique. Preuve sans doute que loin « du bruit et de la fureur » peu de chose échappent à la Cour de cassation.

AGATHE LOGEART.

(1) Le rapport annuel de la Cour de cassation, établi à l'intention du garde des sceaux, est disponible à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris, 90 F.

La diffusion d'écoutes téléphoniques sur une radio privée

Un pacifiste suisse interpellé et inculpé

BOURG-EN-BRESSE de notre correspondant

La police genevoise a procédé, en fin de semaine dernière, à l'interpellation d'un pacifiste suisse originaire de Trelex, dans le canton de Vaud. L'homme, âgé d'une trentaine d'années et dont l'identité n'a pas été révélée, a été inculpé de tentative de chantage et écoutes illicites par M. Vladimir Stemberger, juge d'instruction à Genève, chargé d'une information après une plainte déposée par M. Georges Starckman, propriétaire de la salle de spectacles

l'Alcazar, à Paris, et de la société Suisse Star-Production.

Selon les résultats de l'enquête, l'inculpé aurait été impliqué dans l'envoi d'un enregistré de conversations téléphoniques privées — relatives à des ventes d'armes — à des ventes d'armes françaises et américaines à destination de l'Iran — au journal *Le Courrier* de Genève, ainsi qu'à la station de radio locale française Radio Zones, émettant à Ferny-Voltaire (Ain), qui s'en étaient fait l'écho. Le service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lyon était intervenu le mois dernier dans les locaux de cette station en procédant à la saisie d'une partie de l'enregistrement — diffusé à l'antenne — après une autre plainte déposée en France par M. Starckman, mis en cause par l'expéditeur anonyme (*Le Monde* du 27 avril).

M^{re} Marco Ziegler, l'avocat du pacifiste genevois, a démenti toute participation de son client dans cette affaire. Ce dernier devrait être présenté, mercredi 4 mai, devant la chambre d'accusation du tribunal de Genève.

MICHEL LECOMTE.

Attaque contre la bijouterie Cartier à Cannes

Trois hommes armés portant des barbes postiches ont des cagoules ont attaqué la succursale de Cannes de la bijouterie Cartier et se sont emparés d'un lot de bijoux d'une valeur supérieure à 40 millions de francs. Deux des malfaiteurs avaient d'abord forcé le responsable de la bijouterie, M. Bernard Beaume, dont ils avaient ligoté l'épouse que l'un d'eux gardait chez elle en otage, à leur ouvrir le magasin et ses coffres. Les auteurs de l'attaque ont ensuite réussi à s'enfuir.

La succursale Cartier de Cannes avait déjà été attaquée en août 1983 par Bruno Salak, aujourd'hui décédé des suites d'une tentative d'évasion. Avec le concours d'un complice, il avait emporté alors un lot de bijoux d'une valeur de 45 millions de francs.

Un malfaiteur mortellement blessé par un bijoutier, M. René Candell, soixante-huit ans, bijoutier à Goussainville (Val-d'Oise) a mortellement blessé, mardi 3 mai, vers 16 heures, l'un des deux malfaiteurs qui venaient de faire irruption dans sa boutique.

Selon le bijoutier, les malfaiteurs avaient tiré les premiers et c'est en ripostant avec son pistolet 7,65 qu'il a atteint l'un de ses agresseurs en pleine tête à travers la vitrine de son casque alors que son complice prenait la fuite à moto.

Le malfaiteur tué n'avait pas encore été identifié mardi soir. La bijouterie qui a été entendue par le SRPJ de Versailles, avait déjà été attaquée à trois reprises.

Aux assises de la Gironde

François Korber se défend d'avoir ordonné un meurtre

BORDEAUX de notre correspondant

« Korber a crié : ne le laissez pas parler, tire ! » J'ai tiré et je l'ai touché au-dessus de l'oreille gauche.

« Non, j'ai dit : attention, il tire. »

Roger Ambeau et François Korber ont donné chacun leur version de la mort d'Eichers, mardi 3 mai, devant les assises de la Gironde. Une chose est sûre, cependant : le 14 mars 1982, jour du premier tour des cantonales, en fin d'après-midi, Roger Ambeau a tiré la première balle de 22 long rifle contre Jacky Eichers, alias Bob Jones, dans la permanence électorale de François Korber à Bordeaux. Le fringant jeune premier du RPR, qui n'est toutefois pas candidat à ce scrutin, a voté de bon matin, puis il a donné rendez-vous à Roger Ambeau, dans les locaux « inaugurés dix-huit mois plus tôt par Jacques Chaban-Delmas » et où il attend et redoute la visite d'Eichers.

Il soupçonne le colleur d'affiches, au demeurant truant un petit pied, de vouloir le faire chanter à propos du trafic du Luxembourg, auquel ils ont participé ensemble. Roger Ambeau arrive armé, à la demande de François Korber. Eichers n'étant pas au rendez-vous, il dissimule sa 22 long rifle dans la permanence et repart chez lui, dans l'attente d'un appel téléphonique de son patron. Il se produit vers 17 heures. Eichers est arrivé à la permanence et un entretien orageux commence entre celui-ci et Korber. Ambeau entre alors au salon, au cours d'une brève acalmie. Sous le prétexte de sa 22 long rifle, il contraind Eichers à s'asseoir et l'interroge sur l'existence « de cassettes et d'écrits » susceptibles d'éclairer les projets de chantage d'Eichers.

« C'est à ce moment-là, indique Ambeau, qu'il a fait un geste de la main droite pour saisir le manche d'un massicot et, de la main gauche, il a voulu saisir la carabine. L'ordre de Korber et la peur tout ensemble m'ont fait tirer. »

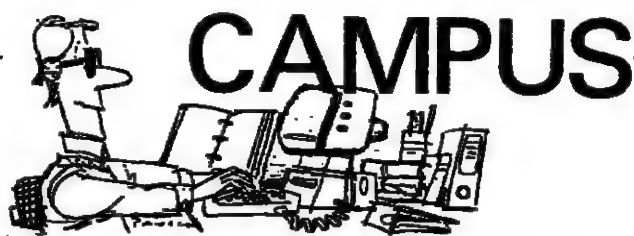
François Korber, qui a retrouvé verbe et assurance, conteste vigoureusement cette version des faits, dans laquelle il dirigerait l'action. Quant au second coup de feu qui acheva Eichers, il affirme même ne pas l'avoir entendu, parce qu'il était sorti, croyant qu'arrivaient « soient des acolytes d'Eichers, soit des militants ». Roger Ambeau n'a apparemment pas vu les événements sous le même angle : « Bob est tombé à terre, après la première balle ; mais il continuait à remuer. François m'a dit : « Il bouge encore, fais quelque chose ; tu ne peux pas lui en mettre une autre ? ». François est alors sorti dans la rue pour frapper contre le rideau de fer, afin qu'on n'entende pas pendant que je tirais une deuxième balle derrière la tête de Bob. A son retour, il m'a dit une phrase déplaisante pour un homme de sa prestance en costume trois pièces : « Cela fera un charognard de moins ».

Limpide et accablant serait le récit de Roger Ambeau, si l'accusé ne s'était à plusieurs reprises contredit, en particulier lors de la reconstitution de l'assassinat en février 1986. Selon sa version de l'époque, il aurait tiré une seconde balle de sa propre initiative, par peur, en raison d'un soubresaut de la victime au moment où il enjambait le corps. Aujourd'hui, cependant, Ambeau affirme qu'il a traversé la vérité, « en accord avec François Korber », qui lui aurait promis « 10 bâtons » pour prix de son silence. Korber, une fois de plus, « conteste catégoriquement ».

Il assure que la mort d'Eichers ne pouvait lui profiter. Mais alors, pourquoi n'a-t-il pas prévenu la police le 14 mars 1982 ? « Vous imaginez le scandale, un cadavre dans une permanence électorale ! Je me suis dit : toutes les radios vont en parler : je n'ai eu qu'un seul souci : éviter le scandale pour mon parti, ma famille, pour Chaban ».

A l'évidence, l'étoile montante du RPR n'aura pas réussi dans cette entreprise-là.

GINETTE DE MATHA.



Une école de commerce en Moselle

BIEN qu'elle soit située au carrefour des grands axes européens, la Moselle ne possède qu'une seule formation supérieure commerciale : celle de l'Institut d'administration des entreprises (IAE). Pour combler cette lacune, la chambre de commerce et d'industrie va ouvrir, à la rentrée prochaine, une Ecole supérieure internationale de commerce, l'ESIDEC. Pour mener à bien ce projet, elle a fait appel au conseil général, à la région, à l'Etat et à la ville de Metz qui l'ont cofinancée. L'ESIDEC sera abritée, avec l'IAE, par le Centre messin d'enseignement de la gestion sur le technopôle de Metz-2000.

Elle formera, en deux ans, au commerce international les titulaires d'un BTS ou d'un DUT scientifique ou technique. Ses diplômés, munis d'une double compétence, seront capables de mener à l'étranger toutes les négociations d'un contrat de vente et pourront travailler dans les secteurs export des entreprises. Vu sa position géographique, l'ESIDEC entend développer son enseignement sur les pays d'Europe du Nord. Le programme, établi en collaboration avec la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion d'entreprises), l'Université et plusieurs chefs d'entreprises, comprend des modules de langues, de marketing, de négociation, de commerce international et de gestion de l'entreprise. Quarante élèves seront recrutés pour la rentrée. Ils doivent remettre un dossier de candidature avant le 20 mai.

R. RI.

(CCI, 10-12, avenue Foch, BP 330, 57016 Metz Cedex 01. Tél. : (87) 52-31-25, Nicole Mettler.)

Salon audiovisuel

La Direction des enseignements supérieurs de l'université de haute Bretagne organise, les 13 et 14 mai, le premier salon des productions audiovisuelles destinées à la formation et à la diffusion de la recherche. Tables rondes, projection de vidéos et de films animeront ces journées.

(Université Rennes-II haute Bretagne, 9, avenue Gaston-Berger, 35000 Rennes. Tél. : 89-54-25-63.)

Concours de piano

Pham-Huy Bich, élève de l'Institut supérieur d'électronique de Paris, et Frédéric Bassiot, de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, ont remporté le sixième

concours de piano de l'Ecole polytechnique, le premier avec le concerto en sol de Ravel, le second avec le concerto de Schumann. Ils étaient accompagnés par l'Orchestre symphonique de la Garde républicaine.

« Monocle » rémois

Le *Monocle*, tel est le titre du guide pratique de Reims et de sa région rédigé par un groupe d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de la cité royale. Deux cents pages culturelles, gourmandes, sportives et touristiques.

(ESC Reims, 69, rue Pierre-Taittinger, BP 302, 51061 Reims Cedex. Tél. : 28-08-04-72.)

Decolez en anglais

Autocollants

Le Monde

L'EDUCATION

DOSSIER

- **BILAN DU COLLÈGE : LA MOBILISATION CONTRE L'ECHEC** : pour sortir de la « crise », les enseignants remontent leurs manches. Et pas seulement dans les collèges en rénovation.
- **LES ÉTRANGES SILENCES DES SOIXANTE-HUITARDS** : vingt ans après, les soixante-huitards s'adressent à leurs enfants avec un pavé sur la langue. Pourquoi ? Un article de Hervé Hamon.
- **LE PALMARÈS 87 DES IUT** : pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants.
- **JEUNES**
- **ILS SONT FOUS DE CINÉMA** : 60 % des spectateurs français ont moins de vingt-cinq ans : le cinéma est la passion des jeunes. Ils se racontent.

Numéro de mai : 102 pages - 15 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

Deux lycées face à l'« effet Le Pen »

Paul-Eluard, « horrifié »

Les 14 % du Front national ont convaincu les lycéens de Seine-Saint-Denis de la nécessité de voter

ELLI le dit comme on vend la mèche : « J'étais content de 14 francs de Le Pen. Il y a trop d'irritation en France. Ils ont tous les droits. Mathilde - mieux vaut l'appeler ainsi - venait de briser, l'air de rien, le tabou suprême. Celui qui fonde la coexistence très pacifique des deux mille deux cents élèves de vingt-six nationalités dans un lycée Paul-Eluard de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). » Regarde à qui tu parles », ont répliqué ses camarades aburris. Franck a sorti de son cou une étincelante étoile de David, et Antonio a brandi ses origines portugaises. « Je ne parlais pas de vous mais des Arabes, a protesté la provocatrice, pensant se faire acheter. » Et ça pour eux. Quand mes parents cherchaient un logement, l'assistance sociale a dû : « a dû fait passer les Arabes ».

Il fallait sans doute que cela sorte. M. Le Pen n'aurait pu détenir 26,51 % du vote à Saint-Denis, s'il n'avait trouvé quelques sympathisants parmi la jeunesse de ce chef communiste, symbole de la banlieue rouge, s'il n'est (1). La voix de Mathilde avait été étouffée par la foule des lycéens, toutes origines mêlées, qui s'écrient, au seul nom de M. Le Pen : « Nous sommes horrifiés. » Ou, de façon plus imagée : « On a les boules. » Mais la secousse n'aura pas épargné la masse bigarrée des élèves de Paul-Eluard, un lycée aux façades dépenaillées, délaissé par les édiles régionaux, mais qui reste le principal lieu de promotion sociale pour les jeunes de cette partie de la banlieue nord. En terminale G3, ils se sont demandés dès le lendemain du premier tour « qui dans la classe pourrait rester en France si Le Pen était élu ». Réponse : quatre élèves, les « vrais » Français, sur trente-trois.

tion est un spectacle de catch, où tous les coups sont permis et où s'affrontent le bon et le méchant. Le méchant, c'est Le Pen. Il est dangereux, mais il fascine parce que c'est un battant », résume un professeur d'histoire. Et si on distribue un tract du Front national à l'entrée du lycée ? « Les élèves auraient du mal à réagir, car ils ne sont pas organisés », s'inquiète un collègue de philosophie.

Mais l'ignorance des mécanismes politiques ne va pas sans quelques intuitions précises qui, derrière l'ironie noire, nourrissent l'angoisse de l'exclusion. « Regardez ces sales Arabes, exulte Rudy — parents italiens et grand-mère libanaise — ils aiment Le Pen, car il va leur payer le billet pour rentrer au pays. » Solange, une Française d'origine camerounaise, avoue qu'elle se demande depuis l'autre lundi si elle pourra « rester ici ». Marie-Odetta, elle, n'est pas décidée à se laisser faire : « Nous ne voulons plus être des femmes de ménage comme nos sœurs, affirme-t-elle. C'est ça qui gêne Le Pen. »

« Le moins méchant... »

Dans un contexte perçu de plus en plus comme hostile, le lycée apparaît comme un îlot de tolérance et de sagesse, et l'éducation comme le meilleur vaccin anti-Le Pen. « *Le Français moyen ne comprend pas les explications économiques de M. Barre. Le Pen, lui, emploie un langage simple qui frappe ceux qui n'ont pas fait d'études* », analyse Ramdame, un beur qui vote - Mitterrand - pour la première fois.

Le score du Front national fait d'autant plus mal que l'on sait fort bien ici qu'il repose sur un malaise profond, voire quotidien. Même l'insécurité n'est - plus seulement - un thème pour vieux électeurs : beaucoup d'élèves racontent les agressions dont ils ont été victimes. Quant à l'apartheid, contre lequel il se soit mobilisés l'automne dernier, il renvoie à des situations bien plus proches que l'Afrique du Sud. « Dans ma cité, dit Mélanie, la tour du Grand et celle des Arabes sont face à face, et les enfants ne doivent pas jouer entre eux ». Mais au lycée, « personne ne choisit ses copains en fonction

des races ». Les élèves reprochent aux politiciens « classiques » de prendre des pincettes pour aborder ce type de questions. « Ils mettent des fleurs partout, pendant que Le Pen fonce dans le tas ». Même le discours généreux de quelques jeunes communistes du lycée ne passe plus.

Mitterrand ? Les élèves n'ont aucune envie d'assister à ses meetings, mais la « France unit » candidat socialiste a trouvé chez eux une évidente résonance. Les mini-scrutins organisés dans certaines classes lui donnaient une majorité écrasante dès le premier tour. On attend de lui qu'il fasse « quelque chose pour les jeunes », qu'il « réduise les loyers ». Fatima espère qu'elle pourra enfin sortir le soir s'il est élu. Sans illusion cependant : « On a choisi le moins méchant », avoue Nordine. A l'approche du second tour, on cherche en vain la trace d'une effervescence camé-

Janson-de-Sailly, intéressé

**Même si on apprécie peu l'homme
et son électorat, on croit
à la pureté de ses intentions**

SOLIDEMENT ancré dans le seizième arrondissement de Paris, le lycée Janson-de-Sailly ressemble à un grand navire immobile. A deux pas de l'avenue Victor-Hugo où les élégantes font leurs commissions, cet établissement traditionnel semble à l'abri de toutes les révolutions. L'élection présidentielle y est l'occasion, pour de nombreux lycéens, d'afficher un conservatisme plus ou moins militant, mais toujours exprimé avec une exquise politesse. Au cœur des beaux quartiers, « Janson » est le chef-dieu d'un enthousiasme juvénile pour l'ordre social, moral et politique.

Dans la cour d'honneur, dans les longs couloirs austères et dans les salles de classe ornées de quelques autocollants à la gloire de Jacques Chirac, les lycéens parlent des élections. Les points de vue sont

leurs amis du monde ! », ajoute en souriant Thibault, mêlant sans doute à la tolérance une solidarité de classe qui gomme certains antagonismes.

Ces dissidents paraissent pourtant isolés parmi leurs camarades. Sans être vraiment militants, la plupart des élèves de Janson paraissent convaincus des vertus de la droite et attendent avec quelque inquiétude les résultats définitifs de l'élection présidentielle.

« La démagogie de la fraternité »

« La démagogie de la fraternité »

Souvent issus de familles aisées, ils prônent sans faillir la supériorité du libéralisme. « J'ai voté pour Jacques Chirac parce qu'il est libéral », affirme Anne-Françoise, une

ministre des finances, Romain Balladur, élève de terminale B, soutient, c'est la moindre des choses, le parti de son père...

Pour beaucoup, l'immigration constitue le problème majeur, même lorsqu'ils ne se sentent pas attirés par l'extrême droite. Curieusement, dans ce quartier où les étrangers fréquentent plus volontiers les ambassades que l'ANPE, les immigrés sont ressentis comme une menace.

« Le Pen me dégoûte comme homme, confie une élève de terminale, mais il soulève une question importante : les immigrés sont trop nombreux et s'intègrent difficilement. » Guillaume, un jeune Américain dont le père travaille dans une multinationale implantée en France, fait remarquer qu'il est, lui aussi, un immigré n'ayant pas le droit de vote, alors que son père « paye des impôts comme tout le monde ». On le rassure bien vite : pour lui, « ce n'est pas pareil », il a la même culture.

Ce thème mobilise aussi les plus militants, les tendances « confondues ». Gauthier, qui a personnellement participé à la campagne de Raymond Barre, estime par exemple que : *« Le Pen ne peut être taxé de violence, d'antisémitisme et de xénophobie. Simplement, il défend la préférence nationale qui existe déjà partout en Europe »*. Ce jeune homme qui croit à la « pureté d'intention » du candidat du Front national, mais méprise son électorat, explique qu'il l'aurait tout fait « pour garder l'Algérie » s'il avait eu vingt ans en 1960. Pour lui, Haniel Désir n'est qu'un « extrémiste de l'esprit » coupable de « racisme envers les Blancs ».

Adhérents de l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et élèves de terminale, Philippe et Gauthier ont voté pour Jean-Marie Le Pen et ne s'en cachent nullement. Anticomunistes avant tout, ils sont en fait des gens très provinciaux. Ils ont voté pour le candidat d'autocollants sur lesquels est inscrit, rouge sur blanc, « *Mitterrand, tonnerre magouilles* ». Choqués par la « *militie économique* » des socialistes, ils portent le flambeau d'une droite qui n'a rien de nouveau, mais qui veut leur attachement à l'Université. La préférence nationale leur semble naturelle et souhaitable en temps de crise. « *Je ne suis pas d'accord avec la démagogie de la droite, mais je suis d'accord avec elle* », dit-il. « *Je suis pour les Nord-Africains sont français, beaux et gentils* », déclare Philippe. *Doit-on accueillir des gens sans travail qui ne cotisent pas à la*

Ces positions ne leur semblent nullement contradictoires avec leurs principes de bons chrétiens, mais tout simplement logiques. Nouveaux croisés de l'Occident indéo-chrétien, ils prônent le travail, la fermeté policière et la peine de mort. Philippe désire même s'engager dans la police pour « défendre la patrie et la paix civile ». En attendant, il prépare le bac, partant du principe que...

RAPHAËLE BÉROLLE



Jeunes lepénistes à la manifestation du 1^{er} mai

échangés dans le plus grand calme, comme si tout écart de langage était inutile et vulgaire, le consensus politique rendant absurde les algarades. « Il existe ici une sensibilité de droite presque exclusive et la conscience très forte d'appartenir à une élite dirigeante », observe un professeur d'histoire et de géographie.

Dans cet établissement resté à l'écart des manifestations de novembre et décembre 1986, les lycéens tolèrent pourtant sans acrimonies quelques opposants : maison Michel, militant de Lutte ouvrière, peut organiser à sa guise une réunion « anti-Le Pen » à l'heure du déjeuner, tandis que Thibault ne craint pas de proclamer qu'il soutient François Mitterrand. « Je vote pour le candidat socialiste par esprit de générosité », explique cet élève de terminale impeccablement irréprochable. Les autres votent à droite par intérêt. C'est le cas de l'élève, administrateur de Jean-Marie Le Pen s'esclaffant sans animosité. « Cela ne nous empêche pas d'être les meilleurs », dit-il.

lycéen au regard sans détour. Son action de privatisation m'a plu, même s'il est allé un peu loin. Et puis le chômage n'a pas augmenté. D'autres, fort nombreux, ont choisi la droite par tradition familiale, comme ce jeune homme dont les parents - partent en guerre pour Barre - à chaque élection. Certains sont même directement concernés par les enjeux électoraux, comme en témoigne la présence d'une silhouette familière au milieu de la cour : vêtu d'un blouson de cuir et ressemblant étrangement au

École Centrale de Paris
Mastère Spécialisé

**Génie Industriel et Management
de l'Innovation Technologique**
Informations : tél. : 46-83-61-97.

Un spectacle de catch

Plusieurs professeurs ont été interpellés : « Monsieur, vous avez vu *Le Pen* : 14 % ! ». Réponses pédagogiques : petits cours d'institutions républicaines et analyse sociologique de la percée de l'extrême droite. Les enseignants ont constaté avec effroi l'absence totale de formation civique de leurs élèves. « Pour eux, l'élec-

É DE NICE

PHARMACOLOGIE

UT, en 3^e année de pharmacie ou dans une école d'ingénieurs : brevets/armées et coéducation assurée par du personnel de et de l'industrie. Le nombre des (1988-1989) sera limité à 12. an plus tard) et entretien.

Indicatrice :
mie CNRS - Faculté des Sciences
cedex - Tél. : 93-52-99-43.

(Publicité)
3^{ème} Cycle de Communication
Concours d'entrée le
27 juin
à la Fondation de Nantes

Créée en 84 par Philippe de VILLIERS, la Fondation accueille 35 diplômés de Grandes Ecoles ou d'universités (maîtrise mini). C'est "la préférence" des professeurs.

Objectif : Former en 15 mois des généralistes capables d'intégrer la Communication dans une Stratégie d'Entreprise et dans leur démarche personnelle.

La Fondation recourt à 150 professionnels intervenants et met à disposition de ses intervenants des locaux aménagés spécialement pour eux.

Cette Ecole-Entreprise alterne enseignement fondamental et pratique sur des travaux confiés par les partenaires de l'Ecole et sur les supports médias de l'Ecole (presse, radio, vidéo, référentiel...)

**Renseignements : Fondation pour les Arts
et les Sciences de la Communication**
BP 67 - 44003 NANTES Cedex 01
Tél. 40 35 79 80




**Décollez
en
anglais**
allemand espagnol
italien.

EUROCENTRES 
FONDATION GAMBUTZ LUCRATIVE
13 G. PASSAGE DAUPHINE 75008 PARIS

**AN AMERICAN
UNIVERSITY
in PARIS**

MBA Diplôme de Master in
Business Administration
COURS DU JOUR ET DU SOIR

**UNIVERSITY of
HARTFORD
BUSINESS
SCHOOL**



International Graduate Program

15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris
Tel. (1) 45.00.98.28

Renseignements publicité

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-81-82
pages 4160 ou 4167

MYKONOS 1800 F*

*Départ Paris. Prix A/R, à partir de.

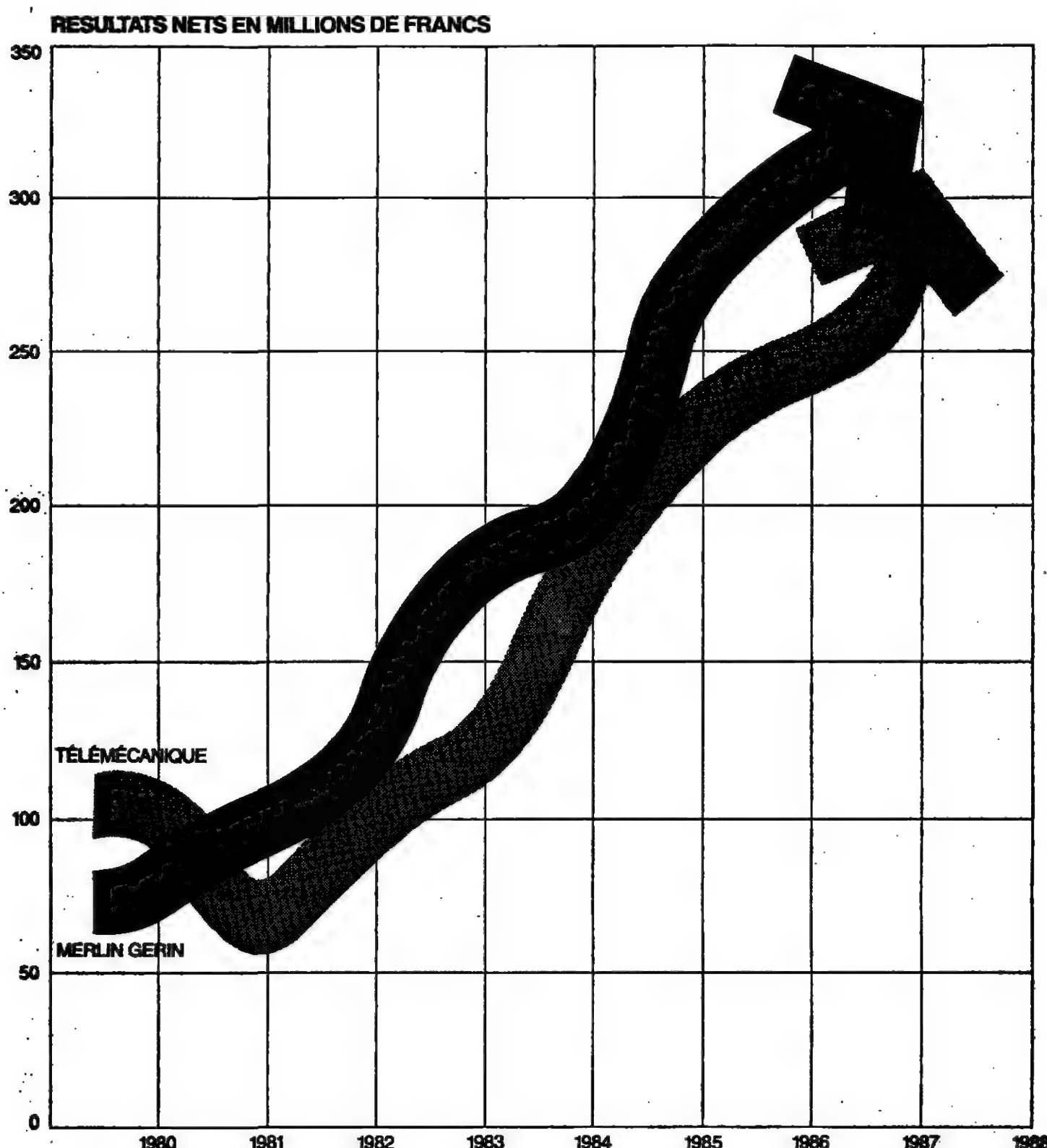
**Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.**



Jumbo
CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS: 46 34 19 79 / 47 05 01 95
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES



AVOUEZ QUE CERTAINES COURBES SONT ÉLOQUENTES.

Certaines courbes parlent plus que d'autres.

Ce qu'elles disent, c'est la complémentarité naturelle qui existe entre Tèlémécanique et Merlin Gerin.

Ce qu'elles démontrent, c'est la performance d'équipes motivées.

Ce qu'elles proclament, c'est la nécessité d'une alliance pour mieux

résister aux grands concurrents mondiaux.

Ce qu'elles promettent, c'est la victoire dans les grandes compétitions de demain.

Depuis 1980, les courbes de rentabilité, de chiffre d'affaires, d'expansion de Tèlémécanique et de Merlin Gerin ne se quittent pas.

Ce que nous proposons, c'est qu'elles ne se quittent plus.

Pour Une Alliance Merlin Gerin - Tèlémécanique

SCHNEIDER

Une note d'information (via COB n° 28475 du 26/2/88) ainsi qu'une note complémentaire du 7/4/88 sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès des banques Paribas, Banque de Gestion Privée-SIB et Société Générale.

محکمات من الامم

ARTS ET SPECTACLES

A Cologne et à Marseille : métamorphoses du verre

Éloge de la transparence

Deux expositions rendent hommage, à Cologne, au matériau, à sa souplesse et à l'effarante adresse de ses praticiens à toutes les époques.

La gare de Rolandseck est charmante, entre forêt et Rhin. Apollinaire y passa jadis, dit-on. Elle ressemble moins à une gare qu'à un pavillon de chasse surmonté d'une orangerie, avec terrasse-promenoir et salon noble. La gare de Rolandseck est délicieuse, et l'on ne s'étonne pas qu'elle ait séduit un collectionneur qui a disposé ses Arp sur la pelouse et ses Wols aux murs des salles d'attente désaffectées et restaurées. La gare de Rolandseck est exquise, véritablement, et on ne lui connaît qu'un défaut : c'est la gare la plus mystérieuse et la plus introuvable de toute l'Allemagne. Il faut, pour la découvrir, une carte d'état-major ou le secours d'un guide persévérant.

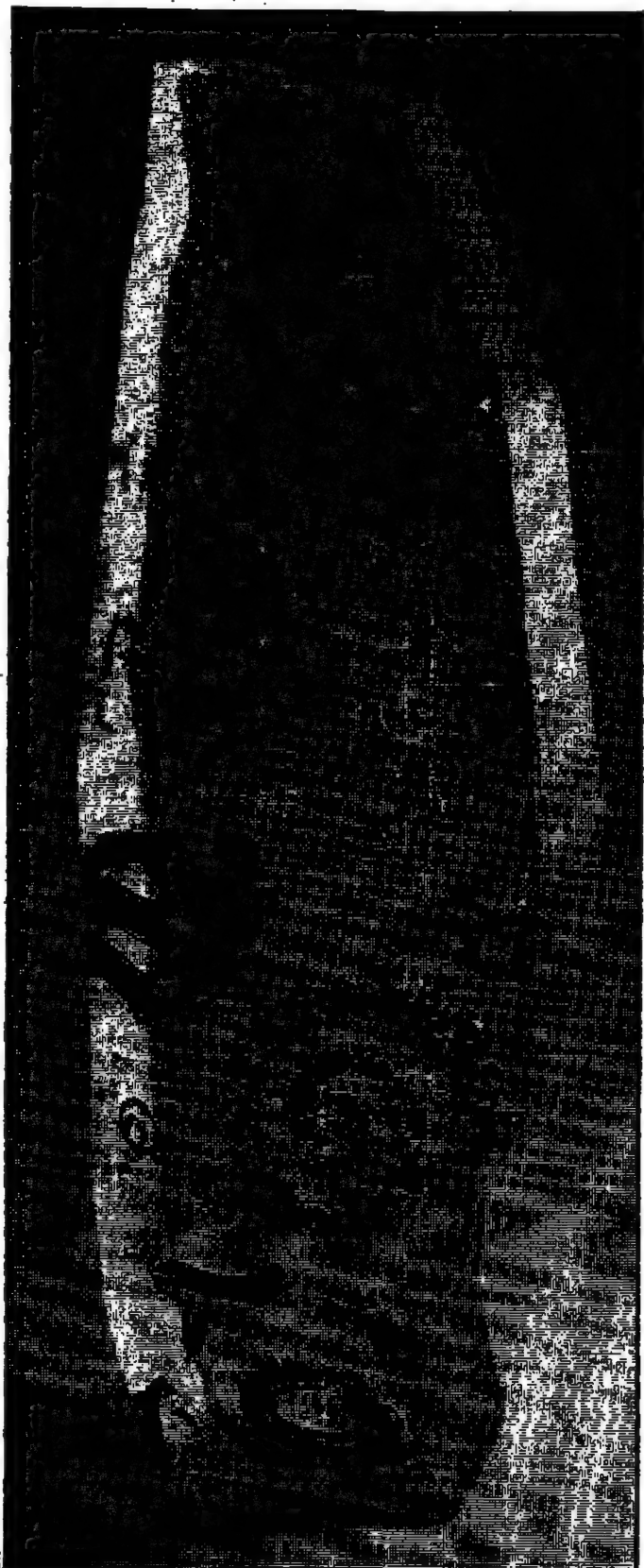
Sans la perspicacité d'un chauffeur de taxi tунisien de Düsseldorf, francophone et locuteur du Monde, la gare de Rolandseck serait demeurée inaccessible, et l'on eut fini par douter de son existence comme de celle de l'exposition « Glasmétamorphosen » qui s'y abrite — ou plutôt s'y cache.

C'eût été dommage. Ces « Métamorphoses du verre » réunissent une quarantaine d'artistes-verriers contemporains et composent un panorama de ce qui se crée aujourd'hui dans tous les genres artistiques à l'aide de toutes sortes de verre, du soufflé traditionnel à la pâte de verre ou au verre au plomb pour centrales nucléaires. Trois partenaires ont collaboré à cette entreprise : un industriel verrier, le groupe Corning, le Centre du verre du Musée des arts décoratifs et le Musée du verre de Sars-Potterie. Le troisième a prêté un peu de ses collections, le second son savoir-faire et le premier a fourni les moyens matériels. Résultat de l'entente entre-mécène et musées : une bonne exposition, internationale quoiqu'à prédominance française. On regrettera qu'elle dure à peine une semaine, et qu'il ne soit pas prévu de la faire voyager.

La diversité est de règle

Si métamorphoses il y a, elles suscitent également chefs d'œuvre d'artistes, objets décoratifs et sculptures. La diversité est de règle, du vase somptueux au bloc de verre taillé comme pierre, peint ou patiné. Schématiquement, trois catégories de travaux se distinguent. Les uns, fidèles à une tradition que la gloire croissante de Gallé ou de Daum n'a fait que renforcer, se montrent excellents praticiens, mais à partir de formes peu nouvelles. Soufflant leurs volumes courbes, les ornant d'émaux, d'inclusions d'or et de teintes chatoyantes, ces rénovateurs du verre décoratif exécutent coupes et vases avec une belle dextérité. Alain Begou, Peter Layton et Claude Monot semblent les plus habiles d'entre eux.

Une conception plus picturale, plus frontale, se révèle ailleurs dans des jeux de surface et d'émailage. Il passe des souvenirs de peintres dans nombre de ces variations inattendues. On imagine qu'Anne Siering ne reste pas indifférente au renouveau de la figuration, que David Ruth connaît Annette Messager et que Catherine Zoritchak n'ignore rien de la calligraphie dansante de Tobey.



David Roth : sculpture série « L'Avenant », 1988.

D'autres enfin, plus audacieux, usent de leur matériau en inventeurs de formes, figuratives ou abstraites. Qu'ils s'autorisent tous les baroques, comme van Lith ou Linard, ou jouent de la droite comme Pistor, ils tirent partie du grain du verre et de sa transparence.

Quelques-uns de ces modèles, l'Américain Ben Tre et le Français Negreanu, associent verre et métal. Ils rejoignent ainsi d'autres artistes, partis eux du marbre ou du fer pour aller vers le verre : Negreanu pourrait exposer en compagnie d'un Pom-

meurle. Ce sont là des créateurs singuliers, et des sculpteurs autant que des verriers.

N'en était-il pas de même de Lycargue, anonyme artiste du quatrième siècle de notre ère ? Était-il verrier, lui qui savait traiter figures et mouvements avec une liberté et un naturel que l'on doit comparer à ceux des plus belles frises de sarcophages ? Cette coupe aux reflets changeants, rougeoyants ou verts pâles suivant l'éclairage et l'angle, n'est que l'un des trésors d'une apologie de l'art romain dénommée « Le Verre des Césars » (2).

Le British Museum, le Corning Museum of Glass — encore Corning... — et les musées de Cologne et de Naples ont prêté l'essentiel de cette anthologie du verre filé, du camée et de l'or en inclusion des débuts de l'Empire jusqu'au quatrième siècle.

Bois et vis longtemps !

Il pourrait suffire d'ajouter que l'on demeure passablement effaré de la fraîcheur des couleurs, de la variété des entrelacs et des formes, de la dextérité de ces tailleurs de dextères et de profils impériaux, et que l'on a peine à croire que telle pièce découverte dans une tombe de Pompéi ou de Cologne a près de deux mille ans d'âge.

Le « vase bleu », amphore des temps augustéens, on le croirait vénitien du seizième siècle, tout comme le « vase de Portland », sur le flanc duquel Eros guide un jeune homme vers une jeune femme qui caresse un serpent. Un flacon affecte la forme d'un singe ou d'un Jannis grotesque. Une coupe à boire porte en lettres de verre turquoise une inscription : « Bois et vis longtemps ! » Toutes les fantaisies, les volutes les plus arachnéennes, les tissages de verre les plus extravagants et les plus superbement inutiles enveloppent globes et vases, comme aux meilleurs temps du baroque.

D'autres coupes, aux motifs d'agate rubanée parfaitement abstraits, on les croirait Art nouveau. Tous les styles possibles sont là : on croirait que les verriers qui sont venus plus tard n'ont guère pu avoir d'autre ambition que celle de rivaliser avec ces prédécesseurs incomparables, ou de les imiter.

PHILIPPE DAGEN.

* « Le verre des Césars », Römisches Germanisches Museum, Cologne, jusqu'au 28 août. L'exposition sera présentée à Rome, au Musée du Capitole d'octobre 1988 à janvier 1989.

Géométrie des sens

La Vieille-Charité de Marseille abrite deux expositions organisées par la direction des musées et le Centre international de recherche sur le verre, installé dans cette ville depuis 1986. Une confrontation fertile.

Le CIRVA accueille régulièrement des artistes, architectes, designers, sculpteurs, peintres. Il leur offre les moyens de travailler et de bénéficier du savoir-faire des artisans, techniciens ou industriels du verre. Ainsi, en 1987, Mario Merz, Richard Deacon, Penone, Kowalski, Gloria Friedman, pour ne parler que des seuls sculpteurs, s'y sont arrêtés. Tout comme l'Américain Thomas Kovachevich, dont le CIRVA présente aujourd'hui les travaux, accompagnés de quelques objets réalisés par des peintres ; sur les coupes et assiettes de Marie Ducaté, on retrouve les couleurs luxuriantes et l'imagerie de ses toiles.

Kovachevich travaille d'ordinaire le papier calque. Il y découpe des formes géométriques élémentaires (carré, cercle, triangle) qu'il décline en des sculptures dont la forme se modèle sous l'effet de la vapeur d'eau. Ses sculptures, saisies entre métamorphose et immobilisme, semblent en équilibre, à la lisière de la vie et du temps. Au CIRVA, Kovachevich a travaillé de fines feuilles de verre, dans un grand format qui toutefois ne dépasse jamais l'échelle que peuvent appréhender deux bras humains. Imprévisibles, courbes, souples, ces feuilles de verre, quasi immatérielles, prélevées sur une matière vierge de toute trace, de tout impact, composent une sorte de géométrie des sensations : plaisir, douleur, étonnement. La lumière et les ombres, les reflets jettent un trouble sensualiste sur ces sculptures incroyablement fragiles, blanches et transparentes. Elles se situent à l'écart, dans une zone pure où ni l'érosion de la matière ni les cratères du regard ne semblent avoir cours.

Par comparaison, les quelque deux cent cinquante pièces de verrerie européenne des années cinquante, alignées derrière des vitrines — la présentation est exemplaire, — ont l'air d'enfants sages : coupes, verres, carafes, vases... Il faut y regarder de plus près. Les années 50, ici, ne sont certes ni kitch ni tapageuses. Mais la modernité y triomphe sans renier la tradition : au premier coup d'œil, on repère les Espagnols, les Italiens, les Scandinaves, les Français. Les pièces uniques côtoient les objets destinés à une production en série. Toutes relèvent de la même exigence d'innovation. Car la verrerie, dans ces années d'après-guerre, participe elle aussi du boom économique et de la volonté de renouvellement des formes.

Le goût pour la couleur

Pays par pays donc, mais aussi manufacture par manufacture, on peut suivre ainsi l'évolution de la verrerie italienne où prédomine le verre soufflé, le goût pour la couleur, ancré dans la tradition des verriers de Murano. Le vase « Barbarico » d'Ercole Barovier (1951) mérite une halte spéciale, tant il annonce, par ses jeux mimétiques avec le bronze et le primitivisme, le courant du design des années quatre-vingt. Architecte, peintre, scénographe, c'est un Italien encore, Ico Parisi, qui en 1951 plante une fourchette dans une masse de verre jaune et intitule le tout *la Polenta*, préfigurant à son tour la recherche des artistes invités aujourd'hui au CIRVA. Il faut remarquer aussi les pièces épurées du Finnois Wirtkalla, les transparences précieuses de Lalique, les drôles de petits vases à pied de Michel Daum, les bleu outre-mer de Nancy Still McKinney ou les mosaïques d'Ermano Toso... Tous se situent à mille lieues de l'anecdote qui trop souvent accompagne le regard posé sur cette décennie.

ODILE QUIROT.

* Jusqu'au 12 juin, au centre de la Vieille-Charité, Marseille.

Picasso 1939-1945

À PARIS, il y a le Picasso de l'après-guerre. A Cologne, c'est celui des années noires qui est étudié. De l'exode à Royan au retour rue des Grande-Augustins, l'exposition enchaîne portraits de Dora Maar, natures mortes sombres et nus haineusement anguleux. Picasso évoque le tragique à sa manière, celle de Guernica, le monumental en moins, la rage nerveuse en plus. Les corps se plient en deux suivant la colonne vertébrale, les visages se contractent en masses triangulaires, les yeux se vidant ou vocifèrent. Il n'est plus temps de flatter l'anatomie voluptueuse de Marie-Thérèse. Il est trop tôt pour célébrer celle de Françoise, fille-fleur. C'est la guerre. Le chat sort les dents, les objets les plus pacifiques ont des aires de lames et de haches.

les couleurs virent au noir et violet.

Apparaît la tête de mort, crâne de taureau, puis crâne humain, qui demeure dans la peinture jusqu'à ces grandes années 1945-1946 que l'exposition — c'est une de ses faiblesses, l'autre étant de négliger la sculpture — n'a su ni franchement oublier ni véritablement explorer. De là un sentiment d'inachèvement. Mais il ne tient pas contre la satisfaction de voir ensemble quelques-unes des toiles, des gravures et des dessins les plus fortes de Picasso, et aussi l'une de ses meilleures œuvres inédites, le *Premier Pas*, de 1943, venue du Connecticut pour l'occasion.

Ph. D.

* Museum Ludwig, Bischofsgartenstrasse 1, jusqu'au 19 juin.

Galleries

PRINTEMPS des galeries à Cologne : une cinquantaine d'entre elles organisaient un vernissage commun la semaine dernière. Peintres et sculpteurs allemands envahissent le quartier de la Bismarckstrasse. Surprises cependant : quelques artistes français sont là pour démentir le lieu commun qui veut qu'ils ne se consacrent que sur place. Tori Grand est chez Krings-Ernst, Gaskowski chez Jöllenbeck, Georges Noël chez Friedrich. Autres célébrités : le Britannique Bill Woodrow, la photographe Cindy Sherman, l'expressionniste Gaili et l'architecte Richard Meier.

Hors concours, une exposition de sculpture à la galerie Gmurzynska, avec Giacometti, Ernst, Miro, Gonzalez et, naturellement, Picasso.

Ph. D.



MARCHÉ

Le commerce de l'art à l'horizon 1992

L'expert,

Experts et juristes, douaniers et assureurs, agents du fisc ou commerçants, tous s'inquiètent aujourd'hui des conséquences de la flambée des prix dans un univers où les règles et les certitudes sont fort rares ou même contradictoires selon les pays. D'ici à 1992, en Europe au moins, les législations devront pourtant être unifiées.

Le 30 mars 1987, les *Tourneurs* de Van Gogh atteignent 225 millions de francs, le prix le plus élevé jamais payé pour un tableau. Le 22 mars 1988, les musées de France ouvrent leur première souscription nationale pour éviter qu'un La Tour leur échappe, à défaut de pouvoir échapper à la France puisqu'une loi permet d'interdire la cavale des œuvres d'art vers les salles de ventes accueillantes de Londres ou de New-York. Le 21 avril 1988, un déséquilibre virtuel à Munich trois tableaux de Dürer, le jour même où un Renoir, qu'on avait

peu avant présenté comme un chef-d'œuvre du maître, était suspecté d'être un faux. Ce qui ne l'empêchait pas de fort bien se vendre peu de temps après.

A travers ces quelques instantanés, on peut mesurer l'extraordinaire variété des intervenants du monde de l'art. Un seul monde en fait où se côtoient fébrilement conservateurs et marchands, assureurs et douaniers, restaurateurs et faussaires, collectionneurs et experts, et enfin les juristes, fort embarrassés lorsqu'ils ont à trouver des formes universellement acceptables pour tous ces acteurs, dans un marché qui s'est emballé. C'est ainsi que, sur une idée du juriste Pierre Lalive, président de l'Institut du droit et des affaires internationales, émanation de la Chambre de commerce internationale (CCI), Martine Briat, directrice du même organisme, et une pléiade de spécialistes de toute nature ont organisé, en avril, à Genève le plus brillant des colloques sur les sujets en apparence les plus éloignés des joies esthétiques : exportation et importation, fiscalité et dation, expertise et assurance.

On y revient, on y reviendra toujours : un savant, c'est



quelqu'un qui sait des choses qu'il faudrait savoir mieux que lui pour être sûr que ce n'est pas un imbécile, disait Frédéric Paulhan, père de Jean La. La sentence se sera révélée particulièrement justifiée à Genève, et cela sur deux plans. D'une part cet aréopage de sommités venus des plus brillantes universités du monde, ou titulaires des plus respectables des titres, a découvert quel chemin il

reste à faire pour qu'un juriste néerlandais, par exemple, comprenne les inquiétudes d'un conservateur de musée espagnol, ou encore pour qu'un marchand d'estampes français saisisse — si bon que soit son anglais — les subtilités d'un avocat américain.

Or ces difficultés de compréhension, qu'un tel colloque aura d'ores et déjà permis d'atténuer,

nouveau Janus

ne sont rien à côté de celles rencontrées lorsqu'il s'agit de plaquer la rigidité (d'ailleurs relative selon les pays) du droit, l'intransigence (tout aussi relative) des douaniers, les exigences des nouveaux acheteurs institutionnels, etc., sur l'élément le plus fuyant qui soit : la valeur esthétique d'un objet. Dans le domaine des arts, le savant de Frédéric Paulhan prend le nom d'expert et s'il s'est trouvé un moment passionnant au cœur de ces journées genevoises, c'est bien cette matinée où l'expertise est apparue comme la référence obligée de tous les autres intervenants et, en même temps, comme la vérité la plus fuyante.

Car il ne s'agit pas seulement d'expertiser des faux ou des œuvres authentiques. Il s'agit aujourd'hui d'apporter des « certificats », des mesures infaillibles qui servent ces « nouveaux acheteurs » que sont les entreprises américaines, les assureurs japonais, ou les investisseurs de tout poil, peut-être un peu trop vite convaincus de la rentabilité de ce nouveau marché, s'il faut en croire certaines interventions d'un autre colloque, avignonais celui-là (1), qui s'est tenu en mai 1986. L'expert se trouve ainsi pris entre deux images. Celle du conseiller,

tout fait de fibres artistiques et dont on loue l'œil comme on apprécie la passion du collectionneur et la clairvoyance du conservateur (2). Et celle du « mercenaire » au service du plus offrant, salle de ventes, fondation américaine ou acheteur institutionnel.

Or l'image peut correspondre à la réalité. Au prix où sont payés les experts des musées français auprès de leurs homologues de chez Sotheby's, par exemple, on s'étonne qu'ils n'aient pas encore tous tenté la traversée de la Manche à la nage.

F. E.

(1) Les actes de ce colloque (12-14 mai 1986) commencent à être publiés par la Documentation française : *Économie et culture* (Vol. 1) : *Les Outils de l'économiste à l'œuvre* (245 p., 130 F.). Trois autres volumes restent à paraître.

(2) Rappelons qu'en France un conservateur n'a pas le droit de faire d'expertises sinon pour son musée. Interdiction rituellement contournée, ne serait-ce que par les catalogues publiés par les mêmes conservateurs et qui, lors des grandes expositions, authentifient nombre d'œuvres privées.

Pour le reste, est expert qui se déclare expert : il suffit d'en convaincre son monde.

Entretien avec Mme Martine Briat

« L'attitude marchande est devenue prédominante »

Pour Martine Briat, directrice de l'Institut du droit et des pratiques des affaires internationales et organisatrice du récent colloque de Genève, tout reste à faire, en matière de droit lorsqu'on parle de commerce international de l'art. A commencer par poser les bonnes questions.

« L'INITIATIVE du colloque revient à Pierre Lalive, professeur de droit international privé, mais également collectionneur. Spécialiste dans le règlement ou la négociation de litiges extrêmement complexes, il s'est aperçu qu'il existait un nombre considérable de problèmes en matière de ventes d'art internationales. Il y avait eu déjà des réunions ou conférences, mais seulement entre États, ou au sein d'organisations comme le Conseil de l'Europe et l'UNESCO. Dans de tels contextes, tous les débats étaient consacrés à des questions d'exportation licite et de protection du patrimoine. C'est-à-dire à des problèmes relevant du droit pénal, ou de la restitution d'œuvres. Le commerce en tant que tel n'était pas évoqué.

Faire exploser les cloisonnements

« D'où un premier colloque en 1985, consacré à « la vente internationale d'objets d'art ». Cette première réunion, où des gens peu portés à se rencontrer se sont retrouvés, s'est pourtant révélée trop exclusivement juridique. Cette année, nous avons donc voulu intégrer les pratiques, c'est-à-dire faire intervenir les assureurs, les directeurs de galeries, les experts, les conservateurs, etc. Et évoquer également d'autres aspects plus ou moins déterminants, comme la fiscalité : les incitatifs fiscaux propres à chaque

pays, ou encore les systèmes de dation et de donation.

« Nous avons voulu faire exploser les cloisonnements, avec un objectif plus ambitieux qu'il y a trois ans : trouver, entre les impératifs des patrimoines nationaux, les intérêts commerciaux, ceux des artistes et des collectionneurs, une ligne médiane qui puisse satisfaire tout ce beau monde. Si tous n'ont pas été satisfaits, ni toutes les réponses trouvées, au moins les questions principales auront été posées.

« Pourquoi avez-vous choisi Genève, plutôt que Londres, Paris ou Monaco ?

« Nous avons hésité entre Londres, qui a pour elle d'être le siège de Sotheby's et de Christie's, et Genève, plus neutre, comme chacun sait, et où il existe déjà une association : Droit et commerce international de l'art (DECIA). Nous avons finalement opté pour Genève, qui permettait l'intervention du plus grand nombre de spécialistes internationaux dans chacun des domaines concernés. En outre, la ville avait l'incontestable mérite de subventionner le colloque.

« Avant, le commerce international de l'art, c'était une sorte de club où se côtoyaient le monde des musées, les collectionneurs, les commissaires-priseurs, quelques galeries. Un circuit clos. Depuis cinq ou six ans, de nouveaux opérateurs sont apparus, des *businessmen* de l'art, pour qui l'œuvre en tant que telle peut avoir moins d'importance que son prix. L'attitude marchande est devenue prédominante.

« Il y a un phénomène nouveau, le déséquilibre du marché ?

« Oui, les prix payés pour certaines œuvres créent un problème énorme. Pour les Japonais, aujourd'hui, acheter une œuvre, c'est un placement, un investissement. Ce sont eux aujourd'hui, mais il faut se rappeler que c'est une constante : les pays les plus

riches ont toujours voulu acquérir les biens des pays moins fortunés. Pensez à la France au dix-huitième siècle, aux Américains pendant la première partie du vingtième. Les Japonais restent dans la tradition. Reste que la situation est intenable. En premier lieu pour les musées, bien sûr, qui ne peuvent plus faire face, même soutenus par l'État, mais aussi pour les assureurs. Il n'est donc pas exclu que certaines polices comportent à l'avenir des clauses restrictives. Que tel tableau, s'il vient à être volé ou détruit, ne soit plus remboursable qu'à 50 % de la valeur déclarée. Il se peut aussi, comme cela se fait maintenant pour les satellites, qu'on refuse tout bonnement de les assurer.

« Cela ne peut-il constituer un élément modérateur du marché ?

« Les assureurs essaient, oui. Ils essaient aussi par le biais de l'expertise de trouver la valeur « économique » de l'œuvre. Mais peut-être est-ce vraiment indépendant de la valeur de vente ? En outre, qui a vraiment intérêt à modérer le marché ? Rumeur ou réalité, on dit que le milieu de la pègre japonaise se sert des achats d'œuvres d'art pour blanchir de l'argent. Qui a intérêt à savoir d'où provient l'argent ? Personne. D'où un aspect un peu malsain, très particulier au commerce international de l'art.

Un statut international de l'expert

« Or si cet argent sert à blanchir, il est possible qu'il y ait des rotations énormes et extrêmement rapides, un mouvement purement financier d'où est exclu le collectionneur.

« Dans un tel contexte, la valeur artistique de l'œuvre se restreint plus en ligne de compte ?

« La valeur d'une œuvre ? Qu'est-ce que c'est ? Est-ce celle déclarée aux assurances, celle de l'évaluation en douane, celle fixée par un expert, celle fixée par une vente plus ou moins réussie ? Pour tenter de répondre à cela, les Américains ont imaginé la notion de *Fair market value*, un critère beaucoup plus « objectif » qui ferait intervenir simultanément la réputation de l'auteur, la qualité de l'œuvre, le temps passé à la création, la place dans l'œuvre entier, l'état de conservation, l'existence ou le risque d'un droit de préemption, la situation juridique de l'œuvre, etc.

« Cela bouclerait-elle le rôle traditionnel des experts ?

« Une étude californienne a montré que pour un même objet les expertises pouvaient varier de 40 000 à 250 000 dollars. Cela aux États-Unis. Or que vaut une expertise américaine en France ?

Faut-il alors trouver un statut international de l'expert, voire créer une chambre internationale des experts ? Et sur quels critères les choisirait-on ?

« En Suisse, pour la peinture du dix-huitième siècle, il n'y a que trois experts, qui sont aussi directeurs de galeries. Est-ce qu'un directeur de galerie peut être en même temps expert ?

« Avant le développement du marché international, un bon expert pouvait trouver le temps de tout expertiser. Aujourd'hui, pour chaque époque, pour chaque peinture, les petits experts se sont multipliés. Comment être sûr de leur compétence ?

« Il y a maintenant des techniques scientifiques très fines qui laissent peu de place au doute.

« Oui, mais se pose alors le problème du coût d'une expertise. Quel temps et quels moyens techniques un expert peut-il employer pour une œuvre secondaire, voire mineure ? Les nouvelles techniques d'expertise vont dans le sens des gens qui ont de l'argent. D'où la force d'organismes comme Sotheby's ou Christie's, ou encore d'institutions riches, comme le Getty Trust. Même s'il ne faut pas oublier ceux qui ont un coup d'œil fantastique. Comme en matière de vins, par exemple, la part de l'intuition rencontre souvent celle du scientifique.

« Si complexe et ambigu soit-il, le rôle des experts reste déterminant. Ainsi, les assureurs qui se contentaient jusqu'à présent de la valeur déclarée ont tendance à se doter de services d'expertise et de conseil. Pour eux-mêmes et pour leur clientèle. A tel client ils suggéreront de réévaluer l'œuvre assurée, à tel autre, propriétaire d'un Renoir, ils conseilleront d'accrocher le tableau ailleurs que dans la salle de bains, qui n'est en effet pas le lieu le plus propice à sa conservation... Les experts servent ici à diminuer les risques et à établir un plafond d'évaluation des œuvres.

« Ici ou là, ils peuvent avoir d'autres rôles. Les évaluations pour la couverture d'un objet peuvent être d'intéressants révélateurs pour le fisc. D'où des sous-évaluations volontaires, aux risques et périls des œuvres, éventuellement des experts eux-mêmes : aux États-Unis, ils peuvent être poursuivis lorsqu'ils sous-évaluent un objet avec l'intention manifeste de frauder le fisc. D'où aussi le fait que beaucoup, pour échapper au fisc de leur pays préfèrent s'adresser à la discrétion des assureurs suisses. En France, en revanche, le problème ne se pose plus dans les mêmes termes depuis la loi Fabius qui exonère les œuvres d'art. Il est paradoxal qu'on doive ainsi à un

premier ministre socialiste — dont le père, il est vrai, est antiquaire — les dispositions fiscales les plus libérales du monde en matière d'art.

« Dans la plupart des pays, la fiscalité est un des secteurs où l'invisible est le plus important. Il est vrai qu'au départ elle n'est pas précisément faite pour la définition d'une politique culturelle. Elle permet souvent aux opérateurs de jouer quand cela leur serait difficile dans un autre domaine. Cela favorise un affaiblissement de la probité.

« Et la possibilité de fraudes.

« Je n'irai pas jusque-là. Mais d'un commerce invisible, oui.

« Pour l'Europe au moins, les choses devraient être plus claires à partir de 1992 ?

« Les objets d'art sont-ils des biens au sens du traité de Rome ? Est-ce que la TVA doit s'appliquer aux objets d'art circulant dans le Marché commun ? Tout cela est loin d'être résolu. Dans un autre secteur, celui des vidéogrammes, la Cour des Communautés européennes a reconnu qu'une politique culturelle nationale était justifiée d'une restriction au commerce intercommunautaire.

« S'il ne doit pas y avoir de restriction en matière d'art, cela implique une politique commune en matière de patrimoine, de fiscalité, ainsi qu'un statut commun de l'expertise. On risque de rencontrer bien des problèmes. Des pays comme l'Angleterre, les Pays-Bas, le Danemark n'ont pas des politiques de protection du patrimoine comme celle de la France. Or le problème des législations différentes n'est pas seulement lié au marché, il touche également aux questions de succession.

« Prenons le cas de la succession d'une famille suisse dont les œuvres sont réparties dans des propriétés aux quatre coins du monde. Dans quelle mesure tel ou tel pays peut-il, au contraire de tel autre, limiter les droits des ayants droit. C'est en effet contradictoire avec le droit du commerce international. En outre, selon quelle législation traiter de l'héritage ? Est-ce la nationalité du légataire, celle de l'héritier, est-ce encore le pays dans lequel se trouve l'œuvre, qui doit prévaloir ? Selon quels critères un pays peut-il décider d'empêcher une œuvre de sortir du territoire, ou au contraire d'en autoriser l'exportation ? Au États-Unis, il n'y a pas de contrôle. En France, en revanche, c'est le fait du prince, les décisions apparaissent souvent arbitraires.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC EDELMAN.

MC 93
BIBIENY

ALICE
CARROLL

PAR LE
THEATRE
DE LA CHAMAILLE

3 MAI —
→ 22 MAI 48 31 11 45

LANGAGES ET IMAGINAIRE
DU CINEMA SUISSE
D'ANIMATION (1918-1988)
EXPOSITION dessins, photos,
décor, livres, vidéos.
26 avril au 29 mai 1988
FILMS: dix programmes du
26 avril au 15 mai 1988
RENCONTRE avec les cinéastes
6 mai 1988, 18h30
Centre culturel suisse
32,38 rue des Francs-Bourgeois
Paris 3^e 46 48 47 43 33

PROTÉE
38, rue de Seine Paris 6^e
Tél. 43 25 21 95
MIOTTE
28 AVRIL - 21 MAI

Galerie TENDANCES
106, rue Quincampoix 75003 PARIS
Tél. 42 76 61 79
ESTEVE
Encres et dessins
Jusqu'au 28 mai

Nanterre Amandiers
W. SHAKESPEARE L. BONDY
LE CONTE D'HIVER
TOUS LES JOURS SAUF LUNDI
20H30 DIMANCHE 16H30 DI 8 MAI 15H30
LOCATION: (1) 47.21.18.81 ET 3 FNAC

مكتبة من الله

Jacques-Henri Lartigue au Grand-Palais

Portrait du bonheur

Légère comme une partie de badminton, la vie saisie au bond par une « espèce d'habitant d'étoile » pour qui la photographie était un jeu d'enfant.

DES l'âge de huit ans, avec son appareil tout neuf, en bois, Jacques-Henri Lartigue photographie tout. Sur ses plaques 13 x 18, il fixe dans des poses comiques son frère Zizou, ses cousins, son chat Zizi, sa concubine, bref tous ceux qui l'approchent. Spectateur de son propre bonheur, il collecte au vol des miettes d'éternité, égrenant au présent sa vision d'un siècle qui grandit.

Son album de souvenirs est un éblouissant tableau de mœurs. Reporter de son intimité, c'est en prenant son univers familial pour modèle que Lartigue devient sans le savoir le chroniqueur attentif de son temps, puis porté par cette « manie de tout photographier » qu'il considérait comme une folie, il élargit son cercle de famille à toute une société.

Les chapeaux excentriques portés par les belles dames déambulant au bois de Boulogne le séduisent : c'est en dandy intrépide qu'il se tient à l'affût, assis sur une chaise en fer. Il les caracène avec espièglerie de son œil bleu, incurablement facétieux. Chacune d'entre elles est perçue comme une illusion amoureuse, un absolu, une forme éternisée de la beauté.

Lartigue fête la bourgeoisie du début du siècle, à travers ses rites chics et mondains. Il célèbre le tennis qui évolue en pantalon et les premières voitures grand sport. Son goût du luxe le porte à peindre les vedettes du music-hall ou du théâtre. Des Dolly Sisters, nimbées de flou, à la série quasi sociologique des « Femmes aux cigarettes » (1927), parmi lesquelles Mary Marquet et Josephine Baker. Rieuse, charmante ou amusée, chaque élégante est l'objet d'une dévotion non simulée, à l'image d'Yvonne Printemps « encore



Sacha Guitry sur le quai de la gare, 1927.

plus ravissante dans la vie que sur scène ».

Cet amateur éclairé, maître dans l'art de saisir le mouvement qui faisait du « je-m'en-fichisme » une vertu, excelle à croquer les célébrités qui étaient aussi ses amis. Brossant leur portrait comme autant de notations brèves, il les happe dans des postures acrobatiques ou chaplinesques qui les démythifient et les réintègrent par mille facettes dans la vie. Ainsi, Abel Gance, en maillet de bain, sur un cheval flottant,

Maurice Chevalier faisant le prier sur la plage de Royan et Sacha Guitry bondissant sur un quai de gare.

Cette suite d'instantanés heureux, cette moisson de visages se poursuit, de Cannes à Biarritz, avec le portrait des « femmes de sa vie ». Bibi, au 6 x 13, en héroïne romantique sur le toit d'un bus londonien ; Renée, « la plus belle fille du monde », son modèle favori, mi-madone, mi-Mistinguett ; Florette enfin, épousee en 1942, « au regard confiant comme celui d'un bébé », qui, jusqu'à ses quatre-

vingt-trois ans, aide cet « habitant des étoiles » à déambuler sur Terre comme dans un paradis sans ombre.

Lui qui écrivait « quand il s'agit de moi dans la vie, cela me donne toujours un peu envie de rire », s'est bien sûr aussi beaucoup auto-photographié, avec sa Pic Pic, en guêpe et képi devant un aéroplane et, dès 1904, au bain, à côté de son hydroglisseur à hélice aérienne. Chacun de ces instantanés est un concentré de vie, totalement à l'opposé de sa peinture, influencée par Vuillard, gagnée-pain sur lequel lui-même nourrissait peu d'illusions.

S'il restitue le bouillonnement magique d'un siècle vécu comme une école buissonnière, le plaisir que l'on prend à remonter le cours de cette expérience ne doit pas occulter la prodigieuse inventivité de ce regard toujours à la page et en avance sur son temps. A côté de clichés archi-connus, comme sa cousine Bichonade dévalant un escalier, sa nounou Dudu jouant au ballon ou « Mardi gras » (1903), il y a aussi des audaces comme la vision fantomatique de son cousin Dédé dans sa chambre (1906), celle, obnubilante, de sa cousine Marcelle, cet autoportrait aquatique inédit, en 1911, à Rouzat, six ans avant que Kertész ne fixe l'illustre nageur sous l'eau d'où naissent les distorsions.

Retentissante de rires, culbutes et cavalcades, cette exposition est une joyeuse bouffée de fraîcheur. Splendide et formulée, les quatre-vingt épreuves tirées par Yvon Le Marlec ne prétendent pas à une relecture de l'œuvre. Il s'agit d'une balade à travers les rencontres et les péripéties de ce perfectionniste dilettante et coquet qui consacra son temps à tenter « d'attraper une petite facette de l'inattrapable ».

PATRICK ROEGERS.

★ Jacques-Henri Lartigue, « Moi et les autres », 80 portraits et autoportraits, exposition conçue et réalisée par l'Association des amis de J.-H. Lartigue, avec le concours de la Direction du patrimoine, salle de la donation Lartigue au Grand Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e, jusqu'au 31 décembre (fermé mardi et mercredi).

Humphrey Spender au Comptoir de la photographie

En attendant la guerre



Tyneside 1936 par Humphrey Spender.

Dans la grande tradition du reportage social, Humphrey Spender a montré la vie quotidienne en Angleterre avant la guerre.

ans — retiré à la campagne, près de Londres. On doit à Marie-Françoise George la découverte de ce travail inédit, présenté par soixante tirages modernes, aux onctueux tons gris.

P. R.

★ Humphrey Spender, « Life in England, 1932-1940 », Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012, jusqu'au 10 juin.

THEATRE DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
TELEPHONE 47 93 26 30

LES AMIS FONTLE PHILOSOPHE

DE J. M. R. LENZ
MISE EN SCENE
BERNARD SOBEL
DU 19 AVRIL AU 29 MAI
CREATION

CINÉMA

Films français des années 50

Les chemins de la nostalgie

Pour accompagner la rétrospective de cent cinquante films français des années 50, qui commence le 4 mai, le Centre Georges-Pompidou vient de publier deux ouvrages, sous la direction de Jean-Loup Passek. Cinéma français, les années 50, signé Jean-Charles Sabria, et un ouvrage collectif, D'un cinéma l'autre, recueil de textes divers, écrits pour la circonstance.

MILLE films de 1950 à 1959 : mille fiches avec générique, interprétation et résumé du sujet. La formule est connue mais on ne peut s'empêcher de s'incliner devant un tel travail. En suivant l'ordre alphabétique, on retrouve de grands souvenirs, les adaptations littéraires du cinéma « de qualité », le réalisme psychologique des films d'Yves Allégret, René Clément, Henri-Georges Clouzot, et puis les films des « auteurs » consacrés par les Cahiers du cinéma : Jacques Becker, Robert Bresson, Jean Cocteau, Jean-Pierre Melville, Max Ophüls ou Sacha Guitry. Le plus surprenant est, pour les cinéphiles d'aujourd'hui, le plus inattendu, c'est de tomber sur des noms comme Autant en emporte le vent, les Aventures de Gil Blas de Santillane, le Bagnard, Ballerina, Baratin, Boum sur Paris, Capitaine Ardant, la Carpe blonde, En Méditerranée,

Escapade, Et ta sœur, la Femme à l'orchidée, Une fille à croquer, les Frangines, Incognito, Jocelyn, Leur dernière nuit, les Révoltés de Lomanach, des pages et des pages de films, bien en deçà du cinéma commercial d'Henri Decoin ou de Christian-Jaque : le tout-venant de la production française de cette décennie.

Ce principe de panorama historique a ses vertus. En mettant tout « à plat », sans jugement de valeur, il donne à réfléchir et, en somme, à redécouvrir les points forts et la qualité de cette production. Par ailleurs, Jean-Charles Sabria a établi un dictionnaire de soixante-treize réalisateurs et de cent cinquante-huit acteurs et actrices. Mais voilà que, sous couleur d'objectivité, il nous entraîne sur les chemins de la nostalgie. Du côté de Claude Autant-Lara dans sa meilleure période, ou de Jacqueline Audry, alors la seule femme réalisatrice en activité régulière, c'est normal. Comme de rappeler Jean Dréville et Julien Duvivier. Mais, curieusement, Jean-Paul Le Chanois se voit accorder moins de place que Denys de La Patellière et Richard Pottier (il est vrai que, dans la même page, Max Ophüls n'est que sommairement cité), qui réalise Caroline chérie, avec Martine Carol. Il semble que Sabria ait une passion coupable pour les films de Pottier, pour la Belle Otero (Marie Félix), Tabarin (Sylvia Lopez), ou le Châtaignier du Liban (Gianna Maria Canale et Jean-Claude Pascal). En consultant de près le dictionnaire des réalisateurs et celui des interprètes, on peut s'amuser à décoder où la subjectivité se niche. Et,

du coup, la nostalgie qui n'est pas uniquement liée à Richard Pottier. Ainsi, la rubrique « Les étrangers en France ».

Finalement, sur une formule qui semble éprouvée, Jean-Charles Sabria innove singulièrement, en reconstruisant ses propres années 50. Toutes les photographies viennent de sa collection personnelle. Là encore, le choix des portraits, des gros plans, des scènes à deux, des scènes d'ensemble, est porteur de rêves, de frissons, de fantasmes.

D'un cinéma l'autre, semble le compléter par des « notes » sur des phénomènes caractéristiques : aspects législatifs et économiques (Jean-Pierre Jean-Colas), importance des studios et des décors (Jean-Pierre Tousti), la chute des valeurs (Joël Magny), l'approche généalogique de la nouvelle vague (Serge Daney). Du sérieux, il en faut pour écrire l'histoire du cinéma ; avouons pourtant que ce sont les chroniques subjectives de Pierre Murat, reconstruit avec verve les années jusqu'à la naissance du mythe Bardot, et de Bernard Chardère, racontant sa traversée des années 50 en citant Positif et les copains, qui vont nos préférences. Peut-être parce que là aussi pointe la nostalgie. Avec humour.

JACQUES SICLIER.

★ Cinéma français, les années 50, par Jean-Charles Sabria. Editions Economica. Centre Georges-Pompidou. 512 pages, 750 illustrations, 420 F.

D'un cinéma l'autre — Notes sur le cinéma français des années 50. Editions Centre Georges-Pompidou, collection « Cinéma singulier », 128 pages, ill., 130 F.

OPERA DE PARIS

PALAIS GARNIER

FAUST
GOUNOD/LOMBARD/LAVELLI/BIGNENS
2, 4, 6 (JMF), 8 (m.), 13, 15, 23, 25, 27 Mai

CASSE-NOISETTE
TCHAIKOVSKI/NOUREEV
avec les Étoiles et le Ballet de l'Opéra de Paris
11, 14 (m. et s.), 16, 17, 18, 19, 20, 21, 24, 26, 28 (m. et s.) Mai

SALLE FAVART

THAIS
MASSENET/FOSTER/JOËL/MONLOUP
Nouvelle production — Coproduction avec le Grand Théâtre de Nancy
16, 18, 20, 21, 24, 26, 28, 30, 31 Mai

CONCERT DE SONATES
SCHUBERT — GRIEG — DEBUSSY — FRANCK
avec Hervé Le Floch (violin) et Gérard Parmentier (piano)
27 Mai

CONCERT DE PERCUSSIONS, FLUTE ET PIANOS
KABELAC — JOLIVET — BARTÓK
1^{er} Juin

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

SPECTACLE DE L'ÉCOLE DE DANSE
Chorégraphies de BOURNONVILLE, LICHINE, CACULEANU
4, 6, 7 (m. et s.) Mai

Renseignements
47 42 57 50
et Minitel
3615 Code COM21

Location par téléphone 47 42 53 71
13 jours à l'avance

Le Monde INTERNATIONAL

MADAGASCAR

Le Ministère Royal Norvégien de la Coopération au Développement

recrute le personnel qualifié pour des projets au Botswana, Kenya, Madagascar, Mosambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Sri Lanka et l'Inde. A fin d'augmenter le nombre des femmes parmi le personnel/experts, tout particulièrement les femmes sont invitées à poser leur candidature. A travers le Ministère de la Coopération au Développement, la Norvège fournit une assistance spécialisée et financière aux projets agricoles à Madagascar: FIFAMANOR et ROMANOR. Nous recherchons pour ces projets les services de personnes intéressées pour les cinq postes suivants:

Romanor reçoit depuis 1985 une assistance destinée au développement de la production laitière sur les hauts plateaux malgaches et comprend trois départements: Laiteries, vulgarisation et administration. Le siège principal du projet se trouve à Antsirabé. A l'heure actuelle trois experts étrangers sont engagés dans le projet.

INGENIEUR LAITIER

(MAG 005)

Fonctions: Organisation, projection et direction du département laitier, comprenant la direction de trois laiteries simples. L'organisation de la collecte du lait, répartition et vente du lait et des produits laitiers. Formation de personnel local.

Qualifications exigées: Formation d'ingénieur dans la branche laitière, doit avoir une expérience variée dans la gestion de laiteries, la transformation et la vente du lait et des produits laitiers, le contrôle qualitatif et économique du projet.

Engagement: Début 1989.

INGENIEUR AGRONOME

(Zootéchnie) (MAG 005)

Fonctions: Planification et réalisation d'un service de vulgarisation de la production laitière. Organisation et participation dans la formation des cadres nationaux.

Qualifications exigées: Formation d'ingénieur agronome/d'ingénieur d'élevage, éventuellement vétérinaire possédant une expérience technique et une connaissance pratique de la production du fourrage et affouragement. Une expérience dans le domaine formation est souhaitable.

Ce poste est sujet à une grande activité de déplacement.

Engagement: Le plus tôt possible.

ADMINISTRATEUR

(MAG 005)

Fonctions: Administration interne et budgétaire, comptabilité, contrôle des résultats des sous-divisions, gestion des ressources, amélioration des routines de travail dans un grand projet de promotion de la production laitière et l'exploitation laitière.

Qualifications exigées: Une solide formation et expérience économique/administrative. Connaissance de l'administration officielle et une expérience des entreprises commerciales est très souhaitable. Un bon esprit de collaboration et une grande capacité de travail. De préférence une expérience ou une connaissance dans les domaines spécialisés du projet.

Engagement: Janvier 1989.



Norwegian Ministry of
Development Cooperation

NORAD
Personellkontoret
Torggt. 1, P.O.Box 8142-Dep.
N-0033 Oslo 1 Norvège

Fifamanor reçoit depuis 1972 un soutien pour le développement agricole dans la région d'Antsirabé, couvrant la production de lait, et les cultures de blé et de pommes de terre.

CONSEILLER POUR FOURRAGE ET PRODUCTION LAITIÈRE

(MAG 001)

Fonctions: Participation dans la direction des travaux de vulgarisation, à l'information dans la production de blé, de pommes de terre et de production laitière. Formation des techniciens et vulgarisateurs du projet.

Engagement: D'après accord.

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

(MAG 001)

Fonctions: Exercice des fonctions auprès de la section vétérinaire du projet. Contribuer à l'inspection des géniteurs du projet qui comptent 400 bovins. Participer aux activités de vulgarisation au sein des travaux de reproduction et d'insémination, d'hygiène laitière et aux activités prophylactiques dans le district. Cette situation impliquera aussi une collaboration étroite avec le personnel national, de même qu'elle exigera leur formation.

Ce poste est sujet à une grande activité de déplacement.

Qualifications exigées: Docteur vétérinaire et une expérience variée de préférence des bovins.

Engagement: D'après accord.

Pour tous les postes concernés:

Lieu de travail: Antsirabé.

Langue: Française. Bonne connaissance de l'anglais.

Durée du contrat: 2 ans.

Début: Le 18 mai 1988.

Appointements: De FF 172.700 à FF 231.300 par an.

Les appointements sont imposables en Norvège. Les contributions aux frais de logement et autres avantages sont exemptés d'impôts.

Les formulaires de demande d'emploi, etc. peuvent être obtenus auprès du Bureau du personnel - Personellkontoret, tlf. +47 2 31 45 46.

Société Industrielle Française, 500 personnes. Membre d'un groupe américain important, spécialisée dans la métallurgie haute technologie et leader dans son domaine, réalisant 40 % de son CA à l'exportation, recherche pour sa :

Filiale Allemande
(50 personnes - CA 100 millions de FF)

Ingénieur diplômé
assistant technique de direction
(Evolution rapide vers responsabilités)

Après un stage de formation en France, il sera rattaché au Directeur Allemand à qui il apportera une assistance technique permanente dans la négociation et la réalisation de contrats. Il réalisera en outre, des missions techniques spécifiques auprès des principaux clients, appuiera l'activité des technico-commerciaux et participera au développement de nouveaux produits en liaison avec les études, la fabrication et les Services Techniques de la maison-mère. Agé de 35 ans environ, de nationalité allemande ou française, il sera parfaitement bilingue et aura une bonne pratique de la langue anglaise. Ses connaissances en métallurgie seront appréciées. Il aura une expérience du marché allemand acquise dans un service études - recherches - développement ou dans l'assistance technique en secteur industriel (automobile, chantiers navals, aéronautique, soudure, électricité...). Un goût certain pour les contacts commerciaux est indispensable. La rémunération est en rapport avec les exigences du poste. Résidence région MARBURG, Ville Universitaire, située à 100 km au nord de STUTTGART.

Merci d'adresser votre dossier de candidature rédigé en français (C.V., photo, prétentions) sous la référence SSE à PRAGMA, 86 Bis Rue Amelot - 75011 Paris.



Mobilising For Human Rights

Amnesty International is looking for some one to head a new unit responsible for developing Amnesty International's membership world wide. The unit head will encourage recruitment with particular emphasis on a rapidly expanding membership in the third world.

Working with regional teams, s/he will promote effective means of servicing the unique needs of an international membership, while broadening Amnesty International's appeal in attracting membership from new areas of different societies. Candidates should have sound political knowledge, an understanding of different cultures and experience of working with an activist membership organization. They must have proven managerial ability and be able to work under pressure. Fluent English is essential, knowledge of other languages, especially French, Spanish or Arabic, highly desirable.

SALARY: Starts at £15 987 from September, rise to £770 in April 1989 (annual increments, index-linked)

CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION FORMS: 24 JUNE 1988

INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEK COMMENCING 25 JULY 1988

For further information and an application form, please contact Personnel Office, Amnesty International, International Secretariat, 1 Euston Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom. Tel.: (01) 837-3805 (24 hr. answering machine).



THE EUROPEAN ORGANISATION FOR THE SAFETY OF AIR NAVIGATION
Requires for its BRUSSELS HQ
an ACCOUNTANT (post HA/23
(M.-F., AGE: 27-35)

FUNCT.: Preparation of monthly management and year end accounts - treasury management including negotiations with banks - establishment of financial reports and statistics - day to day management of the accounts department (9 staff, T/O 1.2 billion US \$).

QUALIF.: University degree in economics, an equiv. degree or equiv. professional experience. Extensive knowledge and experience in public and commercial accounting, in treasury management and computerized accounting systems. Oral and written exp. in either english or french - good knowledge of other languages an advantage. Dynamism / Imagination / Initiative / Man-management skills.

Please make exp. contact with EUROCONTROL to obtain application form and detailed job description, whilst quoting ref. « post HA/23 ». The duly completed application form and CV must reach:

EUROCONTROL, PF1 (phone 322/233-02-11 - Fax 322/233-0353), 72, rue de la Loi 8, 1040 BRUSSELS/BELGIUM, by 16 May, 88 at the very latest.

Une carrière dans un groupe de dimension internationale.

Pour commencer dans notre société, nous vous proposons de prendre les responsabilités de

directeur commercial

de nos activités en ARABIE SAUDITE, après une période d'intégration, d'un an environ, en tant qu'adjoint du Directeur actuel.

Votre mission:
- diriger l'ensemble de la filiale sur le plan commercial et marketing
- animer une équipe de cadres technico-commerciaux
- définir la stratégie de développement pour chacune de nos activités en Arabie.
Pour ce poste très évolutif au sein de notre groupe, nous recherchons un candidat à fort potentiel, 30/35 ans, de formation supérieure (de préférence commerciale) et ayant acquis une expérience d'animation commerciale et marketing, si possible, dans les services.
Anglais courant; Impératif.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. LM111DCO à SODEXHO - B.P. 36, 78391 BOG D'ARCY Cedex.

N° 5 mondial de la Restauration et Services effectif: 30 000 pers. CA: 5,7 milliards F



Voulez-vous participer à l'organisation d'un institut de recherche?

L'Institut Européen Synchrotron Radiation Facility (ESRF), situé à Grenoble, France, financé par dix pays européens (France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Suisse, Danemark,

Finlande, Norvège et Suède), est actuellement en phase de construction. C'est une source de radiation synchrotrone à la pointe de la technologie, déjà ancrée dans le XXème siècle, et qui répondra aux besoins de

la communauté scientifique européenne en matière de rayons X à haute intensité. Le futur

Chef de l'Administration

mettra en place et gèrera une Division d'une quarantaine de personnes fournissant des services administratifs à l'Institut qui, en 1994, comptera 450 collaborateurs permanents et 2000 usagers par année. Il sera directement responsable devant le Directeur Général.

La candidat choisit:

- ☐ possèdera des dons naturels de concepteur et d'organisateur,
- ☐ sera compétent dans les domaines économique et juridique,

- ☐ sera au bénéfice d'une bonne expérience dans un poste similaire,
- ☐ aura de solides connaissances en anglais et en français (toute autre langue européenne serait un atout supplémentaire),

afin de pouvoir mettre en place une administration efficace et un système de gestion pour le Directeur Général. Le titulaire du poste pourra compter sur le soutien total et l'aide de la Direction, et jouira d'une indépendance appréciable dans l'accomplissement de sa tâche.

Les esprits inventifs désireux de faire œuvre de pionnier et dont les dons créatifs et les connaissances pourront servir à la création de cet Institut européen sont priés de poser leur candidature par écrit et en anglais. Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à appeler M. U. Hofmann ou Mme K. Rippstein à notre bureau de Zurich (Tél. 01-391-30-31).



Kienbaum International AG

Unternehmens- und Personalberater

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Bonn, Frankfurt, Hamburg, Karlsruhe, München, Zürich, Wien, San Francisco, São Paulo, Johannesburg

Communication

Les résultats du CESP

TF 1 et RTL toujours en tête

Le CESP vient de publier les résultats de la première vague de son enquête annuelle sur l'audience des chaînes de radio et de télévision. L'échantillon interrogé entre le 15 février et le 26 mars comporte quatre mille personnes représentatives de la population de plus de quinze ans résidant en France - ce qui prend en compte pour la première fois la population étrangère.

L'audience est calculée sur la population totale et non sur la zone de réception des chaînes, ce qui modifie particulièrement les résultats de Canal Plus, de la Cinq et de M6, puisque ces chaînes sont respectivement reçues dans 41,1 %, 43,9 % et 30,3 % des foyers seulement.

Selon cette enquête, RTL obtient 22,2 % de parts du marché de la radio, suivie par Europe 1 (11,2 %), NRJ (9,2 %), RMC (6 %) et Nos-

talgie (5 %). L'ensemble des stations périphériques pèse donc 40,7 % du marché, contre 36,2 % à l'ensemble des radios locales privées, le reste (23,1 %) comprenant notamment les stations de Radio-France.

En télévision, TF 1 a obtenu 43,7 % de parts de marché ; Antenne 2, 28,6 % ; FR 3, 9,5 % ; Canal Plus, 4 % ; la Cinq, 10,6 % et M6, 2,5 %. En février-mars, les Français ont regardé la télévision 225 minutes (soit 17 minutes de plus en un an) et ont écouté la radio 187 minutes en moyenne journalière du lundi au vendredi. Alors que TF 1 et A 2 faisaient presque jeu égal en durée moyenne il y a un an (113 minutes contre 110), l'écart s'est maintenant creusé, avec 132 minutes pour TF 1 et 107 minutes pour A 2.

La Cinq attaque la CNCL devant le Conseil d'Etat

Polémiques autour de la définition juridique du film

La Cinq a-t-elle le droit de diffuser le samedi soir un film américain qui n'est pas sorti dans les salles françaises alors que son cahier des charges lui interdit de programmer ce jour-là une œuvre cinématographique ? Les avocats de la chaîne en sont convaincus : ne peut être juridiquement considéré comme un film en France que les œuvres ayant reçu du Centre national de la cinématographie un visa d'exploitation pour leur sortie en salles. La CNCL n'est pas du même avis : dans une récente note de terminologie, elle élargissait la définition aux longs métrages exploités dans des pays étrangers.

Les treize sages ont donc l'intention de traduire la Cinq en justice pour avoir diffusé un samedi soir *Commando L'opéra*, un film américain n'ayant fait carrière que dans les salles américaines. La chaîne riposte en attaquant la CNCL devant le Conseil d'Etat pour « incompétence, excès de pouvoir et erreur de droit ». Et ses avocats demandent au Conseil d'Etat de « fixer les limites de compétences d'une autorité administrative indé-

pendante qui ne saurait interpréter la loi aux lieux et places du juge ».

Derrière la polémique juridique qui n'est pas sans intérêt pour l'avenir de ce nouveau pouvoir qu'incarnent les commissions indépendantes de la télévision, se cache une nouvelle fois le vieux débat entre cinéma et télévision. Alors qu'un décret ministériel s'apprête à limiter à deux le nombre de films diffusables chaque semaine par la télévision, la chaîne de MM. Hersant et Berlusconi tente de contourner les rigueurs de son cahier des charges en programmant plusieurs films munis de visas, films sans visa et simples téléfilms. Mais elle se vante auprès des téléspectateurs et dans les pages du *Figaro TV* d'être « la seule chaîne à diffuser un film chaque soir ». « Publiez-moi mensonger, rétorquent les professionnels du cinéma, qui se sont plaints à la CNCL la semaine dernière. On ne peut pas annoncer des films aux téléspectateurs et dire le contraire devant le Conseil d'Etat ».

J.-F. L.

En Grande-Bretagne

Le groupe Virgin prend le contrôle de Super Channel

La restructuration financière de Super Channel, la chaîne euro-péenne de divertissement par satellite, sera rendue publique le 12 mai, lors d'une réunion extraordinaire des actionnaires. Mais on sait d'ores et déjà que le contrôle de la chaîne passera entre les mains du groupe musical Virgin, dont le directeur général, M. Robert Devereux, a déjà remplacé M. Brian Teaser au poste de PDG de la chaîne.

Lancée fin janvier 1987 (*le Monde* du 28 janvier 1987), cette chaîne est reçue par onze millions et demi de foyers dans quinze pays européens. Malgré une croissance continue (les clients ont triplé en un an et la publicité a connu une augmentation de 400 %), la chaîne affiche un déficit d'environ 12 millions de livres pour l'exercice en cours et ne prévoit d'équilibrer ses comptes qu'en 1990.

Plusieurs des petits actionnaires, parmi les quinze stations du réseau privé anglais ITV (à l'exception de Thames TV) qui partagent le capital, n'attendront pas cette échéance - d'autant qu'ils risquent de perdre leur autorisation d'émettre en 1992

- et veulent céder leurs parts. Le groupe Virgin, qui possédait 16 % de Super Channel, a proposé une redistribution du capital, comme suit : Virgin aura entre 40 % et 45 %, Granada Yorkshire 20 %, TVS 10 % et Anglia, LWT et Central TV 5 % chacun.

Malgré les rumeurs d'une offre de fusion par M. Rupert Murdoch, propriétaire de la chaîne européenne par satellite concurrente, Sky Channel, le directeur-général de cette dernière, M. Richard Hooper, vient de démentir ces bruits, en déclarant : « Une demi-douzaine de solutions sont possibles, mais dans l'immédiat notre stratégie n'a pas changé ». De son côté, M. William Whitehall, directeur commercial du groupe Virgin, se déclare « optimiste » quant à l'avenir de Super Channel. « Le marché paneuropéen de la publicité télévisée est en effervescence, a-t-il ajouté. Nous faisons partie des cinq cents principales entreprises européennes dont la place au sein du marché unique de 1992 est assurée ».

ALAN WOODROW.

Le « kiosque » téléphonique devient national

Le « kiosque » téléphonique, jusqu'à présent limité aux grandes villes, va être étendu à toute la France à partir de juillet. Le « kiosque » est un répondeur surtaxé qui fournit des informations diverses, allant de la météo aux horoscopes, et accessible jusqu'à présent par des numéros commençant par 36-69, au prix de trois taxes de base.

Le nouveau « kiosque » national (avec le préfixe 36-65 suivi de quatre chiffres) coûtera cinq taxes de base, soit 3,65 F par appel, dont 1,83 F seront reversés au fournisseur d'informations.

Ce nouveau statut résulte d'un accord entre France Telecom et la Fédération nationale de la presse française (FNPF), représentant les fournisseurs de services. Le même accord prévoit une démolition analogue à celle du « kiosque » téléphonique, démolition d'ailleurs surveillée par le comité consultatif du kiosque téléphonique.

A terme, cet accord préfigure l'ouverture du « kiosque » télépho-

que à des fournisseurs extérieurs à la presse - il faut actuellement éditer une publication pour être fournisseur - et prépare une tarification à la durée des appels, et non plus forfaitaire.

La Fédération nationale des radios répondeurs (FN2R), qui regroupe des fournisseurs, conteste cependant cet accord. Pour la FN2R, la FNPF n'est pas représentative de l'ensemble des professionnels du secteur, même si de grands fournisseurs comme le groupe Hersant, avec la Société du journal téléphonique, le *Nouvel Observateur*, ou encore le groupe Filipacchi avec Telefun, en sont membres. D'autre part, la FN2R estime que l'interdiction de la téléconvoitabilité (la mise en réseau de plusieurs correspondants appelant un même répondeur) comme les conditions de réalisation des conventions passées avec France Telecom handicapent le développement du téléphone comme média.

M.C. L.

Du jeu pour enfants aux services pour adultes

La télévision interactive intéresse les publicitaires

L'œil était dans la machine et regardait... la télévision. Venu des Etats-Unis, de nouveaux systèmes opto-électroniques permettent de « lire » à distance des informations codées - invisibles pour le spectateur - contenues dans des programmes de télévision. Premiers séduits par cette nouvelle forme d'interactivité : les fabricants de jouets. La Cinq diffuse ainsi chaque mercredi un feuilleton qui incite les enfants, équipés d'un jeu de constructeur Mattel, à viser et « détruire » fictivement des cibles sur leur téléviseur (*le Monde* du 23 février). Et TF 1 a pris l'engagement de diffuser à la rentrée *Sab Rider*, un autre feuilleton qui utilise

la technologie d'Interactive Systems.

Mais cette société américaine a bien d'autres projets dans ses cartons. Car le même procédé, qui transmet de dix à treize caractères par seconde, peut déclencher à distance aussi bien une cafetière qu'une poupée parlante ou une imprimante. A partir de là, une multitude d'applications sont imaginables, accompagnant ou complétant les programmes visibles : résultats du Loto ou des élections, cours de Bourse ou publicités, coupons de réduction ou recettes de cuisine imprimant s'imprimant à domicile (sur un matériel que le distributeur français 4 D espère mettre sur le marché à moins de 300 F).

En attendant peut-être les leçons électroniques ou autres petits éducatifs, les publicitaires s'intéressent à cette nouvelle technique pour attirer le consommateur à domicile. Mais les associations familiales aussi sont attentives : leurs réticences ont conduit les principaux réseaux américains de télévision à attendre prudemment pour diffuser les programmes interactifs.

En France, la CNCL a déjà inscrit le dossier à un prochain ordre du jour. Inquiète des incitations à la violence - ou à la violence - auprès des enfants et adolescents, la Commission pourrait promulguer des mesures restreignant l'application de ces nouveaux procédés.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

amnesty international

Le Monde INTERNATIONAL

REPRODUCTION INTERDITE

Applications Spatiales ATTACHE COMMERCIAL

Japon

CLS (Collecte et Localisation par Satellite) a pour activité exploitation mondiale du système ARGOS et de tout autre système similaire. Les applications : la Météorologie, Océanologie, Hydrologie, Ecologie, Maritime. Le système ARGOS est le fruit de la coopération entre CNES, NASA et NOAA.

Pour faire face à une rapide expansion, CLS crée un poste d'Attaché Commercial au Japon. Les missions : le contact avec les Ministères, les Universités et les Instituts, la préparation de la mise en place d'une implantation de la Société au Japon (création d'un serveur, puis d'une station de réception sur place).

Le poste est situé à Tokyo. Le candidat retenu sera de nationalité japonaise et parlera couramment le français. De formation technique si possible, il fait état d'une expérience importante, et particulièrement dans le domaine commercial. Qualités requises : sens commercial, diplomatie, curieux, autonome.

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, la croissance tout à fait exceptionnelle de CLS ainsi que la cohésion de l'équipe dirigeante sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 20/1894 J à :

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
Le Sudy - 1, place Douchet
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Le Monde CADRES

L'AGENDA

VALAIS SUISSE
Avec l'ouverture
de notre hôpital
pour octobre 1988,
nous recherchons
un médecin
généraliste
pour assurer
la collaboration de
2 INFIRMIERES
INSTRUMENTISTES
SPECIALISEES
3 INFIRMIERES AIDES
ANESTHESISTES
2 INFIRMIERES
EN SOINS INTENSIFS
Pour tous renseignements,
ou pour une visite,
s'adresser au
M. Bacci,
Les conditions
sont à envoyer
à la Direction de l'Hôpital
Canton de Valais,
CH-1820 Martigny,
Tél. : (019-41) 25-25-01.

SERVICE ET
DEVELOPPEMENT
INFORMATIQUES
Recherche
INGENIEURS
GRANDES ECOLES
SUP-AERO

BEST, ESE, ENRMAAG
INSA, INSEI, DEA, MIAGE
Pour assurer
des développements en :
- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS
D'APPLICATION
TEMPORAIRE
- TELECOM, RESEAU
- CA, ERP, IA
- GESTION
CV + Prétentions à :
SOI Tour Galleries 1
78/80, avenue Gallieni
92174 BAGNOLET CEDEX

CA

La Caisse Régionale de Crédit
Agricole Mutuel de la Brie
recherche pour son siège à MEAUX
un Créditman
Promotion Immobilière
180 KF +

Votre mission :
- analyse et négociation des opérations de crédit promo-
teurs (logements, bâtiments industriels/commerciaux,
hotels...)
- étude et mise en place des financements.
- suivi commercial, technique et financier.
Ce poste implique l'ambition d'un défi commercial.
De formation Sup de Co ou spécialisée (ESPI, ICH), votre
aptitude à la négociation et votre goût du challenge ont su
s'affirmer lors d'une première expérience bancaire probante.

Les candidatures, C.V. photo et prétentions
sont à adresser à : Monsieur le Directeur du C.A.
BP 205 - 77101 MEAUX

URGENT
VILLE DE 40 000 HABIT.
banlieue nord-est de
PARIS
recherche
1 ADJUAIRE
DE PIERRE-CULTE
Adresser candidature et
C.V. sous le n° M 2 848 à
ACP « P.A. », boulevard
Poissonnière, 75008 PARIS
qui transmettra.
SITE DE PROMOTION rech.
JURISTE H.F.
Généraliste Immobilier
exp. agréé pour traiter
tout dossier à support.
Tél. 43-71-68-57.
automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.
R9 AUTOMATIQUE
année 1984, 40 000 km,
coul. gris, cuir, clim.,
dir. impéc., 30 000 F.
00-17-20-45, après 18 h.

Bijoux
TS LES BIJUX ANG.
et bijoux, bijoux fantaisie
- 20 % ESCompte
ACHAT OR
GILLET, 19, rue d'Arcole,
75004, Tél. : 43-84-00-83.
FAITES PLAISIR.
Communication
Chantal Sultan,
psychopédagogue, aide au
changement de vie, en rose,
votre numéro de téléphone :
43-85-50-76.
Jeune fille
au pair
Famille franco-italienne
(milieu rural), bord de mer
cherche fille au pair
séjour, 4 à 6 mois.
Alain Leduc, 21600 NAGU
Finlande, 19-358-2861353.

Réparations auto
Garage du BOURNAIS
mécanique générale
dépannage, peinture
station diagnostic Facom.
S.E. 41-88-39-55
1, rue du Bournaise,
92220 Garches.
Tennis
Grande quantité de
ballons de tennis et de
quiltés : tennis, squash et
badminton en vente à des
prix imbattables. Contacter
Monsieur Robert au 01.45.44.252.5148/2 ou télépho-
ner 18.44.252.5148/2 ou télépho-
ner 18.44.252.5148/2 pour plus
d'infos et plus simple accès.

Vacances
Tourisme
Loisirs
SÉJOURS ENFANTS ETÉ 88
(Nant-Douai) de 200 m
2 heures par TGV
Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans une am-
biance familiale, dans une
ancienne ferme du XVII^e si-
ècle restaurée, au milieu des
pommiers et forêts, 12 en-
fants max. pour garantir
qualité, chambres avec salle
de bain, tennis, piscine, ten-
nis, pétanque, découverte
milieu rural, forêt, du pays.
Tél. : 18 (01) 26-12-61.
Deauville/Saint-James à
l'été : appartement adou-
ci, 2 chambres, 2 salles de
bain, cuisine aménagée et
équipée, chauffage, salle
d'eau, 45-75-30-74 juan.
LE BOURNAIS, A l'été : app-
art, maison et ch. 12 juan,
ch. clim., 5 pers. juan,
proche mer, bourg, 18 juan,
soir 40-63-77-17.

Economie

SOMMAIRE

■ Dans une interview accordée au *Monde*, M. René Lapautre, PDG d'UTA, dénonce avec vigueur les carences de l'administration et les blocages des syndicats. Il reproche au gouvernement un libéralisme tiède mais ne fait guère plus confiance à une équipe de gauche (*lire page 32*).

■ La « Golden week », sortes de vacances de Pâques au Japon, a donné lieu cette année à un exode sans précédent (*lire page 33*).

■ Les restructurations se poursuivent dans l'industrie agro-alimentaire. Lesieur se consolide dans les surgelés tandis que

Rémy Martin abandonne son OPA sur Bénédictine (*lire ci-dessous*).

■ Alors qu'un appel à la grève générale a été lancé pour le mercredi 4 mai dans tous les ports britanniques, la justice a ordonné la saisie des avoirs immobiliers et financiers du syndicat des marins en conflit avec P. and O. (*lire page 33*).

Les restructurations dans l'agro-alimentaire

Saint-Louis met un turboturbo dans son moteur

« C'est une grande satisfaction de vous annoncer une acquisition et non une vente », Le PDG de Saint-Louis, M. Bernard Dumon, a rendu public en ces termes le mardi 3 mai la décision de sa filiale Lesieur SA d'acheter à Olida-Caby, pour un montant total de 788 millions de francs les sociétés Gorey (premier fabricant français d'entrées surgelées : marques Gorey et marie), Paul Chazou (conserves de poissons) et Comaline (commercialisation de produits en conserve).

Il y a deux mois, en ces lieux et place, M. Dumon avait présenté la cession des activités « corps gras » de Lesieur à l'italienne Ferruzzi — pour un montant estimé à 1,5 milliard de francs — comme un « échec », tout en précisant qu'il conservait « son ambition première » : maintenir la vocation industrielle de Saint-Louis, sur le terrain agro-alimentaire de référence.

La transaction avec Olida-Caby permet au groupe sucrier de renforcer ses deux filiales, William Saurin

et Royal Champignon par une croissance externe significative.

L'ensemble acquis pèse 900 millions de francs, qui s'ajoutent au 1,2 milliard de francs que représente William Saurin. L'objectif des dirigeants de Saint-Louis est, pour 1990, d'atteindre sur l'activité plats cuisinés-conserves un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards de francs, avec un résultat net après impôts progressant de 4 à 5 % l'an.

« Nous visons une ouverture plus large dans le domaine des plats cuisinés avec trois technologies, le surgelé, la conserve et le « frais », et deux marques, Gorey et Marie », précisait M. Yves Ragougnat, directeur du secteur plats cuisinés de Saint-Louis.

En entrant dans le surgelé, William Saurin met « un turbo dans son moteur » selon l'expression du PDG de Lesieur SA, M. Yves Dumon frère de Bernard. Constituer un pôle performant sur les plats cuisinés pour prendre à terme une dimension internationale, telle est la nouvelle ambition de Saint-Louis.

E. F.

Martini avale les liqueurs Bénédictine

Après quatre mois d'enchères et de surenchères pour la prise de contrôle de Bénédictine, le dénouement est intervenu, le mardi 3 mai, avec l'annonce par Remy et Associés, filiale de Remy Martin, du retrait de son OPA (offre publique d'achat).

Son adversaire, Martini et Rossi, filiale italienne du groupe Generali, à capitaux suisses, a aussi vu sa proposition d'acquiescer à Bénédictine pour 1,078 milliard de francs acceptée par la Société des Bœurs françaises.

« C'est une très bonne affaire pour mes actionnaires », commentait le PDG de la firme de Fécamp, M. Le Grand, qui a toujours soutenu la candidature de Martini et Rossi.

Sur la base de 7700 F par titre, la transaction s'effectuera nettement au-dessus des dernières cotations (6000 F par titre). La somme en jeu représente 135 fois le résultat net de Bénédictine en 1987.

« Ce n'est pas spectaculaire, commentait M. Le Grand. Nos produits, tels la liqueur Bénédictine, la Casamé et le 27, sont difficiles à recréer. Il faudrait une fortune s'il fallait les inventer. » Selon lui, « la raison a prévalu : il n'était pas sérieux que Remy et Associés se lance dans une opération en la finançant par emprunt ».

La cotation de l'action Bénédictine devait reprendre jeudi.

Dans le cadre de son développement

AEG achète à Gould ses automatismes industriels

La société ouest-allemande AEG (groupe Daimler-Benz) a signé un accord de principe avec la société américaine Gould pour lui racheter sa filiale, Industrial Automation Systems Group. Celle-ci est l'un des principaux constructeurs mondiaux d'automatismes industriels et d'automatismes programmables pour la marque Modicon. Elle réalise un chiffre d'affaires d'environ

200 millions de dollars, emploie 1 500 personnes et dispose de quatre usines aux États-Unis. Le PDG de Daimler-Benz avait récemment indiqué les automatismes industriels devaient constituer l'un des axes de développement d'AEG, qui réalise environ 12 % de son chiffre d'affaires (11,7 milliards de deutschemarks en 1987) dans ce secteur.

Face aux multinationales

Alliance franco-allemande dans les télécommunications

La France et l'Allemagne fédérale ont décidé d'unir leurs efforts dans le domaine très prometteur des services téléinformatiques, marquant les ordinateurs et les télécommunications. La Bundespost et France-Telecom (direction générale des télécommunications) ont décidé de créer une holding commune dévouée à partir dont l'objet est de « créer des sociétés assurant des services spécifiques ou de prendre des participations dans des entités existantes ».

C'est la première fois en Europe que deux administrations des P et T créent ce type de filiale commune. Cet accord consacre la normalisation des rapports entre les P et T françaises et allemandes, perceptible depuis plusieurs mois. Toutefois, il ne reste pas limité à ces deux pays, qui souhaitent voir d'autres nations européennes les rejoindre.

Une telle union est bâtie pour éviter de voir échapper aux P et T traditionnels les marchés fort lucratifs des services téléinformatiques au profit des multinationales, notamment d'IBM.

BILLET

Midi-Axa : le grand amour

« Aujourd'hui, qui conteste à Claude Bebear la qualité de patron le plus doué de l'assurance française ? » En entendant cet éloge tombé des lèvres de M. Bernard Pagézy, président de la Compagnie du Midi, analystes financiers et journalistes présents à la conférence de presse organisée par les groupes Axa et Midi, le mardi 3 mai à Paris, n'en croyaient pas leurs oreilles : voir ces deux ténors de l'assurance, côte à côte sur la même estrade, se congratuler de la fusion de leurs groupes et se couvrir d'éloges après s'être lancés les ports de fleurs à la figure deux ans auparavant, lors de la bataille pour le contrôle de La Providence, valait le défilé.

M. Bebear ajoutait, pudiquement, « il y a trois ans, Bernard et moi n'avions pas tout à fait d'accord [doux euphémisme]. Nous le sommes aujourd'hui. Et il faut nous croire », faisant allusion aux commentaires sarcastiques d'une presse tout à fait sceptique, sans parler des milieux de l'assurance.

« Nous n'avons pas d'ambition personnelle, ayant déjà fait nos preuves », ont poursuivi les deux hommes. Et se référer aux systèmes d'étoiles doubles du patronat qui ont fonctionné ou fonctionnent en tandem : MM. Fournier et Deffroy à Carrefour, Dubré et Pelissier à Accor. Il y aura, toutefois, un certain partage de responsabilités : si les groupes d'assurances Axa-AGF sont confiés à Claude Bebear, au Midi (et à

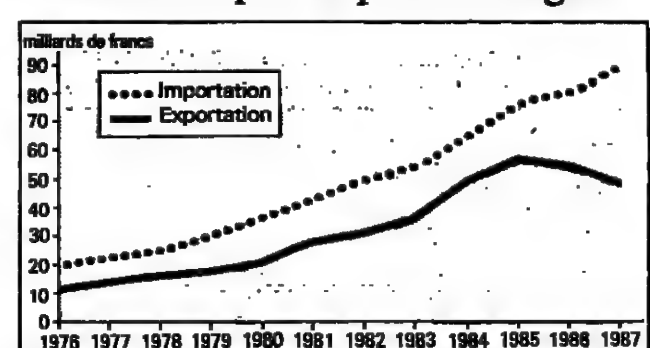
Bernard Pagézy) revient la gestion financière de l'ensemble, mais « faite par des assureurs pour des assureurs ». Et pour fermer la bouche aux détracteurs incorrigibles : « Nous avons surmonté notre attitude de Gaulois individualistes pour montrer qu'ensemble nous serons les plus forts ».

Cela posé, la réunion n'a guère apporté d'éclaircissements sur l'évolution du conflit qui oppose le Midi à la compagnie d'assurances italienne Generali. L'incertitude règne toujours sur le pourcentage du capital de Midi acquis en Bourse par les Generali et leurs amis, et sur le sort de l'assemblée générale extraordinaire qui devra, en juin prochain, ratifier les accords Axa-Midi : « Nous ne sommes pas sûrs d'avoir le quorum [85 % de suffrage] », avouait MM. Bebear et Pagézy, qui s'empressent d'ajouter : « Nous sommes prêts à la guerre, avec des bazookas placés sous les filets de camouflage, mais n'attendez pas de nous que nous dévotions nos batteries ».

Au passage, ils ont déploré de ne pouvoir connaître à tout moment la composition de leur actionnariat. En attendant, les négociations continuent avec les Generali et la Banque Lazard, difficilement. Rendez-vous donc, en juin prochain, à moins qu'un accord n'intervienne auparavant, ce qui n'est pas impossible.

F. R.

Evolution des trafics maritimes détournés par les ports étrangers



Grâce à la banque de données SITRAM et à partir des chiffres de la direction des douanes, l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST) évalue à 39,5 milliards de francs à l'importation et à 48,9 à l'exportation la valeur des marchandises françaises qui, dans le commerce extérieur de 1987, sont passées par des ports étrangers.

Alors que, à l'importation, la hausse des « détournements » est continue depuis dix ans, à l'exportation, en revanche, les ports français récupèrent des trafics depuis 1985, ce qui traduit un regain de compétitivité. Ce sont essentiellement les ports de Bascos (Rotterdam, Amers, Zeebrugge) qui captent les trafics détournés. A l'importation, il s'agit surtout des minerais, des combustibles solides, des produits chimiques, agricoles et alimentaires.

A l'exportation, les catégories les plus affectées sont les produits métallurgiques, les dérivés alimentaires et les produits chimiques.

La Lorraine, la Picardie et la Champagne-Ardenne, situées dans l'orbite géographique des ports du nord de l'Europe, privilégient les plats-formes étrangères : l'Alsace, la Bourgogne et la Franche-Comté aussi, mais dans une moindre mesure.

REPÈRES

Travaux publics

En France, le vent en poupe

Selon la Fédération nationale des travaux publics, l'activité des entreprises de ce secteur, au premier trimestre 1988, a été en forte progression par rapport aux trimestres précédents. Les conditions climatiques favorables expliquent en partie cette évolution. Selon la fédération, la profession retrouve pour la première fois depuis huit ans son niveau moyen d'activité de 1980. Plus de 90 % des chefs d'entreprises prévoient une progression ou une stabilité de leurs travaux à court terme.

Pour sa part, l'INSEE note une activité soutenue dans le bâtiment où plus des deux tiers des entreprises estiment avoir un carnet de commandes bien garni.

Agents de l'Etat

Diminution de 0,5 % des effectifs en 1986

Pour la première fois depuis les années 50, le nombre des agents de l'Etat a diminué en 1986. Selon une étude de l'INSEE, il était 2543609 au 31 décembre 1986

contre 2555928 au 31 décembre 1985, soit 0,5 % de moins (les fonctionnaires étant comptabilisés en « équivalent plein temps »). Comme les années précédentes, le pourcentage de femmes dans la fonction publique continue d'augmenter : 51,2 % en 1986 contre 50,4 % en 1982. La part de la catégorie A, qui est hiérarchiquement la plus élevée, est passée de 26,6 % en 1982 à 27,9 % en 1986, tandis que celle des catégories C et D (qui se trouvent au bas de l'échelle) a diminué de 41,7 % à 40,5 %. La diminution des agents de l'Etat a surtout touché les PTT (- 2600 à la poste et autant aux télécommunications). En revanche, le nombre d'enseignants et assimilés a crû de 7 500.

Productivité

Hausse de + 0,9 % pour les entreprises américaines au premier trimestre

La productivité des entreprises américaines a augmenté de 0,9 % en rythme annuel au premier trimestre après avoir reculé de 1 % au cours des trois derniers mois de 1987. Le gain de productivité enregistré au premier trimestre représente une légère amélioration par rapport aux 0,6 % de progression constatée sur l'ensemble de 1987.

Pour la première fois depuis 1986, les hausses de salaire ont été équivalentes à la hausse des prix de détail au premier trimestre. Dans l'industrie, qui représente encore un quart du produit national brut, la productivité a augmenté de 2,9 % au premier trimestre. La production a progressé de 4,3 % pour un nombre d'heures travaillées en augmentation de 1,3 % sur la même période.

Pétrole

Redressement des cours à New-York

Les cours à terme du pétrole brut se sont redressés le 3 mai sur le marché new-yorkais, reprenant une partie du terrain abandonné la veille à la suite de l'échec de la conférence de l'OPEP. Le baril de West Texas Intermediate — qualité de référence pour le brut aux Etats-Unis — pour l'échéance de juin a clôturé avec un gain de vingt-trois cents à 13,37 dollars par rapport à la veille, où il avait baissé de quatre-vingt-cinq cents. Les analystes new-yorkais attribuent cette reprise à des rachats de couverture, tout en estimant que la tendance de fond — l'expectative — n'a pas changé.

NATIONAL INVESTMENT BANK ACCRA, GHANA

INVITATION TO BID

THE NATIONAL INVESTMENT BANK in conjunction with AFRICAN TIMBER AND PLYWOOD (GHANA) LIMITED invites scaled bids for the supply of materials and equipment and the provision of site construction supervisory services for the rehabilitation of the following of Samrebel, in the Western Region of Ghana:

BOILER HOUSE CONVEYOR AND BUCKET ELEVATOR SYSTEMS
BOILER HOUSE HIGH PRESSURE HOT WATER SYSTEM
BOILER HOUSE PROCESS WATER DISTRIBUTION SYSTEM
BOILER HOUSE WATER PROTECTION SYSTEM

Interested eligible bidders may obtain further information from and inspect the Bidding Documents at the Legal Department of the National Investment Bank, Room 205, Kwame Nkrumah Avenue, P.O. Box 3726, Accra, Ghana. CABLES : INVESTBANK, Accra, and TELEX N° 2161 INVESTOR, Accra, Ghana.

A complete set of Bidding Documents may be purchased by any interested eligible bidder on submission of a written application to the above and upon payment of non-refundable fee of one hundred United States Dollars (US \$ 100.00) or its equivalent in a freely convertible currency.

All bids must be accompanied by a Bid Bond or Bank Guarantee in United States Dollars or its equivalent in a freely convertible currency of ten percentum (10 %) of the bid amount and must be delivered to the office of National Investment Bank, Accra on or before Wednesday, 8 June, 1988 (09.00 a.m. local time).

Cette annonce concerne un appel d'offres international pour le Ghana

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 L'ENONDE

Économie

SOCIAL

La recherche d'un accord de méthode CNPF-syndicats

La relance de la politique contractuelle laisse les discussions salariales à l'écart

Le CNPF et les syndicats ont jeté les bases, le mardi 3 mai, de la négociation sur un accord de méthode permettant de relancer la politique contractuelle dans les branches (le Monde du 3 mai). Ils ont défini un ordre du jour sur cinq thèmes de négociation qui seront abordés séparément l'un après l'autre : mutations technologiques, à partir de l'accord du 3 juin 1987, organisation et aménagement du temps de travail, mobilité (examinée au préalable dans un groupe de travail), égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, conditions de travail et prévention des risques professionnels.

M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, va adresser aux syndicats un document sur les objectifs, la méthode et les thèmes de travail d'ici au 25 mai, date de la prochaine réunion qui sera consacrée aux mutations technologiques. Satisfait mais prudent, M. Guillen, après avoir mis en garde contre toute « fébrilité » autour de ces négociations, a souligné qu'il s'agissait de « poursuivre la modernisation de notre appareil productif en éli-

minant les insécurités pour les hommes et les femmes ».

« Les salariés de ce pays n'ont rien de bon à attendre de ces discussions », a lancé M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui a affirmé son « désaccord » avec les objectifs de la négociation, tout en ajoutant que son organisation y participerait.

Les pendules à l'heure

La CFTC s'est également montrée très sévère. Pour M. Alain Deleu, son secrétaire général adjoint, qui a dénoncé « la dégradation » de la politique contractuelle, la liste des thèmes doit être révisée d'ici au 25 mai : « Les syndicats, a-t-il dit, ont dressé un buffet, et le CNPF a choisi quelques plats ».

Pour M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, « rien n'est joué, tout est à construire », une autre conception de la modernisation des relations sociales étant « à bâtir ».

A l'instar de la CGT, tous les syndicats ont souligné le décalage qui existe entre la négociation

engagée et la montée de revendications salariales soigneusement ignorées à ce niveau interprofessionnel. La CFDT a parlé de politiques salariales « inacceptables et dangereuses ». Pour M. Vianet, « ce qu'il faut mettre en débat c'est la revalorisation des salaires, le SMIC à 6 000 francs et les grilles de salaires. Le patronat refuse sous des prétextes fallacieux de discuter des salaires ». Un tel refus est « une erreur grave et une fuite en avant », a assuré de son côté M. Chantal Cumunel, secrétaire nationale de la CGC.

M. Guillen a répété qu'il n'avait pas de mandat pour discuter des salaires. Mais M. Deleu a suggéré que les rémunérations fassent l'objet d'« examens réguliers » entre les partenaires sociaux en dehors de la réunion annuelle sur ce thème de la commission nationale de la négociation collective. M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, a affirmé qu'il fallait « remettre les pendules à l'heure » sur les salaires en raison du « retard très important » dans les branches.

MICHEL NOBLECOURT.

CONJONCTURE

Les comptes nationaux pour 1987

L'inquiétant recul du commerce extérieur

La croissance économique a atteint 2,3 % en 1987, après 2,2 % en 1986 et 1,8 % en 1985. Tels sont les chiffres que vient de publier l'INSEE dans ses comptes nationaux. Peu importe que ces données diffèrent de celles qui ont été rendues publiques à la mi-avril (+ 2,2 % l'année dernière, + 2 % en 1986, + 1,5 % en 1985) : les bases ne sont pas les mêmes. Ce qui importe, c'est l'évolution et la signification des chiffres.

On attendait une forte stimulation économique de la baisse des prix pétroliers survenus en 1986, ce qu'on a appelé le contre-choc. Cette stimulation s'est bien produite, mais un peu plus tard qu'on ne le prévoyait. L'année 1986 en a donc bénéficié un peu, l'année 1987 beaucoup, même si cela a d'abord été caché par un très mauvais hiver 1986-1987.

La preuve de la vigueur de l'activité l'année dernière est

apportée par la croissance des importations : + 6,4 % après, déjà, + 7,3 % en 1986. Pour les seuls produits manufacturés, les achats à l'étranger ont progressé encore plus vite : + 9,1 % en 1987, après + 8,1 % en 1986. Éléments rassurant : les investissements des entreprises font un bon en avant (+ 4,4 %, après + 3,3 %). Éléments inquiétant : la médiocrité des exportations qui n'augmentent que de 1,7 % en volume, après avoir reculé de 0,7 % en 1986 (+ 1,8 % après - 0,5 % pour les seuls produits manufacturés).

Ce que les comptes ne disent pas, c'est que le commerce mondial a beaucoup augmenté l'an passé. Les derniers chiffres non encore publiés portent sur un accroissement de 6,4 % en volume du commerce de produits manufacturés, ce qui est considérable et traduit bien le boom qui

s'est produit dans le monde en 1987, expliquant, soit dit en passant, pourquoi le krach boursier a eu aussi peu d'effet sur une économie mondiale en pleine reprise. Reste le comportement de l'économie française : nos exportations de produits manufacturés n'augmentent que de 1,8 % pour une demande mondiale croissante de 6,4 %. C'est 4,6 points de perte de parts de marché. Une petite catastrophe.

Les pouvoirs publics ont souligné à plaisir le redressement du commerce extérieur de la France au troisième trimestre. Celui-ci aura été aussi bref qu'éphémère. Les vrais problèmes nous attendent : demande intérieure un peu trop forte, offre de produits compétitifs beaucoup trop faible.

On en reparlera au lendemain de l'élection présidentielle.

A. V.

TRANSPORTS

Un entretien avec le PDG d'UTA

(Suite de la première page.)

Notre patron, Jérôme Seydoux, a raison lorsqu'il déclare que l'Europe existera vraiment quand chaque pays aura abandonné une partie de sa souveraineté. Or les hommes politiques continuent à penser en termes de souveraineté nationale.

« Ma cause est juste »

« UTA avait onze avions en 1987. Elle s'appareille à commander une dizaine de Boeing 737. Allez-vous doubler votre flotte en deux ans ? »

« C'est exact. Avec notre filiale Aéromaritime, nous mettons en ligne six DC 10, cinq Boeing 747 et deux Boeing 737. En 1989, nous recevrons en plus un Boeing 747 et de deux à quatre Boeing 737, et, en 1991, encore un Boeing 747 et quatre Boeing 737. Nous passerons ainsi de treize avions à vingt-trois appareils.

« Vous supposez acquiesces les autorisations pour desservir l'Europe et la fin du monopole d'Air France parmi les transporteurs français ? »

« Ma cause est juste. Nous avons demandé à desservir par des vols réguliers, en 1988 et 1990, Amsterdam, Düsseldorf, Francfort, Athènes, Milan, Rome, Madrid, au départ de Paris, et Londres, au départ de Nice. En 1990, nous voulons rajouter Munich, Lisbonne et Barcelone.

« Pourquoi cette offensive ? »

« Parce qu'il nous faut être les premiers sur des marchés européens que d'autres compagnies étrangères pourraient investir avant nous. Cela suppose que nous ayons les coûts les plus bas et notre conflit avec le personnel navigant résulte de cette exigence.

« Les pilotes d'UTA se sont mis en grève pendant trois jours, du 30 avril au 4 mai, pour protester contre votre politique de diminution des salaires et de remise en cause des avantages acquis. Considérez-vous toujours une grève comme un investissement nécessaire dans certains cas ? »

« Non, je ne suis pas agressif dans cette affaire. C'est moi qui suis sur la défensive. Voilà dix-huit mois que j'ai expliqué au personnel navigant technique que j'avais besoin d'une contribution significative au développement de l'entreprise. Je leur ai demandé de 5 à 7 % d'heures de vol supplémentaires par rapport à une moyenne annuelle qui n'atteint pas quatre cent cinquante heures. Sans résultat.

« J'ai dit à nos équipages basés dans le Pacifique qu'ils étaient trop payés parce qu'ils percevaient une prime et qu'ils n'acquiesçaient pas d'impôt. Un commandant de bord de DC 10 touche 1 150 000 F par an contre 850 000 F en métropole, et un commandant de 747, 1 300 000 F contre 950 000 F. Sans impôt. Je leur ai demandé la suppression de la totalité des primes et l'alignement sur la métropole, soit 40 % de baisse de rémunération. Ils n'ont rien répondu.

« Est-il raisonnable que des gens aussi bien payés fassent obstacle à toute négociation permet-

tant de relancer la croissance et l'emploi dans la compagnie ? »

« Est-ce pour cela que vous avez réactivé votre filiale charter Aéromaritime où vous avez embauché pilotes et stewards à des salaires nettement inférieurs à ceux d'UTA ? »

« En se refusant à négocier, les syndicats nous obligent à rechercher des solutions sans eux et en dehors de la compagnie. La réactivation d'Aéromaritime n'est pas un défi, mais une stratégie de développement. Nous ne pouvons nous développer que sur des secteurs où la concurrence est vigoureuse comme les États-Unis. Nous sommes obligés d'offrir aux voyageurs les meilleurs prix, donc de serrer nos coûts. Les syndicats ne veulent rien entendre, car leur objectif est « toujours plus » et non le développement de la compagnie. Ils tuent tout doucement le transport aérien français. »

Comme Nasser

« N'avez-vous pas peur d'apparaître comme brutal, à l'image de Frank Lorenzo, patron du numéro un mondial Texas Air (1), qui est en lutte perpétuelle avec son personnel ? »

« Ça m'est complètement indifférent. Je préfère être impopulaire et participer, par une discipline rigoureuse, au redressement du transport aérien français.

« Vous allez donc à la bataille ? »

« Non. Je poursuis ma route. Je veux améliorer nos coûts d'exploitation, de préférence avec les syndicats, éventuellement sans eux. Ils ont prouvé, par leur grève récente, qu'ils ne veulent pas coopérer. Aujourd'hui, je dénonce les textes existant sur les primes et les conditions d'utilisation des équipages dans le Pacifique.

« S'ils m'y obligent, demain, je dénoncerai d'autres textes et je remettrai à zéro les relations contractuelles avec notre personnel navigant technique.

« Ne craignez-vous pas de dégoûter les pilotes de venir travailler à UTA pour des rémunérations plus basses que chez vos concurrents ? »

« C'est un faux problème. Nous trouvons tous les pilotes nécessaires, même à louer. Nous en trouverons autant qu'il sera nécessaire pour remplacer les nôtres.

« Nos équipages souffrent — et je le leur ai dit — de ce que j'appelle « le complexe des pilotes de Suez ». Ceux-ci pensaient que Nasser ne nationaliserait pas le canal parce que, sans eux, la navigation s'arrêterait. Eh bien, Nasser a nationalisé le canal de Suez et il a trouvé d'autres pilotes ! »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

(1) A partir d'une petite compagnie régionale du Texas, achetée en 1972, M. Frank Lorenzo a construit son empire Texas Air. C'est un spécialiste des raids à Wall Street et des conflits avec les syndicats. Ainsi en 1983, lorsqu'il a proposé aux salariés de Continental Airlines, fraîchement acquise, 35 % des actions en échange de coupes claires dans les salaires, les syndicats ont refusé. Il a aussitôt mis l'entreprise en faillite et en a créé une nouvelle avec des salaires nettement inférieurs. Texas Air, grand vainqueur de la déréglementation du ciel américain, fait l'objet actuellement d'une enquête des autorités sur le respect — incertain — des règlements de sécurité.

PRESSE

Conflit au quotidien « La Montagne »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Le quotidien régional *La Montagne* n'était pas dans les kiosques mercredi 4 mai, à la suite d'un conflit qui oppose les salariés des équipes de fabrication à la direction. En 1986, afin de redresser une situation financière compromise, la direction du quotidien avait diminué les salaires des ouvriers de fabrication de 25 % (ces salaires ainsi réduits sont aujourd'hui tous supérieurs à 15 000 F mensuels brut). De surcroît, la direction, depuis cette date, n'applique plus à l'ensemble du personnel les augmentations de salaires décidées par le Syndicat de la presse quotidienne régionale et négociées avec les organisations syndicales des salariés.

Le Filpac CGT (très nettement majoritaire dans les ateliers de fabrication) remet en question une partie de cet accord d'autant que, présentent ses responsables, ils n'ont pas apposé leur signature au bas du protocole.

Ils demandent l'application des augmentations salariales et le versement de la prime d'ancienneté, conformément à la convention collective des cadres techniques auxquels ils sont désormais affiliés.

Depuis le 28 mars, afin de faire aboutir ces revendications, les fabricants ont réduit à 14 pages alors que les impératifs de l'actualité et de la publicité nécessitent 22, 24 ou 26 pages. Après l'échec d'une commission de conciliation à Paris, la direction du quotidien les a sommés, lors d'un comité extraordinaire d'entreprise convoqué mardi matin, de fabriquer un journal comportant une pagination normale.

Mardi soir, ils ont refusé. Un constat d'huissier a été effectué à la demande de la direction qui a estimé que le journal ne pouvait paraître dans ces conditions.

J. R.

« Le Sport » adopte la couleur

Le Sport en couleurs. Lundi 2 mai, la première et la dernière page ainsi que la double page centrale du jeune quotidien sportif seront agrémentées par la quadrichromie. La région parisienne et quelques grandes villes de province (Rouen, Orléans, Limoges, etc.) bénéficieront dès le 2 mai de cette édition en couleurs avant son extension à l'ensemble du territoire. Une campagne publicitaire — 1 800 panneaux d'affichage — soulignera l'événement.

Lancé en septembre dernier, *Le Sport* se pose en concurrent potentiel de *L'Équipe*, qui, une semaine avant la parution de son cadet, avait eu recours à l'impression en couleurs. Se définissant comme un « quotidien-magazine », désireux de traiter de tous les sports et de faire connaître les différents aspects par l'intermédiaire de reportages, d'enquêtes et de portraits, *Le Sport* a pour objectif de vendre 100 000 exemplaires à la fin de l'année.

Gagnera-t-il son pari ? Les responsables du jeune quotidien assurent que « la couleur est le gage de la bonne santé du titre » qui « dépasse les 50 000 exemplaires et ne cesse de progresser ». La vente à Paris, selon les NMPP, est d'environ 9 500 exemplaires. La diffusion totale (France, étranger et abonnements, qui représentent 10 %) se situerait donc à 45 000 exemplaires au plus. *L'Équipe*, pour sa part, annonce une vente moyenne d'environ 180 000 exemplaires.

Y.-M. L.

EN BREF

● Accord sur la prévoyance collective complémentaire. — Un accord a été conclu le lundi 3 mai entre la Fédération nationale de la mutualité française, la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), d'une part, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, d'autre part. Cet accord porte sur la prévoyance collective complémentaire et définit une série de critères permettant d'établir une « grille d'appréciation des contrats de groupes pro-

posés aux partenaires sociaux des branches et entreprises ».

Parmi les éléments contenus dans la prévoyance complémentaire figurent les capitaux en cas de décès, les rentes aux conjoints et enfants étudiants, les rentes réévaluées d'invalidité et les systèmes d'avance de fonds en cas de maladie.

● Protection sociale : une action nationale de la CGT le

16 juin. — Dans une déclaration de son bureau confédéral, la CGT annonce une « action nationale de très grande ampleur » pour le 16 juin sur le thème de la défense de la protection sociale et lance une pétition nationale. Le « système de protection sociale est en péril », souligne la CGT : « Mesures après mesures, l'ensemble des régimes de sécurité sociale sont ainsi vidés de leur substance ».

Dans

Légende
du siècle

Directeur de la publication : Roland Castro

en kiosque
à partir du
mardi 3 mai

MITTERRAND

Un grand entretien

François Mitterrand fait le point sur le fanatisme religieux, le courage des citoyens, le cosmopolitisme, le racisme, et nous dit pourquoi, lui et nous, aujourd'hui, on s'aime.

ROCARD

Le vivre-vrai :
Agir dans la vie quotidienne

SCHWARZENBERG

Les raisons de la colère

Journal résolument subjectif et de gauche - Paraît 2 fois par mois.

Économie

L'exode de la « golden week »

Les Japonais saisis par le démon du voyage

TOKYO
de notre correspondant

Samedi 30 avril, quelques trente mille terminaux des comptes chèques postaux et six mille neuf cents bulletins de vote ont été envoyés par la poste. Les Japonais ont rendu l'âme pour quelques heures, trop d'utilisateurs les ayant mis à contribution en même temps. Quel vent de panique s'était donc emparé des Japonais ? Rien d'alarmant : ils partaient simplement en vacances. La « golden week », sorte de vacances de Pâques nippones, qui commence le 29 avril avec le jour de l'anniversaire de l'empereur, se poursuit avec la fête de la Constitution, le 3 mai (le 1^{er} mai, en revanche, n'est pas férié), et se termine le 5 mai avec la fête des enfants. Il aura été marqué cette année par un exode particulièrement impressionnant.

Les Japonais ont moins de vacances que les Occidentaux, mais quand ils en prennent, ils se déplacent : 51 millions, soit 4 millions de plus que l'année dernière, sont partis en voyage, la grande majorité à l'intérieur du Japon, mais plus de 300 000 à l'étranger, soit 26 % de plus qu'en 1987. Au total, estime-t-on au bureau du tourisme japonais, les vacances dépasseront au cours de la « golden week » quelque 800 millions de yens (32 milliards de francs).

Plusieurs raisons expliquent cet exode. Tout d'abord, cette année, 29 % des grandes entreprises (contre 14 % en 1987) ont accordé entre sept et dix jours de congé à leurs employés pour la « golden week ». C'est notamment le cas des constructeurs automobiles (dix à onze jours) ; en revanche, les services, et notamment les grands magasins, fonctionnent comme d'habitude, même le dimanche. Deuxième facteur, la hausse du yen a fortement incité les Japonais, surtout les jeunes, à se rendre à l'étranger.

En février dernier, selon les statistiques du ministère des finances, les voyages à l'étranger avaient augmenté en un an de 33 %. Malgré les prix exorbitants, calculés en dollars, des billets d'avion au Japon, les gens ont pris conscience que voyager à l'étranger revient pour eux moins cher que de se déplacer à l'intérieur de l'archipel. Beaucoup, d'ailleurs, ont renoué leur voyage en faisant leurs emplettes (et celles de leurs

amis) à Hongkong par exemple. Il suffit de voir les monceaux de paquets qu'ils rapportent de la colonie pour s'apercevoir que les importations directes connaissent un essor extraordinaire.

Se reposer pour mieux travailler

Dernier élément, les Japonais, surtout les jeunes, commencent, lentement, à découvrir le temps libre. Dans le cadre de sa politique de reconstruction de l'économie, le gouvernement incite désormais les salariés à consommer plus et à prendre des vacances : « Se reposer per-

met de mieux travailler », peut-on lire sur des affiches dans le métro. Ainsi, progressivement, la semaine de cinq jours tend à entrer dans les mœurs : en 1989, les bureaux d'épargne postale fermeront le samedi et le dimanche.

Actuellement, 28 % des employés du secteur secondaire travaillent cinq jours par semaine. Les heures de travail par année demeurent cependant beaucoup plus élevées (2 168 heures) qu'en Europe par exemple (1 659). Cette année, étant donné la forte relance de l'économie, le nombre d'heures de travail devrait être de l'ordre de 2 149. Selon Shukan rodo news, publication traitant des problèmes du tra-

vail, au cours du premier trimestre de cette année, les salariés japonais ont fait une vingtaine d'heures par mois de travail supplémentaire.

Plusieurs facteurs contribuent à freiner la politique gouvernementale de réduction du temps de travail. D'abord, le montant du bonus, partie essentielle du salaire, est fonction de l'assiduité. Prendre des vacances, même celles auxquelles on a droit, ne constitue pas un bon point. Il en va de même de la promotion, autre dissuasion pour les vacances. Enfin, les salaires de beaucoup ont été longtemps insuffisants pour pouvoir utiliser le temps libre de manière agréable, aussi n'étaient-ils pas une priorité.

La valorisation du yen a certes désormais rendu un séjour à l'étranger à la portée d'un plus grand nombre, mais les autres contraintes demeurent. En outre, le patronat, et notamment la Fédération des employeurs (Nikkeiren), qui souhaite compenser la perte de compétitivité due à la hausse du yen, n'est guère favorable à la réduction des heures de travail. Quant aux syndicats, leur position est ambiguë. Au niveau national, Rengo, la nouvelle confédération du secteur privé, a certes mis à l'ordre du jour de ses lobbies la réduction de la durée du travail jusqu'à 1 800 heures. Les fédérations, en revanche, soucieuses de maintenir les salaires, entraînent les pieds.

Une version révisée de la loi sur le travail, la première en quarante ans, visant la réduction progressive de sa durée de quarante-huit à quarante heures, est entrée en vigueur le 1^{er} avril. Mais elle tient davantage du souhait que de la disposition impérative : aucune date par exemple n'a été fixée pour atteindre ces objectifs.

Riches mais disposant encore de peu de temps libre, les Japonais continueront à avoir de courtes vacances, qu'ils utiliseront cependant de plus en plus pour faire des voyages éblouissants à l'étranger. Jet society des classes moyennes des pays industrialisés, les Japonais prennent l'habitude de traverser une partie du monde simplement pour passer un week-end : en 1991, estime le gouvernement, 10 millions de Japonais se rendront à l'étranger (6,8 millions en 1987), et ils y dépenseront quelque 20 milliards de dollars.

PHILIPPE PONS.

Le conflit du transport trans-Manche

La justice ordonne la saisie des avoirs du syndicat des marins britanniques

LONDRES
de notre correspondant

Un juge britannique a ordonné, le mardi 3 mai, la saisie des biens immobiliers et des avoirs bancaires du syndicat des marins, assortie d'une amende de 150 000 livres (environ 1,6 million de francs). Des ministres et des comptables désignés par la justice se sont rendus, dès mardi après-midi, au siège londonien du syndicat - le NUS - pour procéder à cette opération.

Le juge a estimé que le syndicat des marins s'était mis en dehors de la légalité en empêchant le fonctionnement des ferries de la Sealink, alors qu'il était, en principe, seulement en conflit avec la compagnie maritime rivale P. and O. qui assure normalement la plus grande partie du trafic trans-Manche. « Les dirigeants syndicaux n'ont pas à se préoccuper de la légalité de leur action », a déclaré le juge Davies de la Haute Cour.

Le président du syndicat des marins, M. McCuskie, a aussitôt rétorqué que son organisation « n'était pas faite de briques, de ciment, de bureaux et de machines à écrire ». Il a appelé ses vingt mille adhérents à cesser le travail, y compris ceux du prestigieux paquebot Queen Elizabeth II, attendu mercredi à Southampton.

La grève avait commencé le 1^{er} février, le syndicat ayant refusé les nouveaux horaires et la suppression d'un certain nombre de jours de récupération décidés par P. and O. sur ses onze ferries opérant entre l'Angleterre et le continent. P. and O., dirigé par un patron de choc, Sir Geoffrey Stirling, a répliqué en licenciant 800 marins.

M. McCuskie a tenté une fuite en avant en lançant des actions sur d'autres lignes maritimes que celles concernées par P. and O. Il a également appelé les marins de la Sealink à une grève de solidarité. Le paradoxe voulait donc ces derniers jours que les navires britanniques de la Sealink soient immobilisés alors que cette compagnie avait jusqu'ici maintenu de bons rapports avec le

syndicat, tandis que P. and O. parvenait à remettre en service quelques-uns de ses ferries avec des équipages non grévistes.

Un trésor de guerre à l'étranger

La grève devait être quasi générale mercredi dans les ports britanniques et une importante manifestation était prévue à Douvres. La question est de savoir si ce mouvement peut durer longtemps. Une part croissante du trafic commercial de la Grande-Bretagne est en effet assurée par des navires battant pavillon étranger et le pouvoir du syndicat n'est plus celui qu'il était en 1966 lors de la dernière grande grève des marins.

M. Harold Wilson, alors premier ministre, avait cru voir un « complot communiste » derrière l'action du syndicat. Les réactions beaucoup moins passionnées de l'opinion et du gouvernement montrent que les marins ne sont plus une force déterminante capable de paralyser l'économie du pays comme il y a vingt-deux ans. M^{me} Thatcher s'est contentée, mardi aux Communes, de plaider en faveur du droit des non-grévistes à travailler.

Impitoyable

Les avoirs syndicaux avaient également été saisis lors des deux conflits du travail les plus spectaculaires de ces dernières années, celui des mineurs en 1984-1985 et celui des typographes en 1986. La bataille juridico-politique menée par M^{me} Thatcher contre les mineurs avait été impitoyable. Ceux-ci avaient transféré 8 millions de livres - une partie de leur trésor de guerre - à l'étranger, mais cette somme avait dû être rapatriée lorsqu'un liquidateur judiciaire avait été nommé.

Les capacités financières du syndicat des marins sont extrêmement limitées. M. McCuskie espère encore faire plier la compagnie P. and O. mais il est douteux que le rapport de forces soit désormais en sa faveur.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le différend entre le gouvernement dominicain et Falconbridge fait flamber les cours du ferronickel

SAINT-DOMINGUE
correspondance

Le différend qui oppose la filiale dominicaine du groupe canadien Falconbridge au gouvernement dominicain est significatif des conflits d'intérêts entre un pays dont le besoin de devises est urgent et une société estimant avoir suffisamment investi pour ne pas payer d'impôt.

La compagnie Falconbridge Dominicana, qui assure 5 % de la consommation mondiale de nickel et se situe au deuxième rang mondial pour la production de ferronickel après la société française Le Nickel (SLN), qui exploite les gisements de Nouvelle-Calédonie, a fait monter la pression en interrompant la production de ferronickel à la fin avril. Le prix de ce métal a vivement augmenté, son cours faisant un bond de près de 80 % en mars pour dépasser 7 dollars la livre (nos dernières éditions datées 4 mai).

Le litige a surgi en novembre dernier, lorsque le président dominicain, M. Joaquín Balaguer, a soumis les exportations de sucre, de métaux et de minerais à un nouvel impôt pour faire face aux difficultés financières du pays. La multinationale a

refusé de s'exécuter, s'abritant derrière un accord signé en 1969 avec M. Balaguer, qui était déjà président de la République. Cet accord exonérait la compagnie du « paiement présent ou futur de tout type d'impôt ou taxe additionnelle sur le capital, la rente, la production, les permis d'exploitation et les droits à l'exportation ». Sans nier l'existence de cette clause, le gouvernement dominicain fait valoir que les conditions ont changé.

Arrivée en République dominicaine en 1955, du temps de la dictature de Trujillo, la Falconbridge Dominicana a accumulé les déficits jusqu'en 1986. Mais les comptes 1987 se sont soldés par un bénéfice net de 13,4 millions de dollars, grâce au redressement des cours mondiaux du nickel. « Depuis 1955, la Falconbridge a exporté pour une valeur totale de 1,541 milliard de dollars, et n'a en tout et pour tout payé que 15 millions de pesos [soit 15 millions de dollars au taux de change de l'époque] à l'Etat dominicain », calcule M. Rafael Marion-Landa, ministre dominicain de l'Industrie et du Commerce.

Le président de la Falconbridge Dominicana, M. John Clelland, ne conteste pas ces chiffres, mais souli-

gne que la société a « perdu de l'argent pendant longtemps et [que] la maison mère a dû investir 100 millions de dollars supplémentaires depuis 1980 ». D'un côté comme de l'autre, on insiste cependant sur la volonté de prévenir à un nouvel accord « dont les deux parties ont besoin », selon M. Clelland. De source proche des négociateurs dominicains, on indique que le gouvernement a demandé que lui soit versé 33 % de la valeur des exportations de la Falconbridge, jusqu'au prix de 2,25 dollars la livre. Soumis à une forte pression du Fonds monétaire international, le gouvernement conservateur de M. Balaguer a un urgent besoin de devises, et les ventes de ferronickel ont représenté l'an dernier 133 millions de dollars, soit près d'un cinquième des exportations totales du pays, sans rapport avec un centime de Trésor public. Pour sa part, la Falconbridge a tout intérêt à profiter de la bonne conjoncture mondiale : plus de deux mois de production - destinés à 60 % au marché européen - sont bloqués dans le port de Haina, à vingt kilomètres de Santo-Domingo, dans l'attente d'un règlement du conflit.

JEAN-MICHEL CAROTT.

L'EMPIRE KARAJAN

EXPLOSIF. Personne ne met en cause le talent d'Herbert von Karajan : il est l'un des très grands chefs d'orchestre du XX^e siècle, et cela s'entend ! Mais au moment où l'on fête ses quatre-vingts ans, « Der Spiegel » révèle les dessous financiers d'une carrière pas seulement dédiée à la musique. En exclusivité dans Le Monde de la Musique, STAR. Insurpassable interprète de Richard Strauss, d'Hugo Wolf... Elisabeth Schwarzkopf se consacre à l'enseignement depuis qu'elle s'est retirée de la scène. Sa leçon. STYLE. Comment diriger les symphonies de Beethoven. Fusions traditions se contredisent. Spécialiste de la musique contemporaine, Luca Pfalli s'est penché sur les partitions. Ses conclusions. LÉGENDE. Alfred Cortot a dominé son siècle. Pianiste, chef d'orchestre, professeur, collectionneur : il fut tout cela. Vingt-cinq ans après sa disparition, une grande exposition lui est consacrée à Paris. Le portrait d'un génie. Egalement au sommaire : Charliette Couture, Louis Sciaiva, une interview imaginaire de François Couperin et le point sur sa discographie, la critique des disques classiques, rock, jazz, chansons, les programmes de concerts à Paris et en province, l'actualité du mois, etc.



Le Monde de la Musique
25 F. Chez votre
marchand de journaux.

ENFIN :
LE
PacProCOUNT-DOWN
EST LANCÉ. UN LANCÉMENT QU'IL NE FAUT PAS QUE VOUS MANQUIEZ.
VOUS ÊTES LES BIENVENUS.
VOTRE Messe Düsseldorf
CONTACT: TELEPHONE 0211/45 60-1, ÉTRANGER: 4 9211/45 60-1
OU TELEX 8 584 853 MES D

09876543210
SALON INTERNATIONAL DE LA PRODUCTION D'EMBALLAGES
MACHINES MATÉRIEL PROCÉDES
DÜSSELDORF, 5.-11.5.1988

Marchés financiers

Après de fortes provisions

Le Crédit agricole assainit ses comptes en 1987

Déformais mutualisé, le Crédit agricole a affiché en 1987 des résultats « substantiels, sérieux et solides : ils sont bons non seulement parce qu'ils sont plus importants que par le passé mais parce qu'ils sont structurellement plus sains ». Ces déclarations, faites par MM. Yves Barsalou et Philippe Aubergier, respectivement président et directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, traduisent, effectivement, l'assainissement et la consolidation des comptes de la « banque verte » l'an passé. Les dotations aux provisions sur créances douteuses ont presque doublé passant de 1 422 millions de francs à 2 691 millions de francs (+ 90 %). Le bilan a donc été « nettoyé », ce qui permettra sans doute d'afficher en 1988 une progression des résultats courants plus forte qu'en 1987, où elle reste très modeste : + 10,5 % pour ceux des caisses régionales à 1 050 millions de francs, compte non tenu de 606 millions de francs de reprise exceptionnelle des provisions constituées au titre des fonds régionaux de garantie, et + 7,5 % pour le résultat consolidé de la Caisse nationale (1 888 millions de francs). Le bénéfice de la Caisse nationale, sous ses filiales, est revenu de 600 millions de francs à 500 millions de francs, tandis que le résultat net consolidé (part du groupe) baissait de 27,8 % à 838,7 millions de francs. L'augmentation des crédits (+ 14,4 %) a été spectaculaire, surtout pour les prêts personnels aux particuliers (+ 77 %), les prêts aux logements (+ 78 %) et aux artisans, commerçants et professions libérales (+ 87 %). Les prêts aux industries agricoles et alimentaires, essentielles-

ment les coopératives, ont doublé à 4,8 milliards de francs. Quant à l'agriculture, ses crédits ont augmenté de 19 % à 28 milliards de francs, dont 15,2 milliards de francs en prêts bonifiés. L'en-cours des prêts aux 40 000 agriculteurs en difficulté représente 40 milliards de francs, soit 10 % de l'ensemble des prêts agricoles et 3 % du total.

Quant au coût de la mutualisation (6,6 milliards de francs à verser à l'Etat), 6 milliards de francs sont ou seront fournis par l'émission de titres subordonnés remboursables (1,2 milliard de francs) et de certificats coopératifs d'investissements (0,4 milliard de francs), la fusion des fonds de garantie (2 milliards de francs) et le reste par autofinancement.

F. R.

Bouygues Offshore s'associe à un partenaire norvégien

Bouygues Offshore, filiale du groupe Bouygues et d'Elf-Aquitaine, vient de créer avec la société norvégienne Solheimsviken SA, une filiale à 50-50, dénommée Solbos SA, dont le siège sera installé à Bergen. Le chairman sera norvégien et le directeur général français. La nouvelle société proposera aux opérateurs pétroliers en mer du Nord à la fois la construction d'ouvrages et de matériels en béton ou en acier, la maintenance des installations et diverses opérations d'ingénierie à terre ou en mer.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELM LEBLANC

Le conseil d'administration, réuni le 28 avril 1988 sous la présidence de M. Marcel Leblanc, a examiné l'activité de la société et a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale.

La progression du chiffre d'affaires global hors taxe, d'un exercice sur l'autre, est de 17,9 % passant de 743 199 800 francs en 1986 à 876 123 520 francs en 1987.

En France, les ventes de produits finis et de pièces détachées atteignent 433 522 567 francs contre 387 333 890 francs en 1986 (+ 11,9 %).

L'exportation, les ventes représentées 334 410 793 francs contre 271 415 153 francs (+ 23,2 %).

Par rapport aux ventes globales, l'exportation atteint 43,5 %. Les parts de marché de la société ont progressé en 1987 tant en France qu'à l'étranger, la demande étant restée généralement soutenue.

A la fin décembre 1987, après dotation aux amortissements, aux comptes de provisions et à la participation des salariés aux fruits de l'expansion, le bénéfice net s'élève à 65 401 356 francs contre 40 898 829 francs en 1986.

Afin d'élargir le marché du titre, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale une nouvelle distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour dix actions anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1988.

Il sera également proposé au vote de l'assemblée un dividende net de 24 francs par action — contre un dividende net de 17 francs l'exercice précédent — soit, avec l'avoir fiscal de 12 francs, un dividende brut unitaire de 36 francs.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1988 a progressé de 9,8 % par rapport à celui du premier trimestre 1987.

Pour faire face à son expansion et maintenir la priorité de la qualité dans ses fabrications, E.L.M. Leblanc met en service une nouvelle unité de production ultra-moderne.

Les investissements, en 1987, se sont élevés à 32 400 000 francs et approcheront 60 000 000 francs en 1988, soit une augmentation prévue de 85 %.

La société informe ses actionnaires que les comptes consolidés y compris leurs annexes sont à leur disposition au siège social, ou par envoi s'ils en font la demande écrite.

NEW-YORK, 3 mai ↑

Bonne orientation

Dopée par les OPA, effectives ou imaginaires, la Bourse de New-York a gagné du terrain, mardi 3 mai, dans un marché plus actif qu'au cours des séances précédentes. L'indice Dow Jones a terminé la journée sur une hausse de 15,08 points, à 2 058,35. Quelques 177 millions d'actions ont été échangées, tandis que le nombre de hausses dépassait largement celui des baisses : 881 contre 563.

Une légère détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire a été à l'origine des achats effectués par les investisseurs, qui ont soutenu le marché de la léthargie. En attendant, faute de vendeurs, le Dow Jones pourrait atteindre le niveau des 2 100 points, estiment les analystes.

Le désaccord au sein de l'OPEC a profité, une nouvelle fois, aux valeurs des transports. Control Data, qui fait l'objet de rumeurs d'OPA, a gagné 2 dollars à près de 27 dollars, tandis qu'USG progressait de plus de 3 dollars à 44 5/8. American Electric Power a été très recherchée, les échanges sur ce titre constituant le tiers du volume des affaires négociées mardi au Stock Exchange.

VALEURS	Cours de 2 mai	Cours de 3 mai
Alcoa	44 1/2	44 3/4
Amstar (ex-IBM)	84 3/8	84 3/4
AT&T	48 1/2	48 1/2
Bell	48 1/4	48 1/2
Chrysler	24 3/4	25
Du Pont de Nemours	86 1/8	86 1/4
General Motors	41 5/8	42 1/8
IBM	44 5/8	45
Ford	41 7/8	42 1/8
General Motors	75 3/4	76 7/8
Goodyear	63 1/8	64 1/4
IBM	114 1/8	114 5/8
ITT	47	48 1/2
Mobil Oil	48 1/4	48 7/8
Pfizer	41	41 5/8
Schlumberger	37	37 3/8
Tesoro	49 5/8	49 7/8
Union Carbide	48 1/8	48 3/4
USX	51 5/8	51 5/8
Westinghouse	52 3/4	53 5/8
Xerox Corp.	54 1/2	56 1/4

LONDRES, 3 mai ↑

Fermeté

Après un week-end prolongé en raison du Bank Holiday, la Bourse de Londres a ouvert ses portes, mardi 3 mai, sur une note ferme, mais dans une ambiance calme. Les deux principaux indices ont tous les deux gagné 5 points, le Financial Times terminant à 1 449,7 et le Footsie à 1 807,2. Quelques 335 millions d'actions ont été échangées. Les rumeurs d'OPA, et la confirmation de la reprise en fin de journée de Wall Street ont encouragé les investisseurs, constatant les profits réalisés. Le repli de la livre sterling a redonné du tonus aux valeurs de sociétés exportatrices : ICI a gagné 13 points, à 596 livres, et Glaxo 18 points, à 947 livres. En revanche, les fonds d'Etat ont pâti de l'affaiblissement du sterling. Bonne orientation des pharmaceutiques et des mécaniciens. Aux électrologues, le groupe Granada (télévision commerciale, loisirs et hôtels) a cédé du terrain, après avoir lancé une OPA de 110 millions de livres sur DCFE Holdings (entreprise de matériel électronique). Les mines d'or ont sensiblement baissé dans le sillage du métal jaune, en net repli. D'autre part, le Stock Exchange vient de donner son feu vert aux activités d'une nouvelle sorte de courtiers (equity only money-brokers), autorisés à prêter des actions ou de l'argent contre des titres tenus en dépôt. Jusqu'à présent, l'activité de ces courtiers était limitée aux fonds d'Etat.

TOKYO, 4 mai

Fermé

La Bourse et le marché des changes de Tokyo ont été fermés mardi et jeudi, en raison de fêtes nationales.

RFA

Restructuration du troisième marché

Un an après la création du second marché, les Bourses de valeurs allemandes poursuivent leur plan de restructuration, en créant un marché « de libre circulation ». A partir du 1^{er} mai, émetteurs et investisseurs pourront à cet effet du marché officiel et du second marché, d'un troisième marché « de libre circulation ». Celui-ci regroupera environ 420 valeurs (120 actions allemandes, 230 actions étrangères et environ 70 valeurs obligataires), qui étaient précédemment échangées sur deux marchés différents, le premier libre réglementé et le second libre non réglementé. La mesure de simplification s'explique par le succès du nouveau second marché, qui a littéralement tari le marché libre réglementé.

Un an après sa mise en place, le second marché regroupe 101 actions (dont 3 étrangères), 14 actions de valeurs et 120 obligations. A titre de comparaison, plus de 13 300 titres sont négociés à la cote officielle allemande.

FAITS ET RÉSULTATS

● Jeumont-Schneider Modifié : grâce à la vente de son téléphone, Jeumont-Schneider, une des trois filiales du groupe Schneider, est sorti du rouge en 1987, grâce à la vente de son téléphone à l'allemand Bosch : il affiche un bénéfice de 68 millions, après 200 millions de plus-values réalisées lors de la cession de 35 % de sa téléphonie. En 1986, Jeumont-Schneider était en perte de 410 millions. Le chiffre d'affaires de Jeumont-Schneider s'établissait, en 1987, à 4,47 milliards de francs, contre 5,33 milliards en 1986.

● Compagnie du Midi : hausse de 22,5 % des résultats en 1987. — La Compagnie du Midi a dégagé, en 1987, un bénéfice net consolidé de 1,34 milliard de francs, contre 1,08 milliard l'année précédente, soit une augmentation de 22,5 % en un an. Ce bénéfice, supérieur aux prévisions, prend en compte les résultats pour les deux derniers mois de l'année de la compagnie britannique Equity and Law, rachetée en novembre dernier par le Midi.

● Rhin-Rhône cède sa participation dans Lambert Frères. — Le groupe Rhin-Rhône, désormais contrôlé par Bolloré Technologies, va céder ses parts, c'est-à-dire 15 % du capital, dans le groupe Lambert Frères et Cie (matériaux de construction) aux deux principaux actionnaires actuels, Gaz et Eau et l'Orbium (financier) de Paris (OIF du groupe Total). La participation de Gaz et Eau passe donc de 17 % à 28,3 %, tandis que celle de l'OIF est portée à 22 %, contre 15 % précédemment. Lambert Frères a dégagé, l'an dernier, un bénéfice consolidé de 74,5 millions de francs, contre une perte de 20 millions en 1986.

● Les résultats de Siemens en baisse au premier semestre. — Le géant allemand de l'électronique, Siemens, affiche, pour le premier semestre de son exercice (qui débute le 1^{er} octobre), un bénéfice net consolidé de 609 millions de deutschemarks (2,4 milliards de francs environ), en recul de 9 % par rapport à la même période de 1986-1987. Le chiffre d'affaires est également en retrait de 9 %, à 23,7 milliards de deutschemarks (94,8 milliards de francs). Pour l'ensemble de son exercice, Siemens estime que son bénéfice net « ne sera pas inférieur à celui de l'exercice précédent » et table sur un chiffre d'affaires de 38 milliards de deutschemarks (230 milliards de francs).

● Perrier : 570 millions de francs de bénéfices. — Le groupe Source Perrier a annoncé un résultat consolidé de 570 millions de francs pour l'exercice 1987, après dotation aux amortissements et provisions d'exploitation de 515 millions de francs. Le résultat comprend une plus-value de 230 millions de francs réalisée dans le cadre de la restructuration de la filiale américaine du groupe. Le conseil d'administration proposera, en juin, à l'assemblée générale la distribution d'un dividende complémentaire de 10 F, qui portera le revenu total par action à 24 F pour 1987 (contre tenu de l'avoir fiscal).

Le groupe Perrier, dont les ventes d'eaux minérales et de boissons ont progressé au premier trimestre 1988, a vendu, au cours de cette période, sa participation dans la Société des carrières de la Meizière, pour la somme de 255,8 millions de francs (188,9 millions de francs de plus-value brute).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGF SA	230	300	BEL	138	134
Assicurat. et Assurances	400	400	Int. Mond. Service	200	206
Assur. et Assurances	235	274	La Commande Electra	191	188
BAC	420	415	Le gél. de la mode	235	226
S. Desmarès & Associés	280	380	Loisirs Investissement	276	271
BICM	822	821	Lussemb.	140	140
BIP	422	422	Midi Immobilier	287	287
Bolton	277	280	Moulin, Mille	100	104
Bouffard Technologies	700	700	Mutuelle Invest.	315	314
Bouffard	740	740	Mutuelle Invest.	132	138
Chambre de Lyon	1180	1180	Mutuelle Invest.	449	430 10
Calsonic	621	631	Mutuelle Invest.	211 80	211 80
Carrel Fin.	480	482	Mutuelle Invest.	480	480
Carrel	1180	1140	Mutuelle Invest.	176 80	180
CAI-Le-Ret (CGL)	250	248	Mutuelle Invest.	301	308
CATC	127 10	127 10	Mutuelle Invest.	96 80	96 80
CDME	770	769	Mutuelle Invest.	785	780
C. Equip. Elect.	208 80	275	Mutuelle Invest.	1185	1185
CEGID	541	550	Mutuelle Invest.	164 50	154
CESEF	185	181	Mutuelle Invest.	140	136 80
CEP-Commerciales	152	158	Mutuelle Invest.	306	311
CGL International	856	851	Mutuelle Invest.	638	638
Comet d'Origny	488	448	Mutuelle Invest.	1185	1180
CALM	287	288	Mutuelle Invest.	1100	1120
Concept	277 40	275	Mutuelle Invest.	1388	1388
Conform	572	586	Mutuelle Invest.	229	217
Couste	346	340	Mutuelle Invest.	715	720
Dafin	137 70	139	Mutuelle Invest.	270	280
Daphne	3435	3430	Mutuelle Invest.	180	191
Demarle	985	998	Mutuelle Invest.	119 10	123 80
Dinile	621	634	Mutuelle Invest.	480	441
Dunod-Lafont	825	820	Mutuelle Invest.	313	314
Edison Indus.	113 10	113 10			
Elyse Invest.	21	21			
Financ	438	438			
Général	537	541			
Grégoire	880	880			
ICC	225	225			
IDA	188 70	188 70			
IGF	120	120			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LEMONDEMarché des options négociables
le 3 mai 1988

Nombre de contrats : 5 408

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor	440	16,50	36	—	—
CGE	240	14,50	22	—	—
EX-Aquiline	280	15	21	8	—
Lafarge-Coppée	1 100	72	—	39	71
Michèle	160	30,20	35	2	7
Midi	1 550	285	378	85	135
Paribas	360	14,55	28,50	30	39
Pengout	1 100	34	70	90	120
Saint-Gobain	480	23	28	8	—
Thomson-CSF	136	34	35	1,80	5,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 mai 1988

Nombre de contrats : 57 204

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	100,70	99,80	99,30
Précédent	101	100,20	99,70

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
100	1,44	—	0,37	1,62

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7175 F ↑

Le dollar est en légère hausse mercredi 4 mai, s'échangeant à 5,7175 F et 1,6815 DM, contre 5,7025 F et 1,6778 DM à la clôture de la veille. Le marché a été plus ferme restant tout de même très calme.

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

	3 mai	4 mai
PARIS (4 mai)	71/473/8	71/473/8
New-York (3 mai)	69/144/8	69/144/8

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

2 mai 3 mai
Valeurs françaises... 109,8
Valeurs étrangères... 107,4
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général... 310,2 318,7

NEW-YORK (Index Dow Jones)

2 mai 3 mai

Industrielles... 2 843,27 2 858,35

LONDRES (Index Financial Times)

2 mai 3 mai

Industrielles... 1 449,7

Mines d'or... 281,3

Fonds d'Etat... 89,70

TOKYO

3 mai 4 mai

Nichols Dow Jones... 109,8

Indice général... 107,4

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

	3 mai	4 mai
PARIS (4 mai)	71/473/8	71/473/8
New-York (3 mai)	69/144/8	69/144/8

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

	3 mai	4 mai
PARIS (4 mai)	71/473/8	71/473/8
New-York (3 mai)	69/144/8	69/144/8

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

	3 mai	4 mai
PARIS (4 mai)	71/473/8	71/473/8
New-York (3 mai)	69/144/8	69/144/8

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

	3 mai	4 mai
PARIS (4 mai)	71/473/8	71/473/8
New-York (3 mai)	69/144/8	69/144/8

	3 mai	4 mai
FRANC-FR	1,6778	1,6815
Dollar (en DM)	1,6778	1,6815
TOKYO	28 800	28 800
Dollar (en yen)	242,2	242,2

DEVANLAY

Le conseil d'administration de la société Devanlay, réuni le 26 avril 1988 sous la présidence de M. Léon Cligman, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1987 et examiné les comptes consolidés.

1. — L'activité.

En MF	
-------	--

BOURSE DU 3 MAI

[illegible]**Comptant** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations								
Emp. 10.80 77	120 87	8 943	Credit	125 40	120 40	Lach	820	881
5.00 70/83	101 70	7 862	Chemins (R.)	578	580	Macdonald (R. P&I)	320	320
10.00 70/79/94	103 87	12 160	Chenapex (R)	144	147	Macdonald Bull.	98	97 50
12.25 80/80	106 95	12 174	C.I.C. Financ. del	187	175 50	Magnat	138 30	132 00
15.00 81/89	103 71	1 448	C.I. Montreal	700	682	Magnat S.A.	110	
15.00 81/82/89	103 71	1 487	Clarex (R)	671	705	Magnat	270	270
15.00 82/82	114 15	14 420	Cleco	862	820	Magnat Deloyoff	400	405
14.00 84 83	114 15	2 912	Cochet (C)	1008		Magnat	58 50	60 80
15.00 84 83	116 45	4 943	Cogit	332	325	Magnat (R)	56	55
12.20 85 84	110 86	8 067	Comptech	310	308	NAV Pub. des	21	223
11 85 85	100	1 284	Com Inter	205	204	OPC	310	310
10.25 85 88	103 45	1 480	Com Inter	281	278 50	OPC	1900	
QAT 12 75 83	1086		Com Inter	281	278 50	OPC	1020	1020
QAT 10 20 200	102 83	8 372	Com Inter	13 30	13 30	Palais Municipal	418	424
QAT 5,90 85 1997	106 80	3 988	Com Inter	327	327	Palais Municipal	520	525
QAT 5,90 85 1998	102 04	2 544	Com Inter	554	554	Palais Municipal	162	161
QAT 5,90 85 1999	102 04	2 544	Com Inter	139 50	139 50	Palais Municipal	320	320
QAT 5,90 85 2000	102 82	4 417	Com Inter	142 50	138 00	Palais Municipal	216 10	217
QAT 5,90 85 2001	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	228	228
QAT 5,90 85 2002	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1162	1168
QAT 5,90 85 2003	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	320	320
QAT 5,90 85 2004	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	670	688
QAT 5,90 85 2005	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2006	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2007	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2008	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2009	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2010	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2011	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2012	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2013	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2014	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	505	505
QAT 5,90 85 2015	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	192	
QAT 5,90 85 2016	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	75	78
QAT 5,90 85 2017	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	510	488 80
QAT 5,90 85 2018	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	270	270
QAT 5,90 85 2019	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	176	176
QAT 5,90 85 2020	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	470	467
QAT 5,90 85 2021	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	405	405
QAT 5,90 85 2022	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	118	118
QAT 5,90 85 2023	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	218	217
QAT 5,90 85 2024	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	469	469
QAT 5,90 85 2025	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2026	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2027	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2028	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2029	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2030	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2031	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2032	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2033	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2034	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	505	505
QAT 5,90 85 2035	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	192	
QAT 5,90 85 2036	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	75	78
QAT 5,90 85 2037	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	510	488 80
QAT 5,90 85 2038	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	270	270
QAT 5,90 85 2039	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	176	176
QAT 5,90 85 2040	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	470	467
QAT 5,90 85 2041	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	405	405
QAT 5,90 85 2042	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	118	118
QAT 5,90 85 2043	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	218	217
QAT 5,90 85 2044	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	469	469
QAT 5,90 85 2045	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2046	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2047	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2048	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2049	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2050	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2051	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2052	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2053	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2054	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	505	505
QAT 5,90 85 2055	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	192	
QAT 5,90 85 2056	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	75	78
QAT 5,90 85 2057	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	510	488 80
QAT 5,90 85 2058	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	270	270
QAT 5,90 85 2059	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	176	176
QAT 5,90 85 2060	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	470	467
QAT 5,90 85 2061	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	405	405
QAT 5,90 85 2062	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	118	118
QAT 5,90 85 2063	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	218	217
QAT 5,90 85 2064	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	469	469
QAT 5,90 85 2065	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2066	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2067	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2068	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2069	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2070	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2071	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2072	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2073	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2074	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	505	505
QAT 5,90 85 2075	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	192	
QAT 5,90 85 2076	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	75	78
QAT 5,90 85 2077	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	510	488 80
QAT 5,90 85 2078	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	270	270
QAT 5,90 85 2079	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	176	176
QAT 5,90 85 2080	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	470	467
QAT 5,90 85 2081	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	405	405
QAT 5,90 85 2082	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	118	118
QAT 5,90 85 2083	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	218	217
QAT 5,90 85 2084	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	469	469
QAT 5,90 85 2085	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2086	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2087	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2088	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2089	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2090	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2091	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2092	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2093	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2094	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	505	505
QAT 5,90 85 2095	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	192	
QAT 5,90 85 2096	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	75	78
QAT 5,90 85 2097	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	510	488 80
QAT 5,90 85 2098	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	270	270
QAT 5,90 85 2099	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	176	176
QAT 5,90 85 2100	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	470	467
QAT 5,90 85 2101	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	405	405
QAT 5,90 85 2102	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	118	118
QAT 5,90 85 2103	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	218	217
QAT 5,90 85 2104	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	469	469
QAT 5,90 85 2105	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1010	1010
QAT 5,90 85 2106	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1078	1078
QAT 5,90 85 2107	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	374	374
QAT 5,90 85 2108	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	1141	1141
QAT 5,90 85 2109	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	2400	2400
QAT 5,90 85 2110	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	318	318
QAT 5,90 85 2111	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	187	
QAT 5,90 85 2112	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	551	551
QAT 5,90 85 2113	102 82	4 417	Com Inter	1097	1058	Palais Municipal	15	
QAT 5,90 85 2114	102 82	4 417						

SICAV (sélection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 3/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 3/5
			Achat	Vente			
Etats-Unis (\$ 1)	5 712	5 700	5 500	5 500	Orfin (fin de barre)	93000	81400
ECU	336	336	328	328	Or fin (au gram)	81750	81100
Allemagne (100 DM)	16 052	16 242	15 600	15 600	Plaques françaises (120 gr)	503	502
Belgique (100 F)	7 283	7 283	7 100	7 100	Plaques françaises (20 gr)	377	377
Payes (100 L)	303 040	302 300	293	313	Plaques italiennes (20 gr)	627	627
Danemark (100 kr)	88 280	88 210	85	85	Plaques latines (50 gr)	472	472
France (100 F)	42 440	42 440	42	42	Plaques de 20 francs	2840	2840
Grande-Bretagne	10 632	10 637	10 380	11 100	Plaques de 10 dollars	1426	1426
Grèce (100 drachmes)	4 255	4 231	3 800	4 650	Plaques de 5 dollars	826	826
Italie (1 000 lire)	4 588	4 587	4 300	4 800	Plaques de 10 florins	486	486
Japan (1 000 ¥)	408 040	408 430	398	417	Plaques de 50 pesetas	6105	6100
Portugal (100 Esc)	87	87	86	86	Plaques de 100 florins	486	486
Espagne (100 pes.)	48 340	48 330	46 850	48 850	Or Londres	448 50	448 50
Etats-Unis (100 pes.)	5 142	5 151	4 800	5 400	Or Zurich	448 50	448 50
Portugal (100 esc.)	4 152	4 152	3 800	4 650	Or Hongkong	448 50	448 50
Canada (5 can \$)	4 682	4 685	4 450	4 900	Argent Londres		
	4 682	4 683	4 430	4 940			

Marché libre de l'or

Capagelat	141	129 80	Franco Malaisie	569 79	596 54	Chiliens Neglige	106 08	105 01
C. David, Fossilite	180		Franco Malaisie	1036 80	1030 59	Colombien Capote	396 08	378 10
Copier	360	859	Franco Malaisie	1692 64	1690 26	Colombien Capote	455 28	431 10
Dalchini, C. Caster	825	805	Franco Mex.	234 15	228 78	Colombien Capote	1005 46	1071 74
Gachet	46 50	66	Franco Mex.	8271 14	8202 11	Crocheteur	172 30	161
Hongrois	250		Franco Mexique	267 11	268 08	Dauphine	1140 11	1102 82
Marocaines (Bou)	10 50	11 80 d	Franco Mexique	350 40	350 43	Draclier	65 17 75	63 30 30
Mixtes	740	750	Franco Mexique	432 72	436 44	Palatin Capote	699 53	646 35
Mixtes	360		Franco Mexique	344 87	334 03 6	Palatin Capote	169 78	164 07 85
Paroisse H.W.	176	174 90	Franco Mexique	92 23	89 54	Palatin Capote	82 14	79 75
Sac, Goup. H.W.	305	35 30	Franco Mexique	103 03	102 52	Palatin Capote	966 80	871 33
S.P. Leschins de Mende	895	700	Franco Mexique	27 87	27 87	Palatin Capote	103 01	100 79
Union	118 90		Franco Mexique	26 38	26 38	Palatin Capote	404 25	474 10
Union Brasileira	118 90		Franco Mexique	312 91	308 27	Palatin Capote	35 78	32 88

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-812, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - ♦ : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'opération militaire israélienne au Liban sud.	11 La campagne de M. Chirac.	18 Indignation dans la communauté scientifique après une déclaration de M. Léotard.	23 Deux expositions de recherche sur le verre à Cologne et à Marseille.	31 Les restructurations dans l'agro-alimentaire.	Abonnements 2	● Election présidentielle : faites votre pronostic PRO
4 Tension persistante à Dakar.	13 La communauté juive s'inquiète de la montée du Front national.	20 Le rapport annuel de la Cour de cassation.	24 Le commerce de l'art à l'horizon 1992.	32 La recherche d'un accord de méthode CNPF-syndicats.	Annonces classées 27 à 29	● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille
6 URSS : réapparition de M. Boris Eltsine.	14 La campagne de M. Mitterrand.	21 Le vote des femmes le 24 avril.	25 Photo : Jacques-Henri Lartigue au Grand Palais, Humphrey Spender au Comptoir de la photographie.	33 Les Japonais et le démon du voyage.	Carnet 26	● Les jeux du Monde
8 RFA : les élections régionales au Schleswig-Holstein.	15 La situation en Nouvelle-Calédonie.	22 Sports : l'UEFA limite le nombre de footballeurs étrangers dans les clubs européens.	29 COMMUNICATION.	34-35 Marchés financiers.	Météorologie 26	Actualité, International, Campus, Loto, FNAIM, Telemarket.

La direction de la SNECMA fait de nouvelles propositions aux grévistes

Alors que le conflit de la SNECMA entre dans sa huitième semaine, la direction générale a fait connaître de nouvelles propositions, le mardi 3 mai au soir, par l'intermédiaire du médiateur, M. Jean-Pierre Mignot. Comme précédemment l'augmentation globale pour 1988 est fixée à 3,8 % en masse qui se partagerait en 2,1 points de revalorisation générale et en 1,7 point de hausse individuelle. Par contre, et ce serait plus nouveau, le salaire minimum dans la société serait porté de 6 655 F à 6 834 F, le treizième mois étant inclus.

En outre, une prime uniforme de 1 400 F, versée en une seule fois, est proposée, ainsi qu'une prime d'intéressement sur le travail et la productivité. Calculée sur les résultats des trois dernières années, elle correspondrait pour 1988, par personne et pour le salaire moyen, à une somme annuelle de 1 500 F. Les heures de grève, à encore proposé la direction, pourraient faire l'objet d'une avance de 60 %, remboursable en heures supplémentaires et payées comme telles. Un audit sur les qualifications et les classifications pourrait être mené. Enfin, le système de protection sociale complémentaire, accordé aux cadres, pourrait être étendu aux non-cadres.

Les syndicats ont refusé ces propositions qu'ils estiment insuffisantes. Ils y voient cependant un changement d'attitude. D'autres réunions, avec le médiateur, sont prévues d'ici à la fin de la semaine.

Rupture des négociations nippo-américaines sur les dossiers du bœuf et des agrumes

Américains et Japonais ont rompu, le mardi 3 mai, leurs négociations sur un dossier difficile, celui du bœuf et des agrumes. Le secrétaire au commerce américain William Verity espère voir les exportations américaines doubler vers le Japon d'ici à 1991 en obtenant le démantèlement des quotas imposés par le Japon. Ce dernier, tout en se déclarant prêt à y parvenir en cinq ans, entend remplacer ce système par des surtaxes sur certains produits.

Au total, le représentant spécial de la Maison Blanche, M. Clayton Yeutter, plaiderait pour une hausse annuelle de 50 % des importations nipponnes d'agrumes et de bœuf. Les Japonais ont voulu aller au-delà de 10 %. Le conflit, qui empêche les relations bilatérales depuis des années, devait être porté devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à la demande de Washington, mercredi.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 mai
+ 0,83 %

La tendance était à la hausse mercredi matin 4 mai, l'indicateur de séance progressant de 0,83 %. Parmi les principales hausses, notons Navigation mixte (+ 6,5 %), Pernod-Ricard (+ 5 %), Penhoët (+ 5 %), Sovac (+ 4,6 %), Club (+ 4,6 %). En revanche sont en baisse Bils (- 3,3 %), Locomotive (- 3,2 %), OPFI Paribas (- 3,1 %), Intertecanique (- 3 %), Locabail (- 1,8 %).

(Publié)

Ampoules antirides 16 jours : 74 francs !

Aux cellules fraîches, ces ampoules ont une exceptionnelle puissance nutritive et régénératrice. Elles sont enrichies en vitamines A, B, C, E, K, et au sérum biologique, comme tous les produits mis au point sous contrôle pharmaceutique par les Laboratoires Plantadern pour les grandes marques et vendus trois fois plus cher dans une conditionnement de luxe. 58, Fg Polssonnière (10), dans la cour, 13 h à 18 h sauf samedi. Expéditions province. 42.46.42.88.

En marge de l'affaire des otages

L'article d'un journal pro-syrien de Beyrouth provoque l'expulsion de M. Omrane Adham

Pris mardi matin 3 mai, l'arrêt d'expulsion de M. Adham est signé par M. Pasqua et par le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud. Le fait mérite d'être souligné : d'ordinaire, les arrêtés d'expulsion selon la procédure d'urgence absolue — couramment utilisée à l'encontre des Basques espagnols — sont signés uniquement par M. Pandraud, responsable des questions d'ordre public. Le paragraphe de M. Pasqua souligne la décision personnelle du ministre de l'Intérieur, qui suit directement, depuis plusieurs mois, le dossier des otages, au grand dam de certains diplomates de Matignon et du Quai d'Orsay.

Au ministère de l'Intérieur, on confirme que la raison de l'expulsion est l'article d'*Al Haqiga* (la Vérité) manifestement inspiré par M. Adham. *Al Haqiga* est un journal pro-syrien, lié à la milice chiite Amal de M. Nabih Behri. Cet article est une réprobation contre le comportement du gouvernement dans l'affaire des otages. Il y est affirmé qu'avant mars 1986 « le RPR, notamment Chirac et Pasqua, ont envoyé des représentants à Beyrouth et Téhéran pour entrer en contact avec les ravisseurs et leur demander de garder les otages ». *Al Haqiga* ajoute que l'Iran a alors demandé des armes, « ce à quoi Chirac a répondu favorablement », le journal citant deux sociétés « soit disant pétrolières » formées à cet effet et précisant que les armes ont transité par le Portugal et l'Espagne.

Al Haqiga affirme encore que, dans l'affaire Gordji, c'est le ministre de l'Intérieur français qui a demandé à l'interprète iranien de se réfugier à l'ambassade d'Iran à Paris. Il ajoute que la libération de Roger Anquet et Jean-Louis Normandin a été obtenue en échange d'une rançon de 50 millions de francs. Il précise que, pour les trois otages restants, le « plan » était la libération de Marcel Carton et Marcel Fontaine à la veille du premier tour, et celle de Jean-Paul Kauffmann à la veille du second. Selon *Al Haqiga*, « l'opération a échoué parce que les ravisseurs ont refusé de livrer les otages sans un engagement écrit de Marchiani sur leurs exigences ».

Vigoureusement démenties dans l'entourage de M. Pasqua, ces « révélations » trouvent manifestement une déception syrienne : *Al Haqiga* affirme que « la France a voulu isoler la Syrie de ces tractations, qui se sont déroulées à Beyrouth, Genève et Téhéran ». De sources concordantes, M. Adham est décrit comme « un mythomane » qui, à plusieurs reprises, avait annoncé une libération imminente des derniers otages français. Homme d'affaires très fortuné, ancien opposant au régime syrien, il avait rallié le président Hafez El Assad en 1982, après l'invasion

israélienne au Liban. Résidant à Paris — sa femme et ses quatre enfants sont de nationalité française, — il s'était fait, depuis, l'avocat et l'émissaire de Damas.

Sa première apparition dans l'affaire des otages date de mars 1986 : accompagné de M. Pierre Mutin, un proche de M. Edgar Pisani, il se rendit alors à Damas à la veille des élections législatives, porteur d'un message de M. Mitterrand au président syrien. Mais il avait continué à jouer un rôle par la suite, contrairement à ce qu'affirme le ministre de l'Intérieur. Le dimanche 8 mars 1987, il accompagnait à Damas M. Manuché Ghorbanifar, marchand d'armes qui fut l'un des hommes-clés de l'extrême-droite antisémite. M. René Imbo, alors patron de la DGSE (service de renseignement français), et M. Jean-Charles Marchiani, proche de M. Pasqua, devinrent son émissaire personnel dans ce dossier et dont c'était la première apparition. Le passeport diplomatique syrien de M. Adham avait d'ailleurs été renouvelé sans difficultés en février dernier.

Dans les milieux diplomatiques, ce nouvel épisode est ressenti

comme l'échec de la stratégie de M. Pasqua, qui est aujourd'hui au centre d'une guerre de « révélations » entre journaux de Proche-Orient. Le dimanche 1^{er} mai, le quotidien koweïtien *Al Qabas* est ainsi revenu, pour les maintenir, sur les informations qu'ils avaient démenties la veille accusant l'Elysée et M. Eric Rouleau, ambassadeur itinérant et proche de M. Mitterrand, d'avoir fait échouer à la veille du premier tour de l'élection présidentielle la libération des otages. Ce démenti au démenti — qui n'est pas repris dans l'édition internationale d'*Al Qabas* — accuse M. Rouleau d'avoir donné une somme de 10 millions de dollars « pour saper le plan de Chirac ».

M. Rouleau assure ne connaître aucun des deux intermédiaires cités dans l'article koweïtien : « Je n'ai aucun contact avec quelque Iranien que ce soit depuis mars 1986. Mon avocat, M^{re} Georges Klejman, va poursuivre en diffamation *Al Qabas* ».

E. P.

La fausse mort de Monica Vitti

D'abord le soulagement. Ensuite la honte. Le soulagement que la nouvelle de la mort de Monica Vitti annoncée le 4 mai dans la première édition du *Monde*, soit fautive. Puis la honte de l'avoir publiée. Publier une nouvelle inexacte, c'est le cauchemar du journaliste qui apprend en étant sa première erreur qu'une information doit toujours être vérifiée. Plutôt deux fois qu'une. Cette fois, l'enchaînement des circonstances — fatales, forcément fatales — a fait dérailler la loi.

Il était 9 h 30, mardi, lorsqu'un homme en larmes a dicté à notre service sténographique que le doulosseur communiqué. Il téléphonait, disait-il, de la part de M. George Baume, agent de l'actrice italienne en France, imprésario très connu et estimé, dont il donnait en caution le numéro de téléphone. Le temps que nous le joignons, les pages étaient bouclées. M. Baume alors démentait formellement nous avoir adressé quelque communi-

qué que ce soit, nous confirmait que d'autres rédactions parisiennes avaient reçu le même que nous et considérant à juste titre « la plaisanterie comme très, très mauvaise ».

A Rome, on le comprend, l'affaire qualifiée de « clamoroso infortunio » (retentissant incident), a fait grand bruit. Notre correspondant Jean-Pierre Clerc nous signale que le *Messaggero* de Rome a tenté de nous excuser dans un éditorial, expliquant que, grâce au *Monde*, Maria Luisa Cecarelli (c'est le nom d'état civil de Monica Vitti) a eu le privilège rare de connaître de son vivant les éloges que la mort d'ordinaire empêche de s'échapper. Pauvre consolation.

Il ne restait plus, par l'intermédiaire de Jean-Pierre Clerc, qu'à faire parvenir à Monica Vitti un énorme bouquet de roses rouges... de honte. Tout de même, après la honte, la joie.

D. H.

● **ROUMANIE** : visite de M. Gromyko. Le chef de l'Etat soviétique, M. Andreï Gromyko, se rendra en Roumanie du 10 au 14 mai en « visite officielle d'amitié », à l'invitation du chef de l'Etat et du parti roumain, M. Nicolae Ceausescu, a-t-on annoncé officiellement à Bucarest. Cette visite intervient moins de trois mois après celle de M. Gromyko en Hongrie, Budapest et Bucarest s'opposent ouvertement depuis quelques mois sur la question de la minorité hongroise en Transylvanie, en territoire roumain.

● **PANAMA** : le général Noriega envisagerait de quitter ses fonctions le 12 août. — L'homme fort du Panama, le général Manuel Noriega, envisage d'abandonner son poste de chef des forces de défense de ce pays le 12 août prochain, a déclaré, le mardi 3 mai, à Washington, un membre de l'opposition panaméenne, M. Guillermo Cochez, vice-président du Parti

démocrate-chrétien. M. Cochez indique, d'autre part, que, selon le président panaméen Manuel Solís Palma, un accord sur l'avenir de Panama pourrait être signé dès cette semaine. La date du 12 août est envisagée, car il s'agit du cinquième anniversaire de l'accession du général Noriega au poste de chef des forces de défense panaméennes. — (AFP)



EXCELSIOR EN VRAI BOIS

Un ordinateur à relevage horizontal 1 ou 2 disques, sans fil de bois, avec ou sans niche. Bain de pièce. Style ou Moderne.

CAPELOU

37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL 43.71.14.35 - METRO PARMENTIER

MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...

21 900 F HT

Un Macintosh SE 2 lecteurs disque dur externe 20 Mo SCSI compatible

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

Sur le vif

Madame 10 %

On était tous là à s'interroger comme des cons dans les journaux et les médias : pourquoi c'est mon Mimi, pas mon Jacquot, qui va se payer un nouveau bail au château ? On se perdait en analyses, en conjectures. Ils en dormaient plus la nuit, les confrères. Bon, là, ça y est ! Plus la peine de se torturer les méninges. Le « *Herald Tribune* » de ce matin livre sur cinq colonnes la clé de ce lancinant mystère. Vous savez ce qui lui manque, à ce pauvre hère de Chirac ? Il a pas la bedaine présidentielle. Il est trop efflanqué, trop nerveux, trop excité. Il a une image floue, tremblée : forcément, il arrête pas de bouger.

Et de sursauter. Parait — ça, je l'ai lu dans « *Le Canard enchaîné* » — que ce chariot de Pasqua lui a cassé une chaise sous le nez tellement il était furax. A-t-on idée de mégrir autant ! On l'a encore pesé dimanche dernier, mon Jacquot. France-Russie, le mardi 3 mai, au lendemain de l'intervention du président-candidat à Strasbourg, où il fut question de pluies acides et de pollution du Rhin. « *Notre démarche n'est pas conjoncturelle* », affirme avec aplomb Claude Allègre, responsable du groupe d'experts du PS. Mais c'est pour constater aussitôt que « la préoccupation écologique, aujourd'hui, pèse du même poids que le PCF ».

L'état-major de campagne a donc appelé en renfort Brice Lalonde, l'écologiste rallié dès le premier tour. « *Comme professionnel de l'environnement, nous sommes très confortés par ce qu'a dit Mitterrand à Strasbourg et par le score d'Antoine Waechter* », explique M. Lalonde, toujours plus occuménique. Et il présente un programme en dix points qui pourrait bien être celui du futur ministre de l'Environnement. Mais attention ! Pas un minuscule qui ne saurait qu'un « petit chien dans les mollets du ministre de l'Industrie », comme ironise Claude Allègre. Non, un vrai ministre « avec une masse critique suffisante et doté de services extérieurs ».

Mais, alors qu'on aborde des sujets plus délicats comme Superphénix, qui n'est « pas au point, trop cher » et doit donc « rester expérimental » ou le parc de centrales nucléaires (« pas de régression, mais valent l'effort »), voici qu'est annoncée une « importante communication » de Pierre Bérégovoy. Exécutez donc Claude Allègre et Brice Lalonde, chapitrés pour l'occasion par l'ancien ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, qui a tout juste eu le temps de placer son couplet sur la désertification rurale. Pierre Bérégovoy monte à la tribune, solennel et annonce que va être lancé un « appel aux républicains ». Entre alors une délégation d'anciens combattants, déportés et résistants, conduite par l'ancien ministre de l'Environnement, de la Libération Christian Pineau.

question de boire de la bière. En plein ramadan, c'est indécent. Par ici, le thé à la menthe !

Si encore il n'avait qu'une noumou, mon Jacquot. Mais non, c'est ça la cote : dans les numéros précédents, il y en a au moins deux. Et l'autre, nannyy Balamou, peut pas la piffer, la Pasqua. Ça lui profitera pas, au petit, toutes ces saupieries, faut lui roffier les roquettes à Babar. La bonne cuisine lyonnaise, bien de chez nous. Ça, oui, ça tient au ventre.

Et Bernadette, qu'est-ce qu'elle dit de ça ? Elle la boucle. Non seulement ils se font angueuler au home, elle et son mari, mais dès qu'ils mettent le nez dehors ils prennent une claque. Avant-hier, elle va tailler une bavette avec les pensionnaires d'une maison de retraite dans le Rhône. Elle est entrée par hasard. Elle passait par là avec le ministre de je ne sais plus quoi, un certain Noir. Elle tombe sur le maire, Popereau, un socialo. Et per ! Va te faire voir l'7^{ème} jamais que la moitié de Monsieur 20 %, alors essaye pas de peser sur la balance électorale.

CLAUDE SARRAUTE.

Le second tour de l'élection présidentielle

Les appels de l'avenue Franco-Russe

On ne l'avait peut-être pas remarqué avant le premier tour, mais le PS se préoccupe beaucoup d'écologie. C'est du moins l'impression que voulaient donner les organisateurs du point-press réuni avenue Franco-Russe, le mardi 3 mai, au lendemain de l'intervention du président-candidat à Strasbourg, où il fut question de pluies acides et de pollution du Rhin. « *Notre démarche n'est pas conjoncturelle* », affirme avec aplomb Claude Allègre, responsable du groupe d'experts du PS. Mais c'est pour constater aussitôt que « la préoccupation écologique, aujourd'hui, pèse du même poids que le PCF ».

L'état-major de campagne a donc appelé en renfort Brice Lalonde, l'écologiste rallié dès le premier tour. « *Comme professionnel de l'environnement, nous sommes très confortés par ce qu'a dit Mitterrand à Strasbourg et par le score d'Antoine Waechter* », explique M. Lalonde, toujours plus occuménique. Et il présente un programme en dix points qui pourrait bien être celui du futur ministre de l'Environnement. Mais attention ! Pas un minuscule qui ne saurait qu'un « petit chien dans les mollets du ministre de l'Industrie », comme ironise Claude Allègre. Non, un vrai ministre « avec une masse critique suffisante et doté de services extérieurs ».

Mais, alors qu'on aborde des sujets plus délicats comme Super-

phénix, qui n'est « pas au point, trop cher » et doit donc « rester expérimental » ou le parc de centrales nucléaires (« pas de régression, mais valent l'effort »), voici qu'est annoncée une « importante communication » de Pierre Bérégovoy. Exécutez donc Claude Allègre et Brice Lalonde, chapitrés pour l'occasion par l'ancien ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, qui a tout juste eu le temps de placer son couplet sur la désertification rurale. Pierre Bérégovoy monte à la tribune, solennel et annonce que va être lancé un « appel aux républicains ». Entre alors une délégation d'anciens combattants, déportés et résistants, conduite par l'ancien ministre de l'Environnement, de la Libération Christian Pineau.

Comme s'ils avaient voulu prendre Brice Lalonde au mot (« la peste brune n'est pas moins grave que la marée noire »), les anciens expriment leur inquiétude devant la montée du fascisme. Weimar, la bête immonde, plus jamais ça : chacun y va de ses plus sombres souvenirs. Lucie Aubrac évoque avec émotion les Camerounais de la colonne Leclerc et les Maghrébins tombés en Italie pour libérer l'Europe. Christian Pineau, qui conserve toute son admiration pour le général de Gaulle « notre chef », ne peut cacher son mépris pour « les bébés gaullistes d'aujourd'hui ».

R. C.

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1988 a été tiré à 567 680 exemplaires

8, rue Mabillon
75006 Paris
tél: 43 29 40 40

MONTREAL 2200
BANGKOK 3990
DELHI 3990
LIMA 5850
QUITO 6000

prix en FF à partir de, modifiables sans préavis
Lic. 1177

nouveau monde
Voyages

A B C D F G H